

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°403

OCTOBRE 2018

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA: LA TURQUIE VOLE AU SECOURS DE DAECH EN BOMBARDANT LES FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES**
- **KURDISTAN: LE PDK VAINQUEUR DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES**
- **IRAK: CINQ MOIS APRÈS LES ÉLECTIONS, UN PREMIER MINISTRE INDÉPENDANT POUR FORMER LE GOUVERNEMENT**
- **TURQUIE: LE GOUVERNEMENT TENTE D'EMPÊCHER LE HDP DE PARTICIPER AUX ÉLECTIONS LOCALES DE 2019**
- **IRAN: ASSASSINATS EXTRA-JUDICIAIRES DE PORTEURS, ARRESTATIONS ARBITRAIRES, EXÉCUTIONS AU KURDISTAN D'IRAN**
- **LE PRIX NOBEL DE LA PAIX ATTRIBUÉ À LA MILITANTE KURDE YÉZIDIE NADIA MOURAD**
- **FRANCE: NOUVELLE ÉVACUATION D'UN CAMP DE MIGRANTS KURDES**

ROJAVA: LA TURQUIE VOLE AU SECOURS DE DAECH EN BOMBARDANT LES FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES

A Afrîn, toujours sous occupation turque, les mercenaires djihadistes de la Turquie imposent une taxe de 15% sur les récoltes des oliveraies appartenant aux Kurdes, la principale richesse agricole, et en ont confisqué un grand nombre, profitant de l'absence des propriétaires, empêchés de revenir. À Jandarîs, des combats ont même éclaté entre 2 factions à propos de récoltes d'olives volées à des agriculteurs kurdes (WKI). Le 13, des combats entre

Ahrar Sharqiyya et *Jabhat Shamiyya* ont de nouveau démarré à Azaz et près du camp de Sujo, obligeant des familles déjà déplacées à fuir le camp, et ont gagné Afrîn le 14. La police militaire créée par l'armée turque a arrêté plusieurs membres de *Ahrar Sharqiyya*, et des bruits font état de tensions à Jerablous entre ce groupe et les autres factions (ANF). Enfin, les informations continuent à arriver sur les exactions subies par les Yézidis, allant parfois jusqu'au meurtre.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont poursuivi leur offensive contre la dernière poche tenue par Daech entre Euphrate et frontière irakienne, autour de Hajin, où sont retranchés 3.000 combattants majoritairement étrangers. Après avoir pris fin septembre les villages d'Al-Sousah puis d'al-Shajla, les FDS ont repoussé plusieurs contre-attaques avec le soutien aérien de la coalition, annonçant 49 djihadistes tués. Le 4, des *Marines* américains sont arrivés par avion pour participer à l'attaque

finale sur Hajin. Daech a poursuivi toute la semaine ses contre-attaques au nord de Baghouz avec des véhicules piégés et des armes lourdes, et le 9, les FDS ont annoncé l'élimination de 61 djihadistes. Dans Hajin, les djihadistes ont dynamité les maisons des familles qui avaient fui. Puis le 10, l'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH) a annoncé que Daech avait capturé 35 combattants FDS et en avait tué au moins 10, mais le responsable médias des FDS, Moustafa Bali, a démenti, tout en annonçant la mort au combat le 6 d'un combattant français, le marseillais Farid Medjahed. Profitant d'une tempête de sable empêchant tout soutien aérien et limitant fortement la visibilité au sol, les djihadistes ont lancé de nouvelles contre-attaques. Malgré une défense de plusieurs heures des FDS, ils ont réussi à enlever 130 familles dans le camp de personnes déplacées d'al-Bahra, dont des membres de Daech ayant fait défection (OSDH), les emmenant tous vers Hajin. En trois jours, 37 combattants FDS et 58 djihadistes ont été tués. Le 14, les FDS ont annoncé avoir tué 105 djihadistes en 2 jours (*Kurdistan* 24). Le 16, alors que les FDS repoussaient une attaque sur Baghouz, le commandant Redour Khalil a annoncé que la prise de Hajin prendrait plus de temps qu'initialement prévu, en raison des conditions météorologiques et du fait que l'ennemi était très aguerri. Selon l'OSDH, plus de 70 membres des FDS et des dizaines de djihadistes ont été tués depuis le début de l'attaque, le 10 septembre. Selon l'OSDH, le 20 une frappe de la coalition a tué 28 djihadistes dans Hajin, 7 autres étant tués par l'offensive au sol des FDS. Le 22, les FDS ont pu reprendre le contrôle d'une partie d'al-Susah, réduisant progressivement les dernières poches de résistance djihadistes dans la ville, notamment autour d'une grande mosquée.

Cependant, le 27, l'AFP a annoncé la mort d'au moins 41 combattants FDS dans une nouvelle contre-attaque

sur Baghouz et Al-Sousah, dont les djihadistes, utilisant véhicules piégés et attaques-suicides ont repris les 25 et 26 une grande partie... En fin de journée, de nouveaux corps ayant été découverts, le bilan est monté à près de 70 combattants FDS tués, et une centaine de blessés. L'OSDH a aussi annoncé 24 djihadistes tués. Le 28, les FDS ont confirmé 72 morts, avant d'annoncer l'arrivée en renforts de 500 YPG et YPJ (unités féminines) expérimentés, venus de l'ouest, et d'armes lourdes (AFP). Une centaine de combattants supplémentaires est arrivée de Manbij le 30. Mais selon un reportage détaillé de *France Soir*: (<http://www.francesoir.fr/en-coop-matteo-puxton/syrie-etat-islamique-inflige-une-lourde-defaite-aux-fds>), le 28, Daech avait annulé en trois jours tous les gains des FDS depuis le 10 septembre...

Le même jour, l'artillerie turque a frappé les positions des FDS à Zour Maghar, sur la rive orientale de l'Euphrate, juste en face de Jerablous, selon l'agence étatique *Anatolie* en riposte à des tirs provenant de cette zone... Les tirs d'artillerie turque ont aussi visé les villages de Charikhli, Siftek et Ashme, à l'Ouest de Kobanê, provoquant des manifestations de protestation à Qamichli. Du 28 au 31, les FDS ont ainsi perdu 4 combattants.

Le timing choisi par Ankara pour lancer ces attaques ne pouvait qu'évoquer une opération de diversion visant à voler au secours des djihadistes... Dénonçant leur «synchronisation» avec les contre-attaques djihadistes, les FDS ont annoncé le 31 l'arrêt temporaire de la campagne anti-Daech, avertissant qu'il se prolongerait en cas d'autres attaques turques (AFP). Le même soir, les États-Unis ont exprimé leur «extrême préoccupation» à ces «frappes militaires unilatérales» sur des zones où pourraient également se trouver du «personnel américain».

Depuis l'occupation d'Afrîn, les menaces turques sur le reste du

Rojava sont constantes. Déjà le 5, les YPG renforçaient les défenses de Manbij au milieu de rumeurs d'une prochaine attaque turque (AMN) et annonçaient le 9 avoir abattu un drone turc à Kobanê. Ce même jour, le ministre de la Défense turc, Hulusi Akar, a annoncé, avec l'arrivée de militaires américains le 2 à Gaziantep, le début de la mission d'entraînement turco-américaine devant permettre à terme des patrouilles conjointes à Manbij. Le même jour, le Conseil militaire de Manbij a déclaré être prêt à défendre la ville. Le 23, le colonel Sean Ryan, porte-parole de l'opération *Inherent Resolve*, a confirmé qu'une patrouille commune de militaires américains et de combattants du Conseil militaire de Manbij avait riposté à des tirs le 15 près du village de Boughaz. Ryan n'a pas désigné les agresseurs, probablement une des factions rebelles soutenues par la Turquie...

Le moment choisi par Ankara pour lancer ses bombardements sur le Rojava, juste après le sommet d'Istanbul sur la Syrie, auquel le président turc a participé avec ses homologues français et russe et la chancelière allemande, met également en lumière l'absence d'engagement des Occidentaux aux côtés des FDS, pourtant leurs alliés contre Daech. Insistant sur la nécessité d'une solution diplomatique au conflit syrien, ce sommet a permis d'éviter (pour combien de temps ?) une attaque du régime et de ses alliés russes sur Idlib, mais il a aussi montré que M. Erdoğan conservait toute liberté de mouvement contre la Fédération du Nord Syrien, dont les autorités sont toujours qualifiées de «terroristes» au même titre que Daech... Le 30, le Président turc a annoncé devant les députés AKP au Parlement que les préparatifs d'une nouvelle offensive dans le nord syrien étaient terminés, précisant: «Nous allons détruire la structure terroriste à l'est de l'Euphrate»... Le même soir, le porte-parole des YPG, Nouri Mahmoud, a averti que les YPG «[réagiraient] à toute menace

ou attaque» en «légitime défense» (AFP).

Par ailleurs, la question du devenir des djihadistes et de leurs familles actuellement détenus au Rojava continue à se poser. Précédemment estimé à 500, leur nombre se monterait en fait à près de 1.000, originaires de 24 pays. De nouveaux combattants sont capturés chaque jour au combat, mais il y a aussi 550 femmes et 1.200 enfants. Dès le 20 septembre, le responsable des relations internationales de la Fédération du Nord Syrien, Abdul Karim Omar, avait averti du risque d'évasion en cas de chaos, qualifiant leur présence de «menace pour l'humanité». Parmi les détenus, 2 Britanniques membres d'un groupe de 4 surnommé par leurs otages les «Beatles» en raison de leur accent anglais, coupable d'enlèvements, de tortures et de décapitations, le Français Adrien Guihal, «voix» de la revendication par Daech de l'attentat de Nice en 2016, l'albigeois Thomas Barnouin, proche des frères Clain, qui avaient quant à eux revendiqué ceux du 13 novembre 2015, et la recruteuse Emilie König... Le 4, Sinem Mohamad, membre du Conseil démocratique syrien (CDS), émanation politique des FDS, demandait sur *Sputnik* au pays concernés de rapatrier leurs ressortissants. Omar a précisé: «Nous

jugeons les mercenaires syriens [...] mais pas les étrangers. [...] Nous n'avons pas une législation qui autorise la peine de mort. Si nous les condamnons et qu'ils finissent de purger leur peine de prison, où iront-ils?». Au moins deux Américains ont déjà été rapatriés et la Russie, et le Soudan et l'Indonésie ont aussi repris des ressortissants, mais Royaume-Uni et France ont commencé par refuser tout rapatriement. En France, avocats et familles défendent un jugement en France. En fin de mois, la position française a paru évoluer. Paris a annoncé envisager le rapatriement progressif de 150 enfants, notamment du camp de Roj – mais sans leurs mères, qui devraient donc donner leur accord à cette séparation... (*Le Monde*)

Les relations avec le régime semblent toujours aussi difficiles. Le 1^{er} octobre, le nouveau porte-parole du CDS, Amjad Othman, a indiqué que si les négociations ne progressaient plus, ce n'était pas en raison de la présence des Américains, comme l'affirme Damas, mais faute de volonté du régime, qui refusait toute concession... Un responsable du PYD a averti que le CDS était prêt au dialogue, mais n'accepterait pas la «réconciliation» telle que Damas l'a imposée à Deraa ou dans la Ghouta, une reddition menant à la reprise de contrôle par l'armée

du régime (*Kurdistan 24*). Le 12, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a accusé les États-Unis de vouloir «créer un État illégitime sur les territoires syriens à l'est de l'Euphrate»... (*Sputnik*), et le 15, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Moualem, a prévenu: «Nous n'accepterons pas le fédéralisme», menaçant de «libérer l'Est de l'Euphrate»: «L'État syrien est décidé à recouvrer l'ensemble de sa souveraineté territoriale, par le dialogue ou d'autres moyens» (AFP).

À l'intérieur de la Fédération du Nord Syrien, la crise des programmes scolaires de la communauté Assyrienne s'est amplifiée, la communauté elle-même se montrant divisée entre ceux qui acceptent les nouveaux programmes introduits par les autorités et ceux qui les refusent. Une douzaine d'écoles refusant de les appliquer ont été fermées, tandis que le cursus alternatif a été adopté dans plus de 2.200 établissements. Certaines familles, inquiète de ce que les diplômes obtenus dans ces établissements ne sont reconnus que par les 2 Universités de Kobané et du Rojava, ouvertes toutes les deux en 2016, ont fait le choix d'envoyer leurs enfants dans les écoles gérées par le régime (AFP, *Libération*).

KURDISTAN: LE PDK VAINQUEUR DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES

Les agendas électoraux au niveau national et à celui du Kurdistan étaient étroitement liés, puisque les élections législatives au Kurdistan se sont tenues le 30 septembre, quelques jours avant l'élection du nouveau président du pays. Alors que Barham Saleh accédait à la magistrature suprême à Bagdad, les résultats partiels des législatives kurdes (947 bureaux sur 1260) montraient que le PDK l'avait emporté, suivi par l'UPK qui reprenait la 2^e

place au mouvement *Goran* auquel *Nouvelle Génération* prenait également quelques sièges (WKI). L'Union islamique (*Yekgirtû*) apparaissant comme le plus grand perdant par rapport à 2013, a d'ailleurs annoncé le 6 rejeter les résultats préliminaires...

Le scrutin s'est déroulé dans le calme, ce qu'a commenté positivement l'Union européenne, bien que différents partis aient échangé des accusations de fraude: l'UPK a

dénoncé les résultats dans certaines zones, menaçant de rejeter les résultats, et le PDK quant à lui, a critiqué le processus à Suleimaniyeh; *Goran* a menacé de boycotter les futures sessions parlementaires si la Commission n'annulait pas les «faux votes»... La Commission électorale a indiqué le 3 qu'elle avait entamé la vérification des plaintes, au nombre de 425, et ne proclamerait les résultats définitifs qu'une fois cette tâche accomplie (*Kurdistan 24*). Le 9, trois partis kurdes, *Goran*, le Groupe isla-

mique (*Komal*) et *Nouvelle Génération* ont demandé au ministère de l'Intérieur du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) la formation d'une Commission d'enquête sur des fraudes utilisant de fausses cartes d'identité, avant de porter la demande avec le soutien de l'Union islamique devant le même ministère à Bagdad. Le 14, le nombre de plaintes déposées devant la commission électorale s'établissait à 1045 (*Rûdaw*). Le 15, alors que les résultats définitifs n'étaient pas encore annoncés, les partis kurdes commen-

çaient des discussions non officielles pour former le nouveau gouvernement. La question principale était de savoir si celui-ci serait composé seulement du PDK et de l'UPK, ou si d'autres partis kurdes accepteraient d'y participer.

Les résultats, d'abord annoncés le 23 puis publiés de manière définitive le 30 octobre après vérification des derniers recours et litiges et validation du Conseil judiciaire du Kurdistan, n'ont pas montré une grande variation par rapport aux différents résul-

tats préliminaires publiés au cours du mois. Le scrutin a été marqué par un taux d'abstention élevé (42% contre 33% en 2013). Le PDK de Massoud Barzani a remporté les élections haut la main avec 45 des 111 sièges à pourvoir (un gain de 7 par rapport à 2013), devant l'UPK, avec 21 sièges (un gain de 3). *Goran* a perdu la moitié de ses sièges avec 12 élus. L'ensemble des résultats en sièges et votes, mis en perspective pour comparaison avec ceux des législatives de 2013, est présenté dans le tableau ci-dessous.

**Résultats des élections législatives
du 30 septembre 2018 au Kurdistan d'Irak**

Parti ou alliance	2018		2013	
	Sièges	Voix	Sièges	Voix
PDK	45	688 070	38	743 984
UPK	21	319 219	18	350 500
Mouvement du Changement (<i>Goran</i>)	12	186 903	24	476 173
Nouvelle Génération	8	127 115	--	--
Groupe Islamique (<i>Komal</i>)	7	109 494	6	118 575
Alliance «Vers la réforme»:	5	79 434		
- Ligue islamique (<i>Yekgirtû</i>) +			10	186 741
- Mouvement islamique (<i>Bizutînewe</i>)			1	21 834
Alliance «Moderne» (<i>Sardam</i>):	1	15 581		
- Parti socialiste démocratique +			1	12 501
- Parti des travailleurs (<i>Toilers Party</i>) +			1	8 681
- Union démocratique du Kurdistan				
Alliance «Liberté» (<i>Azadi</i>)	1	8 063	1	12 392
(Parti Communiste du Kurdistan – Irak)				

Sources: AFP, *Rûdaw*, *Kurdistan 24*

L'Union islamique (*Yekgirtû*), qui comme *Goran* et *Nouvelle Génération*, a rejeté ces résultats selon elle «entachés de fraudes» a rapidement annoncé qu'elle resterait dans l'opposition, tandis qu'en fin de mois, le Groupe islamique (*Komal*), devenu le

plus grand parti islamique avec 7 élus, n'avait pas encore pris de décision, mais entamait des discussions avec *Goran*.

La dernière session du Parlement sortant a pris place le 31. La première

session du nouveau Parlement est prévue le 6 novembre sous la présidence du membre le plus âgé de l'assemblée. Les nouveaux députés devront d'abord prêter serment, puis engager le processus de l'élection du Président du Parlement.

IRAK:

CINQ MOIS APRÈS LES ÉLECTIONS, UN PREMIER MINISTRE INDÉPENDANT POUR FORMER LE GOUVERNEMENT

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, le poste de Président de la république irakienne est tacitement réservé à un Kurde. Pour la première fois, le Parlement de Bagdad, devant élire le

Président lundi 1^{er} octobre à 17h, avait à choisir entre deux candidats kurdes: le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) avait en effet décidé de présenter un candidat, Fouad Hussein, ancien Directeur de cabinet du Président de région Massoud

Barzani, pour s'opposer à celui présenté par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'ancien premier ministre du Kurdistan et Vice-premier ministre irakien Barham Saleh. Le PDK, qui réclamait le poste en raison de son meilleur score aux

législatives irakiennes, reprochait à l'UPK d'avoir désigné Saleh sans consultation. Déjà repoussée suite à cette dispute, la date du vote l'a été de nouveau au lendemain faute de quorum... PDK et UPK ont poursuivi des discussions tendues pour tenter de parvenir à un accord, mais sans succès, et le 2, Saleh a obtenu au premier tour 165 voix contre 90 pour son adversaire. L'élection nécessitant les deux-tiers des voix, un 2nd tour a suivi, au cours duquel Saleh l'a emporté avec 219 voix lorsque le PDK a retiré son candidat (WKI).

Ingénieur en informatique diplômé en Grande-Bretagne, Saleh, qui s'était retiré au dernier moment de la course à la présidence en 2014 au profit de Fouad Massoum, également membre de l'UPK, a certainement obtenu la préférence des parlementaires irakiens en raison de sa «modération» par rapport à la question de l'indépendance du Kurdistan d'Irak. Il a prêté serment mardi soir devant les députés, s'engageant à «préserver l'unité de l'Irak». Il avait alors 15 jours pour désigner un Premier ministre, un membre de la communauté chiite, qui formerait le prochain gouvernement du pays, et on s'attendait à ce qu'il soit choisi parmi les membres de deux coalitions se disputant le titre de bloc le plus important du Parlement, celle du Premier ministre sortant Haider al-Abadi et celle du leader chiite Moqtada Sadr et des milices pro-iraniennes *Hashd al-Shaabi*. Mais Saleh n'a pas attendu 15 jours: moins de 2 heures après son élection, il a choisi un indépendant, M. Adel Abdul Mahdi (AFP), ministre du Pétrole de 2014 à 2016, attribuant ainsi pour la première fois depuis 2005 cette fonction à une personne non issue du parti chiite *Da'wa*, l'opposition islamiste historique à Saddam. La rapidité de la décision comme ce choix semblent signaler une ère de changements politiques, même si le PDK et l'UPK ont continué un temps les passes d'armes sur la manière dont Saleh avait été choisi puis élu. Mahdi disposait alors de 30 jours pour

dévoiler les noms de ses ministres, dont chacun devrait individuellement être approuvé par le Parlement. Les discussions se sont poursuivies, une délégation chiite dirigée par Ammar al-Hakim et Salih Motlaq se rendant à Erbil pour rencontrer le PDK et l'UPK, puis une délégation du GRK, menée par Nechirvan Barzani, venant à Bagdad pour rencontrer le nouveau Premier ministre. Dans la nuit du 23 au 24, le parlement (220 députés présents sur 329) a accordé la confiance à Mahdi et à un gouvernement restreint de 14 ministres, huit postes demeurant à pourvoir, dont la Défense et l'Intérieur, en raison de l'opposition de nombreux députés aux candidats proposés. Le parlement devrait voter le 6 novembre sur les postes non encore pourvus. Si Mahdi est parvenu à faire approuver son programme à main levée, plusieurs députés dont les partis n'ont pas obtenu de postes ont quitté le Parlement, furieux, dont des membres de l'alliance *Sayrûn* de Moqtada Sadr, de *Natawayî* d'Iyad Allawi et du bloc sunnite *Qarrar*. Parmi les nouveaux ministres, seuls 3 ont déjà occupé une telle fonction, même si la plupart d'entre eux ont déjà servi au gouvernement. Djabar al-Louaibi, ancien ministre du Pétrole, a cédé son poste à Thamer Ghadhban mais est devenu Président de la Compagnie nationale du pétrole, formée récemment par fusion des différentes sociétés publiques existantes, et le candidat du PDK à la Présidence, Fouad Hussein, a accédé au poste de ministre des Finances et de vice-Premier ministre.

Très rapidement, le nouveau gouvernement est entré en conflit avec le Parlement et les Kurdes sur le budget fédéral 2019. Soumis aux députés le 28, le projet de budget a été rejeté le 31 après que le leader sunnite Ousama al-Noujaifi ait demandé un rééquilibrage en faveur de la province de Ninive (Mossoul) (*ISHM*). Dès le 14, l'Union islamique du Kurdistan (*Yekgirtû*) avait annoncé qu'elle ne le soutiendrait pas car il ne

tenait pas compte de la province de Halabja, qui a pourtant obtenu de Bagdad le statut provincial en décembre 2013... Par ailleurs, les demandes du Kurdistan, et en particulier le rétablissement de sa part à 17%, n'ont pas été entendues: le projet 2019 lui accorde 6,72 milliards de dollars, soit 12,69% seulement du total (*Rûdaw*).

Les deux nouveaux gouvernements, Erbil et Bagdad, devront rapidement entamer des discussions pour tenter de résoudre leurs divergences. Selon son porte-parole, Safin Dizayî, le GRK a reçu du ministère des Pechmegas le 27 un rapport destiné à servir de support pour ces discussions, aussi bien sur la gestion des ressources pétrolières que la question du paiement des pechmegas et la gouvernance des territoires disputés, les trois grands points de tension (*Kurdistan 24*).

Concernant les territoires disputés, la sécurité y est toujours aussi mauvaise depuis le retrait des pechmegas, et les attentats incessants: en début de mois, une bombe improvisée a tué au moins 3 personnes dans un village du district de Dibis, puis deux explosions de véhicules ont blessé le 3 au moins 8 personnes dans le quartier d'Asra à Kirkouk. Non revendiquées, ces attaques sont attribuées à des cellules dormantes de Daech (*Kurdistan 24*). Puis le matin du 9, une nouvelle attaque à la bombe a fait 2 morts et 4 blessés dans un marché du centre-ville (*ISHM*), et le 13, une voiture piégée a explosé dans le quartier de Mamdoda, blessant 6 civils dont des enfants...

Par ailleurs, les résidents de Kirkouk expriment leur frustration devant l'augmentation des prix des denrées suite à l'installation de deux postes de douane entre Kirkouk et le Kurdistan. Ils ont été installés par ordre du Premier ministre sortant Hayder al-Abadi à la demande du gouverneur intérimaire Rakan Saïd al-Jabouri, un Arabe sunnite. Le

Conseil provincial, où le bloc kurde *Brayetî* est majoritaire, n'a pas été consulté, et les considère comme illégaux, et le ministère de l'Intérieur du GRK compte exiger leur démantèlement.

Enfin, les Kurdes dénoncent la politique du gouverneur intérimaire, installé par ce même Abadi après son limogeage du gouverneur précédent, le Kurde Nedjmeddine Karim. Cette nomination est elle-même contestable, la Constitution donnant seulement au Conseil provincial le pouvoir de démettre ou de nommer un gouverneur. Mais c'est surtout le soutien de Jabouri au retour des colons arabes qui suscite la colère des Kurdes. Installés originellement par le régime baathiste, ils étaient repartis à la chute de celui-ci après avoir perçu une compensation financière. Notamment dans le district de Daqouq, des résidents des villages de Yangijay Talaban, Abdullah Khanim et Aannana ont tiré la sonnette d'alarme le 22. Puis le 28, les habitants de la région de Sargaran ont reçu un ordre écrit du gouverneur de cesser de cultiver leurs terres jusqu'à ce que leur propriété soit confirmée par un Comité créé à cet effet par le Premier ministre irakien. Cependant, un député kurde de Kirkouk au parlement irakien, Rebwar Taha, a indiqué à *Rûdaw* que le ministère de l'Agriculture irakien avait déjà décidé que les fermiers pouvaient poursuivre leurs activités, rendant la lettre du gouverneur illégale.

En ville également la politique de Jabouri est contestée. Le 19, il a ordonné l'expulsion sous un mois de 43 bureaux d'organisations kurdes proches du PDK, mais aussi d'associations comme l'Union des enseignants du Kurdistan, dont les membres enseignent dans les écoles kurdes de Kirkouk. Depuis la prise de contrôle de la province par l'armée fédérale et les milices chiites *Hashd al-Shaabi* le 16 octobre 2017, 14 bureaux du PDK et 29 appartenant à d'autres organisations kurdes ont

déjà été convertis en cantonnements militaires ou garages, et au moins 83 immeubles d'organisations kurdes ont été attribués à des milices chiites ou des organisations gouvernementales irakiennes, tandis que des dizaines de responsables provinciaux kurdes étaient limogés pour être remplacés par des Arabes ou des Turkmènes. Une partie des locaux visés par l'ordre d'expulsion sont actuellement vides, les groupes kurdes ayant fui à l'arrivée des forces irakiennes. L'un des membres du Conseil provincial a déclaré à *Rûdaw* qu'il s'agissait de profiter de leur absence pour s'emparer de leurs locaux, une manière de les empêcher de revenir...

Les Kurdes tentent de s'organiser pour s'opposer à Jabouri, mais sont eux-mêmes en désaccord sur la méthode. Le mois dernier, une réunion entre les Bureaux politiques du PDK et de l'UPK a désigné un comité de quatre membres pour discuter de la question de Kirkouk et désigner un candidat commun au poste de gouverneur, mais il n'a tenu qu'une seule réunion depuis. L'UPK a tenu plusieurs réunions avec les notables arabes et turkmènes de la ville, se disant prêt à faire des concessions en échange d'une réunion du Conseil provincial qui lui permettrait d'obtenir le poste de gouverneur. Le PDK, lui, propose l'élection d'un Kurde indépendant, mais, tout comme le Président du Conseil, Rebwar Talabani, refuse de revenir en ville tant que la situation n'y sera pas «normalisée» avec le départ des troupes irakiennes et l'abandon des nombreuses poursuites juridiques visant des responsables kurdes, dont Talabani. Le 9, celui-ci a demandé à Bagdad d'annuler toutes les décisions de l'administration intérimaire visant à modifier l'équilibre démographique de la province, et de compenser les victimes de l'offensive militaire du 16 octobre 2017. Il est aussi question d'une nouvelle nomination par Bagdad, même si l'UPK préférerait une élection par le Conseil provin-

cial. Les Turkmènes ont demandé une attribution tournante du poste. Puisque les deux derniers gouverneurs étaient respectivement un Kurde et un Arabe, le prochain devrait selon eux être un Turkmène...

Les demandes des Kurdes à Kirkouk correspondent exactement à celles de la «Coalition sociale du peuple de Kirkouk», un groupe de citoyens qui a appelé le 9 les commerçants à baisser leur rideau en signe de protestation pour l'anniversaire du 16 octobre 2017: démilitarisation et retrait des militaires irakiens de la ville, rétablissement de l'autorité de l'administration civile locale, retrait des points de contrôle entre la ville et le Kurdistan, et arrêt des politiques du gouverneur Jabouri, qualifiées d'«incitatrices de haine et de tension» (*Kurdistan* 24).

En fin de mois, le 28, le quartier kurde de Shorja à Kirkouk, qui s'était opposé aux troupes irakiennes en octobre 2017, a été encerclé par les forces de sécurité irakiennes qui prétendaient y chercher des armes illégales et des personnes recherchées. Elles y ont imposé un couvre-feu.

Des tensions ont aussi éclaté hors de Kirkouk. Dans la ville yézidie de Sindjar, les milices chiites ont arrêté puis expulsé le 19 un correspondant et un caméraman de la chaîne kurde *Kurdistan* 24, après les avoir battus et menacés. Appelés par les Yézidis, ils avaient tenté de filmer l'expulsion par les miliciens chiites d'une trentaine de familles d'un complexe d'habitation de la périphérie de la ville, qui avaient reçu l'ordre de partir sous 24 h pour se réinstaller en centre-ville. Les journalistes ont dû s'agenouiller tandis que les miliciens leur plaçaient des pistolets sur la tempe, menaçant de les exécuter. Ils ont finalement été relâchés avec de nouvelles menaces et l'avertissement de ne plus tourner de reportages sur les milices chiites...

Enfin, en écho aux opérations anti-Daech menées par les Forces démocratiques syriennes du côté syrien de la frontière, les milices chiites *Hashd* ont déclaré l'état d'urgence près de celle-ci après que 14 de leurs combattants (70 selon l'*OSDH*) aient été

tués dans une attaque djihadiste le 26. Plus au sud, des troupes ont été positionnées dans la province d'al-Anbar pour empêcher d'autres attaques de Daech, et le 31, les *Hashd* ont annoncé avoir tué deux commandants de Daech qui avaient diri-

gé la dernière attaque contre les FDS (*ISHM*). Le même jour, les pechmergas ont annoncé avoir tué trois djihadistes au nord de Touz Khourmatou avec le soutien aérien de la coalition et au sol des militaires français (*Kurdistan 24*).

TURQUIE:

LE GOUVERNEMENT TENTE D'EMPÊCHER LE HDP DE PARTICIPER AUX ÉLECTIONS LOCALES DE 2019

L'alliance entre l'AKP, le parti islamiste du président Erdoğan, et les ultranationalistes du MHP de Devlet Bahçeli, bat de l'aile. Le MHP avait proposé en septembre pour désengorger les prisons l'amnistie des prisonniers non politiques (y compris ceux condamnés pour trafic de drogue et agressions sexuelles). La réponse d'Erdoğan: «Alors qu'il y a 50.000 dealers en prison, on ne peut pas proposer d'amnistie», a mis en rage Bahçeli, qui a accusé Erdoğan de chercher à lier le MHP au trafic de drogue. Puis le 18 octobre, le Conseil d'État a proposé la réintroduction du serment pour les écoliers. Datant d'Atatürk, ce serment aux accents nationalistes, voire racistes, qui commence par: «Je suis un Turc, honnête et travailleur...», a les faveurs du MHP. Là encore Erdoğan, qui l'avait fait supprimer en 2013, a mis son partenaire en furie en critiquant cette décision. Le 23, Bahçeli a annoncé qu'il n'y aurait pas d'alliance avec l'AKP pour les élections locales de mars 2019...

En matière de répression, rien ne semble pouvoir arrêter la machine judiciaire turque. Le mois a commencé avec le procès de 9 médecins, 4 infirmier(e)s et 1 ambulancier, jugés depuis le 28 septembre pour «appartenance à une organisation terroriste»: ils avaient voulu fin janvier 2016 aller assister les habitants de Cizre, alors attaquée par les forces de sécurité. Interceptés par l'armée, ils n'avaient jamais pu arriver à destination (*Orient XXI*). Le 2 octobre, la police a arrêté le co-prési-

dent HDP du district de Hani (Diyarbakir) lors d'un raid chez lui. À Izmir, elle a arrêté 7 Kurdes, et à Siirt, un membre du Conseil provincial, İdris İlhan (HDP), qui avait posté sur les médias sociaux: «Ce n'est pas le dollar qui monte, c'est nous qui coulons». Le même jour, le chanteur Ferat Tunc a reçu près de 2 ans de prison pour «propagande terroriste»: il avait rendu hommage aux combattants kurdes anti-Daech de Kobanê. Toujours le 2, une bande fasciste a attaqué le bureau d'un avocat kurde à Odunpazarı (Eskişehir), y plaçant des banderoles marquées: «Pas de HDP à Odunpazarı» (*WKI*).

Le 3, selon *Hürriyet*, le Président turc a indiqué qu'après les élections locales de mars prochain, il n'hésiterait pas à démettre les élus convaincus de liens terroristes: «Nous ne laisserons pas en place ceux qui envoient l'argent du peuple à Qandil», a-t-il déclaré au maire d'Ağrı, lui-même un des 80 «administrateurs» non-élus nommés pour remplacer des maires et élus locaux HDP démis et emprisonnés, tout comme 10 députés et plus de 7.000 membres du HDP. Celui-ci espère regagner aux prochaines élections de nombreuses mairies et se débarrasser de ces administrateurs antidémocratiques...

Le 3 également, s'est ouverte à Ankara une nouvelle audience pour Selahattin Demirtaş, détenu depuis le 4 novembre 2016, qui a comparu depuis sa cellule d'Edirne par le système vidéo SEGBIS. La Cour a déci-

dé son maintien en détention jusqu'à la prochaine audience, entre les 12 et 14 décembre. Le procureur a requis contre Demirtaş 142 ans de prison (*SCF*). Le système SEGBIS est connu pour sa mauvaise qualité qui nuit gravement aux droits de la défense. Ainsi le 5, pour la quatrième audience du procès de 17 enfants kurdes de Nusaybin, la liaison n'a même pas pu être établie pour 15 d'entre eux. Les enfants, pour lesquels des peines de prison à vie ont été requises, s'étaient trouvés bloqués dans une cave de la ville durant le couvre-feu et les combats entre forces de sécurité turques et combattants pro-PKK. La défense, niant leur participation aux affrontements, accuse au contraire les forces de sécurité de les avoir torturés. La Cour a prolongé leur détention jusqu'au prononcé du verdict, ajourné au 15 novembre (*Ahval*).

Par ailleurs, le 4, après que la co-présidence actuelle du HDP, Pervin Buldan, accusée d'«appartenance à une organisation terroriste», ait refusé de comparaître devant le tribunal, celui-ci a autorisé les forces de sécurité à l'y amener de force. Le même jour, le ministère de l'Intérieur a annoncé l'arrestation de 88 personnes pour liens présumés avec le PKK. Il s'agissait d'empêcher les commémorations des manifestations des 6-7 octobre 2014, qui avaient fait de nombreuses victimes suite à la bataille de Kobanê. En deux jours, il y a eu 137 arrestations (*AFP*). Le 9, le bureau du procureur de Diyarbakir a annoncé 90 nouvelles arrestations dans une opération de 183 raids

répartis sur 9 villes (AFP). Des arrestations ont eu lieu à Ankara, Muş et Urfa. A Batman, parmi les 8 personnes arrêtées, se trouve le co-président du HDP. 25 arrestations ont touché Ağrı (WKI). La purge commence maintenant à toucher les «gardes de village» (*korucular*), ces supplétifs (72.000 en 2016) employés par l'armée contre le PKK. Le ministre de l'Intérieur a annoncé le 11 en avoir démis au moins 559 pour liens avec ou appartenance à un «groupe terroriste». 76 autres ont été temporairement démis en attendant les résultats d'une enquête pour participation à du trafic de drogue ou d'êtres humains (*Kurdistan 24*). Par ailleurs, après des raids de police menés du 11 au 12, 40 autres personnes ont été arrêtées à Van, Istanbul, Bursa, Sakarya et Antalya, dans un effort apparent pour empêcher le HDP de se préparer pour les élections locales de mars prochain. Puis le 15, le ministère de l'Intérieur a annoncé avoir suspendu 259 «muhtars», chefs élus de village ou de quartier jouant un rôle essentiellement administratif, pour «liens avec une organisation terroriste», sans que celle-ci soit précisée. 103 chefs de villages et 156 chefs de quartiers ont ainsi été démis (AFP), et remplacés par des administrateurs non-élus.

Le 23, le journal pro-gouvernemental *Yeni Şafak* a annoncé la préparation d'une nouvelle vague d'arrestations visant cette fois les hommes d'affaires kurdes soupçonnés de participer au financement du PKK. Il s'agit en fait de viser des soutiens financiers à la campagne du HDP, que le journal accuse pêle-mêle d'être l'aile politique du PKK et de participer au trafic de drogue. Le 27 au matin, la police a mené de nouveaux raids aux domiciles de figures politiques du HDP dont de possibles candidats aux prochaines élections locales: l'ancien député de Şanlıurfa İbrahim Binici à Ankara, et à Kars, l'ancienne députée Şafak Özanlı, le coprésident du BDP Cengiz Anlı et le coprésident du HDP Ekrem Savcı,

parmi d'autres... Les personnes arrêtées ont été emmenées à la direction de la sécurité de la province.

Le *Stockholm Centre for Freedom (SCF)* a aussi alerté le 13 sur la poursuite de la répression des journalistes, dont il comptait le 7 octobre 237 emprisonnés, dont 169 en détention préventive avant jugement, et seulement 68 déjà jugés. Parmi les derniers appréhendés, la journaliste kurde Kibriye Evren, incarcérée dans le cadre de l'opération menée à Diyarbakir le 9, Abdurrahman Gök, Semiha Alankuş, Lezgin Akdeniz, Esra Solin Dal, Cihan Ölmez et Mehmet Akdoğan, ainsi que le distributeur du journal *Yeni Yaşam* Savaş Aslan, maintenus en garde à vue au poste de police de Diyarbakir. Le 12, Servet Öner, l'ancienne rédactrice en chef du mensuel kurde d'Istanbul *Demokratik Modernite* a été arrêtée. La Turquie a aussi lancé 148 mandats contre des journalistes en fuite en Turquie voire exilés à l'étranger... Le 29, c'est un journaliste de la chaîne du Kurdistan d'Irak *Kurdistan TV*, Mehmet Sanrı, qui, après avoir qualifié le régime iranien de «sanglant» dans un *tweet* sur l'attaque aux roquettes du PDKI à Koya et la pendaison de 3 prisonniers politiques kurdes, s'est trouvé poursuivi par un procureur pour «incitation à la haine». Sanrı risque jusqu'à 3 ans de prison.

Tout ce qui est kurde continue à souffrir de discrimination. Le 14, avant un match de football entre le club de Diyarbakir *Amedspor* et *Sakaryaspor*, l'équipe de Sakarya, en Anatolie de l'Ouest, une vidéo montrant une opération militaire contre les Kurdes a été projetée dans le stade tandis que retentissaient des chants nationalistes turcs. Après le match, perdu par *Amedspor*, les joueurs de Diyarbakir ont été attaqués dans leurs vestiaires. Le week-end suivant, le stand de l'éditeur *Avesta* à la Foire du livre de Batman a été investi par la police, qui a confisqué la traduction turque du livre de l'historien Celilê Celil sur la

révolte de Cheikh Obeidollah (1880 *Kurt Ayaklanmasi: Seyh Ubeydullah Nehri*) et incarcéré le personnel du stand. Selon *Avesta*, ce livre est le 13^e interdit en un an (*Ahval*).

Le 12, le prisonnier étranger probablement le plus connu de Turquie, le pasteur américain Andrew Brunson, a finalement été libéré. Détenu depuis 2 ans sous l'accusation risible de liens à la fois avec le PKK et le mouvement güleniste, il a été condamné à un temps de prison correspondant précisément à celui déjà accompli: charges d'espionnage abandonnées, 3 ans réduits à 2 pour «bonne conduite», il a été renvoyé aux États-Unis. Le Dr. Aykan Erdemir, ancien député turc et chercheur à la *Foundation for Defense of Democracies* à Washington, a indiqué sur *Twitter* que 4 témoins à charge avaient modifié leur déposition: l'un a déclaré avoir lu les accusations contre le pasteur dans la presse, un autre que le juge l'avait mal compris, les 2 derniers prétendent avoir chacun été informé par l'autre! Pour Erdemir, le complot au service de la «diplomatie de prise d'otages» d'Erdoğan est clair (*Kurdistan 24*). Mais avec les sanctions économiques américaines, celui-ci s'est clairement attaqué à trop fort pour lui... Le FMI, estimant pour 2018 la dette extérieure turque à 457 milliards de dollars, prévoit pour 2019 une croissance en chute libre, de 3,5 à 0,4%; il faudra 181 milliards pour rembourser les créanciers... Il fallait se réconcilier avec Washington. La conclusion de «l'affaire Brunson» ne fait qu'apporter une preuve supplémentaire de la corruption politique complète de la justice turque.

Le 23, un Suédois identifié seulement par ses initiales, accusé de liens PKK, a été arrêté à Diyarbakir, et le 26, Patrick Kraicker, un Allemand arrêté en mars, a reçu 6 ans de prison pour appartenance aux YPG kurdes de Syrie (AFP). Selon Berlin, 5 autres Allemands sont encore prisonniers politiques en Turquie.

Jusqu'ou peut aller l'ultra-nationalisme? Dans la prison de haute sécurité de Van, le journaliste Nedim Türfent a été la cible d'une enquête disciplinaire parce son manuel de grammaire allemande portait une carte sur laquelle la Turquie était trop petite! Finalement, le 30, les enquêteurs ont décidé qu'il n'avait commis aucun crime et il n'a pas été sanctionné... (SCF)

Enfin, le 18 octobre, l'homme d'affaires et mécène Osman Kavala a atteint les 365 jours d'incarcération sans acte d'accusation. Kavala, qui a soutenu *Amnesty International* en Turquie, est accusé par Erdoğan de liens gülenistes. La Cour européenne des droits de l'homme avait le 23 août indiqué sa pré-acceptation de

l'examen de son cas (Site *Free Osman Kavala*).

Les opérations militaires turques se sont poursuivies, en Turquie comme au Kurdistan d'Irak, marquées en début de mois par la mort de 8 militaires tués le 4 à Batman par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule (3 des 5 blessés du bilan initial sont ensuite décédés à l'hôpital). Ces pertes, les plus importantes en près d'un an, ont provoqué la fureur du président turc, qui a juré pour venger ces 8 morts d'«extirper» les militants kurdes de Sindjar et Qandil et d'en tuer «au moins 800» (*Reuters*). Plus tard le même jour, le ministère de l'Intérieur a annoncé la «neutralisation» dans une frappe aérienne près de Nusaybîn d'un cadre impor-

tant du PKK, Mehmet Sait Süner (nom de guerre Cuma Mardin). Le 9, après avoir imposé des couvre-feux sur des dizaines de villages, l'armée turque a lancé une opération dans le district de Lice (Diyarbakir). Le 30, le bureau du gouverneur de Bingöl a annoncé la neutralisation le 29 de 3 combattants kurdes à l'est de la province dans une opération de la gendarmerie. Côté Kurdistan d'Irak, l'armée de l'air turque a mené de nombreuses frappes aériennes: le 9 sur plusieurs villages de Bradost, notamment Khalifan et Khwakurk (*Rûdaw*), le 16 puis le 17 sur le district d'Amêdî (Dohouk), revendiquant la neutralisation de 12 combattants kurdes (*Kurdistan 24*), le 20 de nouveau sur Bradost, et enfin le 30 (*Reuters*).

IRAN:

ASSASSINATS EXTRA-JUDICIAIRES DE PORTEURS, ARRESTATIONS ARBITRAIRES, EXÉCUTIONS AU KURDISTAN D'IRAN

Depuis l'installation du régime islamique en Iran, la communauté kurde est la plus touchée par la répression, exécutions comme emprisonnements. Début octobre, des milliers de Kurdes étaient toujours incarcérés, et au moins 7 exécutions ont pris place durant ce mois. De plus, le Kurdistan d'Iran (*Rojhelat*) est l'une des régions les moins développées du pays. Selon l'organisation de défense des droits de l'homme *Hengaw*, plus d'une centaine de Kurdes, acculés par la pauvreté et le désespoir, se sont suicidés depuis six mois. De nombreux autres se tournent pour survivre vers le dangereux métier de porteur transfrontalier, en kurde *kolbar*. Ils deviennent alors les victimes des assassinats extrajudiciaires des forces de répression du régime qui, les considérant comme des contrebandiers, les prennent systématiquement pour cibles dans la montagne...

Entre mars et septembre dernier, 21 *kolbars* ont ainsi été selon *Kurdistan*

24 victimes de ces tirs, et le 2 octobre, à la frontière turque près d'Ourmia, 2 autres ont été visés, dont l'un a été sérieusement blessé, selon l'Association des droits de l'homme du Kurdistan (*Komeleî mafî mirovî Kurdistan, KMMK*). Le 3, le corps d'un autre *kolbar* a été trouvé près de Nowsoud (Kermanshah), à la frontière avec le Kurdistan d'Irak (*Kurdistan 24*), et côté irakien, un autre a été tué près du poste-frontière de Tawella (*WKI*). Le 5, *KMMK* a rapporté que deux porteurs avaient été blessés près du village de Dinaran. Le 13, deux autres porteurs ont été blessés à Sardasht et à Mahabad (*WKI*). Le 16, les garde-frontières iraniens ont tiré sur un groupe de porteurs près de Piranshahr, en tuant un et en blessant grièvement deux autres (*KMMK, Hengaw*).

La dernière semaine d'octobre, la répression contre les *kolbars* s'est encore intensifiée. Le 25, les garde-frontières en ont abattu un et en ont blessé un autre à Salmasa. Le 27, alors qu'un autre porteur mourait de

froid, les *pasdaran* (Gardiens de la révolution) en ont gravement blessé 2 à Sardasht, avant d'en tuer un troisième le 28. Ils ont aussi tendu une embuscade à un groupe d'une dizaine qui s'apprêtait à passer au Kurdistan irakien. Parallèlement, le tribunal de Sardasht a condamné 15 *kolbars* à des peines de 1 à 8 mois de prison et à des amendes atteignant parfois 1.800 dollars pour «importation illégale de marchandises». Aussi le 27, deux jeunes Kurdes d'Iran ont été tués par des tirs venus d'Iran alors qu'ils se trouvaient côté irakien, où ils étaient venus chercher du travail (*Kurdpa*).

Le récent accord entre l'Iran et le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) pour ouvrir le poste-frontière de Haji Omran 24 heures sur 24, a malheureusement peu de chance d'aider ces porteurs, qui ne peuvent se permettre de payer les droits de douane prélevés aux points de passage officiels...

Sur le plan militaire, de nouvelles confrontations ont opposé forces du

régime et combattants de partis kurdes. Le 30 septembre, le PDKI a annoncé que l'un de ses pechmergas avait été blessé dans une frappe menée par des drones iraniens côté Kurdistan d'Irak, et le 8, un garde-frontière iranien a été tué près de Marivan dans des combats avec un groupe d'opposition non identifié dont 2 membres ont été blessés (*Kurdistan* 24). Le 12, de nouveaux affrontements ont opposé près de Paveh (Kermanshah) *pasdaran* et pechmergas du PDKI. Selon ce parti, 2 pechmergas sont morts, au moins 3 *pasdaran* ont été tués et plusieurs autres blessés. Le PDKI a aussi accusé les *pasdaran* de tirs d'artillerie lourde qui ont tué un civil (*WKI*). Le 13, l'agence semi-officielle *Fars* a annoncé que le Renseignement iranien avait démantelé une «cellule séparatiste» et tué 2 de ses membres à Kermanshah, ajoutant que le groupe était soutenu par des «pays arabes» non spécifiés.

Le 18, le PDKI a organisé à Koya, au Kurdistan d'Irak, une cérémonie en hommage aux victimes de l'attaque iranienne du 8 septembre, critiquant le manque de réaction de Bagdad, et le même jour, plusieurs partis kurdes d'Irak ont publié une déclaration commune appelant l'ONU et les organisations de défense des droits de l'homme à agir pour arrêter les violations iraniennes. Un membre du PDKI a accusé les *pasdaran* iraniens d'espionner depuis Kirkouk les partis kurdes d'Irak au Kurdistan d'Irak et de guider de là les attaques contre eux.

Il est vrai que le régime, dont les forces sont présentes en Irak comme en Syrie, mène régulièrement des frappes à l'extérieur, comme les tirs de missile lancés le 1^{er} octobre vers l'Est de la Syrie depuis des rampes mobiles installées près de la ville kurde de Kermanshah. Présentées par les *pasdaran* comme une «vengeance» pour l'attaque du 23 septembre contre la parade militaire d'Ahwaz, ces frappes sur Abou Kamal, ville tenue par Daech, ont

touché un point situé à moins de 5 km de troupes américaines soutenant les FDS (*WKI*).

La répression continue aussi sur le terrain contre les activistes kurdes. En septembre, selon *Hengaw*, au moins 80 personnes, dont 3 femmes, avaient déjà été arrêtées dans les provinces du Kurdistan d'Irak : 43 à Ourmia, 36 à Sanandadj, et 1 à Kermanshah, 40 arrestations ayant visé des activistes citoyens, 17 des activistes politiques et 18 des personnes mobilisées en raison de leurs conditions de travail. Le 5, on a appris que le 30 septembre à Ourmia, 2 Kurdes d'Irak déjà condamnés en juillet à 11 ans de prison pour «appartenance à un groupe anti-gouvernemental» avaient reçu une peine supplémentaire d'un an pour avoir «traversé illégalement la frontière»: ils avaient rejoint en Syrie un groupe armé kurde non spécifié. Durant octobre, les arrestations se sont poursuivies, accompagnées de condamnations et d'exécutions. Toujours à Ourmia, l'activiste kurde Aqbal Ahmadpour, arrêté en juin par les *pasdaran* et accusé d'appartenir à un parti kurde, a reçu 5 ans d'emprisonnement pour «atteinte à l'unité du pays». À Mahabad, un autre activiste soumis à la même accusation, Kiwan Aliaam, a reçu 10 ans et 2 mois. Ahmadpour a été torturé durant sa détention et n'a pu avoir accès à un avocat durant son procès. Puis le 6, la poétesse et activiste kurde Mina Rad, originaire de Doroud (Lorestan) a été arrêtée et demeure incarcérée depuis.

Après les grèves et protestations ayant suivi dans la plupart des villes kurdes d'Irak les exécutions de Ramin Panahi et de ses deux cousins Loghman et Zanyar Moradi, et l'attaque sur le siège du PDKI à Koya, le 8 septembre, les *pasdaran* se sont déployés en nombre au Kurdistan d'Irak sous prétexte de «manœuvres». Le 8, une grève générale contre la vie chère et les conditions économiques couvrant tout le pays a aussi concerné le Kurdistan,

et le dimanche 15, une autre grève nationale aux mêmes revendications a rassemblé cette fois-ci les enseignants. Le lundi 16, malgré les menaces des forces de sécurité, la grève s'est poursuivie au Kurdistan, avec aussi des revendications spécifiques comme le droit pour les élèves d'étudier dans leur langue maternelle, garanti par l'article 15 de la Constitution iranienne. Le mouvement a touché les villes d'Illam, Marivan, Saqqez, Kermanshah, Sine (Sanandadj), et Javanrud, dont les enseignants ont posté sur les réseaux sociaux des vidéos de leurs «sit-ins» dans les rues. Autre revendication, la sécurité dans les écoles: en début de mois, une élève de 7 ans a été tuée par l'effondrement d'un mur de son école dans la province de Sine... (*Kurdistan* 24) En réponse aux revendications, le régime a lancé des enquêtes visant sur les organisateurs du mouvement. La Sécurité (*Etelaat*) a selon *KMMK* interrogé 6 enseignants à Saqqez et a aussi arrêté 6 Kurdes accusés d'appartenir à des partis illégaux...

La répression touche aussi des villageois accusés d'aider les combattants des partis kurdes interdits. Le 18, la Sécurité a ainsi arrêté 3 habitants d'un village de Marivan, puis un quatrième le lendemain, tandis que la police arrêta 2 autres villageois (*KMMK*). Le 21, ce sont des dizaines d'étudiants kurdes qui ont été arrêtés dont 3 ensuite emprisonnés. *Hengaw* donne le chiffre de 32 étudiants, dont 3 femmes, arrêtés depuis le début 2018. L'un d'entre eux, Taleb Basati Vand, est mort sous la torture. Trois autres ont été condamnés chacun à 16 ans de prison.

Pour empêcher les villageois de regarder les chaînes de télévision indépendantes, la police a lancé à Marivan et Sanandadj de nouvelles campagnes de raids sur les habitations durant lesquels les antennes satellites ont été confisquées.

Par ailleurs, 5 militants de défense

de l'environnement qui protestaient contre le dépôt et l'incinération sauvage de déchets par les forces de sécurité à côté d'un village de Marivan ont été arrêtés le 25, ce qui a provoqué une manifestation devant la mairie de la ville. Depuis le début de l'année, les *pasdaran* ont déjà arrêté plus de 60 militants écologistes dans tout le pays, les accusant d'espionnage, et récemment, le 21, le procureur général de Téhéran a requalifié les charges contre 5 d'entre eux en «corruption», leur faisant risquer la condamnation à mort. En août, 4 militants kurdes de l'environnement avaient péri en luttant contre un incendie de forêt provoqué des tirs d'artillerie des *pasdaran* (*Kurdistan* 24).

Au chapitre des exécutions, le mois d'octobre a battu un sinistre record. Rien que dans la semaine du 15, sept

condamnés ont été exécutés dans 5 prisons différentes, dont 3 Kurdes. Mawloud Sha-Husseini, de Diwandara, condamné en 2014 pour trafic de drogue, a été pendu le 16 à Isfahan après 4 ans d'attente. Le 14, un Kurde de Miandoab, Aslan Shirani, condamné en 2015 pour «meurtre avec préméditation», a été exécuté à Maragha. Puis le 17, à Ilam, un 3^e prisonnier kurde, Kurosh Behzadian, condamné en 2012, a lui aussi été pendu pour les mêmes charges. Il ne s'agit là que d'une partie des exécutions rapportées par *Kurdistan* 24... Selon *Amnesty international*, l'Iran a procédé au moins à 507 exécutions en 2017, dont 31 au moins étaient publiques, et *Hengaw* a compté de mars à septembre 40 Kurdes iraniens exécutés...

Enfin, *Amnesty* a attiré l'attention sur le sort de Zeynab Sekaanvand, pen-

due le matin du 2 octobre dans la prison d'Ourmia. Âgée de 24 ans, elle a été arrêtée quand elle en avait 17 sur l'accusation d'avoir tué son mari, auquel elle avait été mariée de force quand elle en avait 15, et qui avait abusé d'elle de manière répétée... Selon *Amnesty*, torturée par les policiers qui l'interrogeaient, elle n'a pas eu accès à un avocat à son procès, sauf durant la dernière audience en 2014, durant laquelle elle a rétracté ses aveux. Enceinte après avoir épousé un autre détenu dans sa prison, elle a vu son exécution retardée, mais après qu'elle ait accouché d'un enfant mort-né en 2017, elle a de nouveau été placée dans le «couloir de la mort». Elle a finalement été exécutée malgré les demandes répétées d'*Amnesty international* pour qu'elle soit jugée de nouveau en un procès juste et respectant les principes de la justice pour mineurs.

NOBEL : LE PRIX NOBEL DE LA PAIX ATTRIBUÉ À LA MILITANTE KURDE YÉZIDIE NADIA MOURAD

Lurant le mois d'octobre, plusieurs récompenses internationales ou nationales ont été attribuées à des Kurdes ou à des personnes ayant travaillé à la défense de leurs droits.

Le 5 octobre, le Prix Nobel de la paix 2018 a été attribué conjointement à deux champions de la lutte contre les violences faites aux femmes et en particulier l'usage des violences sexuelles comme arme de guerre. Il s'agit de l'activiste kurde yézidie Nadia Mourad, qui partage le prix avec le gynécologue congolais Denis Mukwege. La présidente du comité Nobel norvégien, Berit Reiss-Andersen, a souligné: «Denis Mukwege est quelqu'un qui a dédié toute sa vie à la défense des victimes des violences sexuelles perpétrées en temps de guerre. Sa colauréate Nadia Murad est le témoin qui relate les abus perpétrés à son encontre et

d'autres». Nadia Mourad, 25 ans, qui avait été capturée au Sindjar en août 2014 et réduite en esclavage sexuel par les djihadistes de Daech avant de parvenir à s'échapper après 3 mois, a déclaré: «Je partage ce prix avec les Yézidis, les Irakiens, les Kurdes, les autres minorités persécutées et les innombrables victimes de violences sexuelles dans le monde».

Mourad, qui a décidé de consacrer sa vie à faire connaître les atrocités commises par les djihadistes de Daech et la souffrance de leurs victimes, avait déjà été lauréate du Prix Sakharov du Parlement européen en octobre 2016, juste après être devenue le 16 septembre ambassadrice de bonne volonté de l'Organisation des Nations unies pour la dignité des victimes de la traite des êtres humains. Elle avait témoigné en décembre 2015 devant le Conseil de sécurité des Nations unies pour demander une intervention internationale contre

Daech, qu'elle avait alors accusé de génocide contre les Yézidis. En mars 2018, l'ONG qu'elle a créée, *Nadia's Initiative*, a publié un rapport sur la situation au Sindjar, indiquant que depuis le génocide, 300.000 yézidis se trouvaient encore dans des camps de personnes déplacées, principalement au Kurdistan d'Irak, et que 90.000 avaient fui l'Irak, principalement vers l'Allemagne, alors que seulement 70.000 ont pu regagner leurs habitations originelles.

C'est aussi suite à une rencontre entre Nadia Mourad et le Président français que le Cabinet de celui-ci a annoncé le 25 que la France recevrait sur son territoire 100 femmes yézidies se trouvant actuellement dans des camps de personnes déplacées au Kurdistan d'Irak. Nadia Mourad se trouvait à Paris pour présenter un rapport de la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH) sur les atrocités commises par Daech, un

document accessible en ligne (<https://www.fidh.org/IMG/pdf/irak723francweb.pdf>). Le Président français a indiqué que 20 de ces femmes actuellement privées de soins, y compris psychologiques, pourraient gagner la France d'ici la fin de l'année, les autres devant arriver en 2019. Emmanuel Macron a ajouté qu'il appuierait l'initiative de Mourad quant à la création d'un fonds pour la reconstruction du Sindjar et la construction dans cette région d'hôpitaux et d'écoles afin d'aider au retour de ses habitants (*Arab News*).

Autre récompense attribuée à des survivants du génocide perpétré par Daech contre les Yézidis, le *Prix Mère Thérèse pour la Justice Sociale*, reçu le 21 octobre par Layla Taalo et Idris Bachar Silo Taha à Mumbai (Inde). Comme Nadia Mourad, Layla Taalo,

capturée puis échappée des griffes des djihadistes de Daech, s'est ensuite consacrée à une campagne pour faire connaître les crimes commis contre sa communauté (*Rûdaw*).

Le 24, c'est l'avocate turque Eren Keskin qui a été nommée pour le prix qu'on appelle parfois le «Nobel des Droits de l'homme», le *Prix Martin Ennals*, du nom du premier secrétaire général d'Amnesty International, décédé en 1991. Le prix sera annoncé le 13 février 2019 à Genève. Condamnée et emprisonnée à de nombreuses reprises, Keskin milite depuis plus de 30 ans pour les droits de l'homme, défendant en particulier les Kurdes, les femmes et la communauté LGBTI. Après avoir accepté de devenir rédactrice en chef du journal d'opposition *Özgür Gündem*, fermé par décret d'urgence, elle a été condamnée le 30 mars 2018

à 12 ans et 6 mois de prison pour publication d'articles «dégradant» la nation turque et «insultant» le Président Erdoğan. Keskin a été laissée en liberté en attendant son jugement en appel (*VOA Afrique*).

Enfin, mentionnons le «Prix néerlandais du réfugié», qui récompense des réfugiés talentueux et persévérants. Le 7 octobre, c'est Peshmerge Morad, un Kurde d'Afrîn prénommé en hommage aux combattants kurdes pechmergas, qui l'a reçu. Depuis son arrivée dans le pays, Morad, après avoir appris le néerlandais, s'est inscrit dans un des Instituts de formation permanente les plus connus du pays et y a obtenu «avec les félicitations du jury» (*cum laude*) un diplôme d'informatique grâce auquel il travaille maintenant comme ingénieur (*Kurdistan 24*).

FRANCE: NOUVELLE ÉVACUATION D'UN CAMP DE MIGRANTS KURDES

Les migrants continuent de payer un lourd tribut dans leurs tentatives pour gagner l'Europe. Le 11, la chaîne kurde d'Irak *Rûdaw* a indiqué qu'un bateau transportant 35 migrants, majoritairement des Kurdes d'Irak, mais aussi des Afghans, avait chaviré dans la Mer Égée en face des côtes turques, et que seule une femme avait survécu. La survivante du naufrage, Mahabad Ismail, qui a perdu ses 5 enfants et son mari, a indiqué que la plupart des Kurdes à bord venaient de 2 familles de Dohouk et de Zakho. Selon des proches, parmi les noyés se trouve un ancien pechmerga ayant participé à la lutte contre Daech, qui avait décidé de partir

pour tenter de trouver un traitement pour son fils aîné atteint d'une forme grave de diabète.

Le 23 octobre, le campement du Puythouck, à Grande-Synthe, occupé par 1.800 migrants, en grande majorité des Kurdes irakiens, a été évacué dans le calme par les forces de l'ordre déployées en un important dispositif. Les migrants ont été orientés vers des structures d'accueil dans les régions Hauts-de-France, Normandie, Île-de-France et Grand Est. C'était la 3^e opération d'évacuation à Grande-Synthe, la première ayant eu lieu le 6 septembre pour 539 personnes, à 95% des Kurdes d'Irak, la seconde le 28 du même mois pour 4 à 500 personnes. Après

le 6 en effet, quelques 200 migrants n'ayant pu trouver de place en centre d'hébergement étaient revenues à quelques centaines de mètres de l'ancien camp... Faute de solution pérenne, une quinzaine d'associations avaient entrepris de distribuer nourriture, vêtements et couvertures, tandis que des cliniques mobiles tentent de traiter les problèmes de santé. Il n'est pas dit que cette 3^e évacuation règle le problème définitivement. En raison des nombreux retours depuis les centres d'accueil, le maire (écologiste) de la ville, Damien Carême, envisage toujours de rouvrir le camp de la Linière, détruit par un incendie en 2017 et qui accueillait 1.500 personnes (*AFP*).

Où Erdogan mène-t-il la Turquie ?



Delphine Minoui
@DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

DIPLOMATIE Tour à tour pragmatique et provocateur, le chef de l'État turc, à la fois avide de reconnaissance internationale et soigneux de relancer l'économie de son pays tout en ménageant sa base électorale, s'est rendu en Allemagne après un passage à l'Assemblée générale des Nations unies.

LA TURQUIE TEND-ELLE DE NOUVEAU LA MAIN À L'EUROPE ?

La visite d'Erdogan en Allemagne, les 28 et 29 septembre, revêt un caractère hautement symbolique pour le président islamo-nationaliste turc. Il s'agit d'un premier signe d'apaisement entre les deux pays, après des années de crispations diplomatiques, qui remontent au putsch raté de 2016. « C'est aussi, du point de vue d'Erdogan, la première consécration par l'Union européenne de son statut de président réélu, en juin 2018 », observe l'économiste et politologue turc Ahmet Insel, auteur de *La Nouvelle Turquie d'Erdogan* (La découverte). Une « reconnaissance » de son nouveau rôle d'hyperprésident, en vertu de la nouvelle Constitution, sur laquelle il entend évidemment capitaliser à l'heure des tensions avec les États-Unis. En retour, l'Allemagne espérait obtenir la libération de ses ressortissants emprisonnés en Turquie. En pleine crise financière turque – la devise nationale a dévié de 40 % en moins d'un an –, cette tentative de normalisation répond également à des considérations d'ordre économique. « Il s'agit de rassurer les entreprises et les investisseurs allemands », rappelle Ahmet Insel. Avec quelque 7 500 entreprises allemandes présentes en Turquie, l'Allemagne est le premier partenaire commercial d'Ankara. « La Turquie et l'Europe ont aussi d'autres intérêts communs com-

me la question des migrants, la lutte contre le djihadisme, la résolution du conflit syrien », estime Didier Billion, directeur adjoint de l'Iris et spécialiste de la Turquie. Mais ce rapprochement de circonstance ne signifie pas pour autant une relance du processus d'adhésion à l'Union européenne. Le président français, Emmanuel Macron, l'a ouvertement signifié lors de la Conférence des ambassadeurs : le projet du président Erdogan serait, a-t-il déclaré, « panislamique et va à l'encontre de nos valeurs européennes ». « Tout le monde est conscient que le rapprochement avec l'Europe est mis en veilleuse. Cependant, à défaut d'adhésion, il y a toujours cet espoir de réactualiser l'Union douanière », précise Ahmet Insel.

LA CRISE TURCO-AMÉRICAINE EST-ELLE PARTIE POUR DURER ?

Recep Tayyip Erdogan et Donald Trump ont eu un bref échange, le 25 sep-



tembre, en marge de la 73^e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Une première depuis le bras de fer commencé cet été entre les deux hommes. Mais la crise qui oppose les deux pays est toujours à l'ordre du jour, Ankara refusant de céder aux sanctions américaines et de libérer un pasteur américain détenu en Turquie. Il y a encore quelques jours, le président Erdogan dénonçait lors d'une allocution « l'attaque odieuse visant l'économie turque ». En fait, relève Ahmet Insel, le chef de l'État turc est piégé par ses propres discours. « Si les sanctions américaines sont douloureuses pour le pays et qu'elles ont précipité la chute de la livre turque, elles ne l'ont pas déclenchée. Or le président turc s'est enfermé dans un discours victimaire où il accuse les officines étrangères d'être responsables de la crise, au lieu de reconnaître sa part de responsabilité », dit-il. Difficile, dans ces conditions, d'imaginer une possible détente avec Washington. D'autant plus, ajoute l'expert turc, « qu'en vertu de ses nouvelles alliances politiques avec l'extrême droite turque (le parti ultranationaliste MHP, NDLR), il se retrouve prisonnier d'un nouveau jeu de rôle qui le pousse à prendre une posture anti-américaine et anti-impérialiste ». Mais le chef de l'État turc n'en demeure pas moins un animal politique pragmatique, capable de retourner sa veste si nécessaire. Exemple, ce dégel progressif turco-russe opéré depuis la crise qui opposa, en 2015, les deux pays à l'issue de la destruction d'un jet militaire russe au-dessus de la frontière turco-syrienne. « Ce n'est pas la première fois qu'un contentieux oppose la Turquie aux États-Unis. À chaque reprise, un compromis a finalement été trouvé, comme ce fut le cas pour le cas des villes de Manbij ou encore d'Afrine en Syrie. Cette fois-ci encore, je ne pense pas qu'il puisse y avoir de rupture fondamentale entre Washington et Ankara. La Turquie ne quittera pas l'Otan, dont elle demeure un partenaire stratégique. Si Erdogan se montre redoutable en politique intérieure, il fait preuve de plus de souplesse en matière internationale. Il sait ménager plusieurs paramètres auprès de plusieurs interlocuteurs. Il ne ferme aucune porte. Il joue sur différents tableaux », observe pour sa part Didier Billion.

EN EMPÊCHANT UNE OFFENSIVE SYRO-RUSSE AU NORD DE LA SYRIE, RECEP TAYYIP ERDOGAN A-T-IL SAUVÉ IDLIB ?

Ces dernières années, Ankara s'est imposé comme un acteur à part entière de la résolution du conflit syrien. La Turquie, qui partage 900 kilomètres de frontière avec la Syrie – et qui accueille 3,5 millions de réfugiés syriens sur son territoire – avait tout intérêt à prévenir un bain de sang à ses portes et à éviter une nouvelle catas-

En froid avec
les États-Unis
et l'UE, mais
rabiboché
avec la Russie,
le président turc
affronte une grave
crise économique.

trophe humanitaire. La création d'une zone « démilitarisée », en vertu du nouvel accord turco-russe va dans ce sens. Mais si le pire a été évité, la trêve demeure fragile. Rien ne garantit, en effet, que les groupes djihadistes se laissent si facilement déloger. « C'est une victoire à la Pyrrhus et c'est surtout un cadeau empoisonné pour Ankara. En signant cet accord, la Turquie devient responsable du désarmement et de la neutralisation des djihadistes. En a-t-elle les moyens ? Comment va-t-elle procéder ? Envisage-t-elle de créer des zones de sécurité pour parquer ces djihadistes ? De plus, si l'offensive russo-syrienne reprend, où vont se réfugier ces djihadistes ? Il y a là un risque sécuritaire pour la Turquie. Cela peut se retourner contre elle », relève Ahmet Insel. Quant aux populations civiles et aux opposants modérés, pris en étau entre les menaces de Damas et la pression de certaines factions extrémistes, ils craignent de faire les frais de cet accord particulièrement fragile. « L'État syrien rétablira sa souveraineté sur la province d'Idlib, dernière grande zone rebelle dans le nord-ouest du pays, que ce soit par des moyens pacifiques ou non », a prévenu ce mardi le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Faysal Moqdad. « Une fois de plus, la Russie cherche à gagner du temps en créant l'illusion d'une trêve. Au final, les Turcs se feront avoir et les populations syriennes en paieront le prix fort », se désole un opposant syrien.

SE DIRIGE-T-ON UNE « MOYEN- ORIENTALISATION » DE LA TURQUIE ?

La dérive autoritaire de la Turquie, sur fond de répression et de musellement renforcé de la presse, l'éloigne chaque jour un peu plus de l'Europe. Fini le temps des concessions sur la question des droits de l'homme et des minorités. Pendant ce temps, le président Erdogan noue des liens stratégiques avec certains pays du monde arabo-musulman : il accepte l'aide économique du Qatar, il exprime sa solidarité envers l'Iran, également victime des sanctions américaines. Soucieux de soigner son

image de « sauveur des musulmans opprimés », il s'érige en défenseur de la cause palestinienne. « Mais il n'a aucune politique moyen-orientale concrète », tempère Ahmet Insel. « S'il s'allie avec le Qatar, il demeure en bisbille avec l'Arabie saoudite. S'il s'identifie aux souffrances du peuple iranien, il reste opposé à la politique iranienne en Syrie. En fait, il n'a pas vraiment de prise sur cette région. Ses positions diffèrent au cas par cas. Il n'est plus l'étoile montante de 2011, lorsque les révolutionnaires du printemps arabe prenaient en exemple le « modèle turc », note Ahmet Insel.

LA PORTE DE LA DÉMOCRATIE TURQUE EST-ELLE FERMÉE À DOUBLE TOUR ?

Depuis sa réélection, celui que ses détracteurs surnomment le « Sultan » concentre quasiment tous les pouvoirs. Il cumule les fonctions de chef d'État et de gouvernement, mais aussi de président de son parti, l'AKP. Habilité à nommer les ministres sans l'aval du Parlement, il s'est entouré d'hommes de confiance, tel que son gendre, Berat Albayrak, au portefeuille de l'Économie. Quant à la justice, son indépendance est de plus en plus limitée, le président pouvant nommer six des treize membres du Conseil supérieur des juges et procureurs. « Aujourd'hui, il dispose de la capacité de nommer tout le monde, des préfets au directeur du fonds souverain », observe Ahmet Insel. La société civile, qui refuse de baisser les bras, place aujourd'hui ses derniers espoirs dans les élections municipales de mars prochain. « Mais là encore, la démocratie est en péril. Selon un décret présidentiel datant du 9 août 2018, l'argent des mairies est placé sur un compte du Trésor qui peut être bloqué à tout moment. Cette centralisation peut être aisément utilisée pour sanctionner certaines municipalités qui ne sont pas de la même couleur politique que le gouvernement », ajoute le politologue turc. En face, les forces de l'opposition peinent à relever la tête. Stigmatisées par le pouvoir, elles ne sont pas parvenues à donner suite à la nouvelle Alliance créée lors de la campagne électorale. « L'opposition anti-Erdogan n'est malheureusement pas parvenue à produire de proposition alternative. Chaque parti est embourbé dans des querelles d'ego et des dissensions internes. Tant que les opposants ne seront pas parvenus à reconstituer un socle de reconquête du pouvoir, Erdogan n'a pas trop de soucis à se faire », observe Didier Billion, le directeur adjoint de l'Iris. ■

Les Enjeux internationaux par Xavier Martinet

Irak : le Kurdistan, boussole de l'Irak ?

Xavier Martinet / 2 oct. 2018
www.franceculture.fr

Confusion et crispation au Kurdistan irakien après le vote pour renouveler le Parlement dimanche: les deux principales formations PDK et UPK en tête, mais un scrutin contesté. Un an après le référendum sur l'indépendance, la région et sa stabilité restent déterminantes pour l'avenir de l'Irak...

“ Une des leçons de ces élections est la confirmation de la domination totale du PDK dans tout le nord du Kurdistan et du retour de l'UPK dans le sud de la région, mais surtout la défaite tragique à la fois de l'opposition islamique et de l'opposition laïque. ” Adel Bakawan

Trois millions d'électeurs doivent renouveler les 111 sièges du Parlement de la province autonome du Kurdistan, inchangés depuis 2013. Selon les résultats encore provisoires le PDK et l'UPK domineraient (43% et 20% respectivement), mais plusieurs partis dont l'UPK ont rejeté les résultats en dénonçant des pressions et des fraudes.

Validé ou non, ce vote aura des conséquences sur au moins trois plans : régional, national et géostratégique.

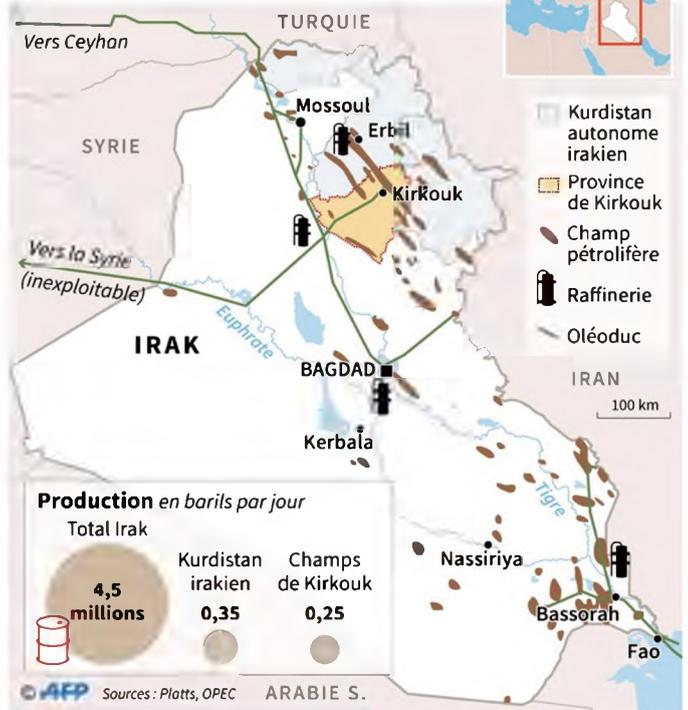
Au Kurdistan, ce résultat signerait le retour en force des deux principaux partis, PDK et UPK sur les petites formations émergentes ces dernières années, islamistes, parti Goran ou "Nouvelle Génération" : ce serait la victoire de la

tendance sécuritaire (PDK et UPK sont les partis des Peshmegas) sur la tentative sociale que les petits partis voulaient représenter.

Cette incertitude intervient alors qu'au même moment se joue à Bagdad le choix de l'exécutif final après les législatives de mai : PDK et UPK rivaux et néanmoins toutes deux premières forces politiques au niveau national présent de toutes leurs forces avec chacune leur candidat dans le choix du Président de la République en débat depuis hier au Parlement de Bagdad. Le vote ajourné hier faute du quorum nécessaire est de nouveau prévu aujourd'hui.

“ Il faut dire qu'aucun pays occidental, ni l'Union européenne ni même les Américains, ne se soucie de la démocratisation du Kurdistan irakien. Ils cherchent uniquement la sécurisation de

Le pétrole au Kurdistan irakien



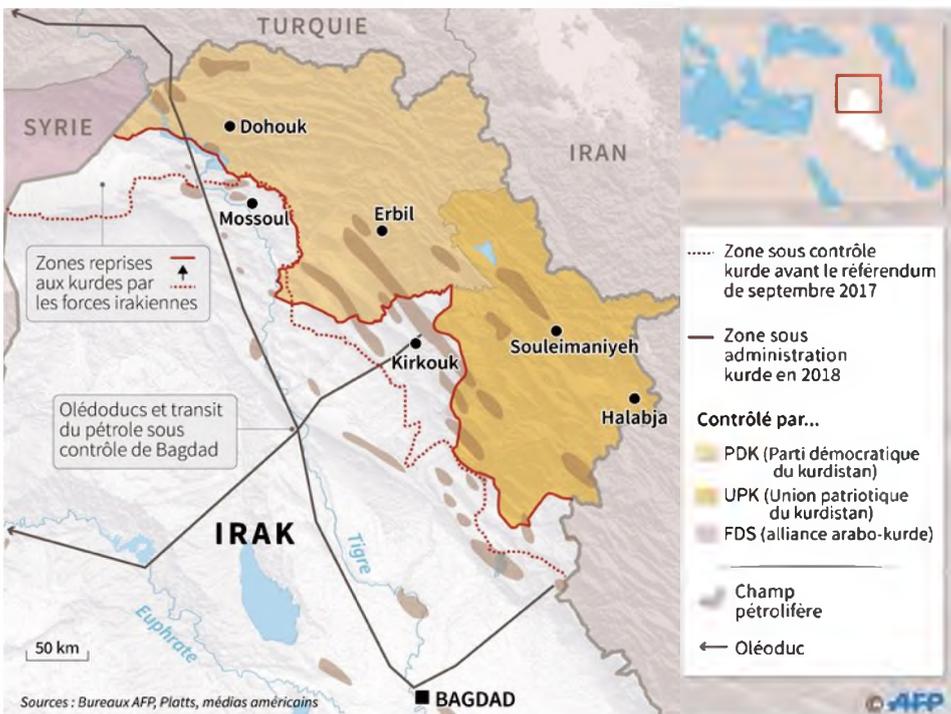
la zone. “ Adel Bakawan

Ce choix – et celui du Premier Ministre – détermineront aussi l'orientation politique de l'Irak, qui glisse de l'influence américaine à l'iranienne depuis qu'une large coalition chiite pro-Téhéran s'est invitée dans le jeu politique en mai (Hachd al-Chaabi de Hadi al-Ameri, alliée à l'ancien Premier Ministre Maliki). A travers une bataille par partis interposés, les deux puissances tentent de s'assurer de la fidélité des autorités du Kurdistan.

A l'échelle d'une année depuis le référendum sur l'indépendance (refusé par Bagdad et la communauté internationale), ce vote et le résultat de mai soulignent la réaffirmation des partis historiques du Kurdistan, voire le triomphe du PDK et de Massoud Barzani pourtant contraint à la démission de son poste de président du GRK après la tentative, mais toujours très courtois par les envoyés étrangers à Erbil; il montre aussi le renforcement de l'UPK, face au parti Goran à l'époque actif à Souleymanieh son fief du Sud, et dans le jeu régional grâce à l'appui iranien.

On présente déjà les partis kurdes comme « faiseurs de roi » ; mais on n'en est pas encore là : le gouvernement du Kurdistan et ses 6 millions d'habitants sont privés de ressources financières propres (Bagdad reverse 1 milliard de \$ par mois sur les revenus pétroliers), avec 60% de fonctionnaires payés par intermittence, un chômage endémique... La popularité de ses principaux partis politiques semble renforcée par l'épreuve face à Bagdad, leur participation assurée au sein du pouvoir fédéral, mais leur capacité d'action - hors mobilisation militaire - sur le Kurdistan lui-même est affaiblie. ♦

Rivalités territoriales et pétrole dans le Nord de l'Irak



Kurdish rebels join anti-Iran lobbying fray

An Iranian Kurdish opposition group has registered to lobby Congress and the Donald Trump administration.



Jack Detsch
October 2, 2018
www.al-monitor.com

An Iranian Kurdish rebel group is the latest faction to jump on Washington's anti-Tehran bandwagon.

The Komala Party of Iranian Kurdistan, an armed group with communist origins exiled in northern Iraq, registered with the Justice Department late last month as a lobby aiming to "establish solid and durable relations" with the Donald Trump administration. The registration hints at a more public role for a group that has left a digital track record of foreign advocacy on Capitol Hill dating back several years.

Salah Bayaziddi, a Canadian citizen who identifies as a journalist and doctoral candidate in federal filings, will lead the effort on a volunteer basis, writing op-eds, meeting US officials and engaging Washington think tanks. In a September filing with the Justice Department, Komala leader Abdullah Mohtadi said the group "seeks to represent the human rights of Iranian citizens and promotes the democratic representation of minority voices in Iran." Komala has a track record of insurgent activity against the Iranian government.

Bayaziddi, who identifies as the US representative for Komala, on Twitter, said he registered as a foreign agent with the Justice Department to ensure his meetings with government officials would be considered aboveboard.

"I wanted to be legal. If I met with the US government or an agency, [I wanted] everything to be known and legal in this country," Bayaziddi told Al-Monitor in a phone interview. "I want to live here in this country in a legal way, not to be unknown or something."

Asked about his recent registration under the Foreign Agents Registration Act, which tracks lobbyists for foreign political interests, he said, "I didn't know about this FARA thing until two months ago." Bayaziddi said that friends introduced him to the idea of registering as a lobbyist as he seeks to get the party recognized in Iran, where it is banned.

Yet social media accounts for Bayaziddi and other Komala officials show that the group has courted members of Congress since at least 2015.

"The kind of atmosphere that Iran is creating is that if you're in the opposition, you have nowhere to go," he said. "If you're in Iran, you're hanged. If you're in Iraq, you're mis-siled. If you're in Europe, you're assassinated."

Mohtadi is notably seen posing for pictures with Sen. Ted Cruz, R-Texas, and Reps. Louie Gohmert, R-Texas, Dana Rohrabacher, R-Calif., and Ed Royce, R-Calif., the chairman of the House Foreign Affairs Committee.

The group has remained active in recent months after Trump withdrew from the Iran nuclear deal. In June, Komala and its historic rival, the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), met with a coterie of State Department officials, think tankers and members of Congress during a six-day trip to Washington, Al-Monitor reported at the time. Bayaziddi said only KDPI representatives attended meetings with US government officials over the summer trip, which he said was sponsored by the Council on Foreign Relations and the London Center for Policy Research, a pro-Trump think tank based in New York.

Komala's registration comes as Iranian opposition groups see a window of



Soldiers from the Komala Party of Iranian Kurdistan are shown at their graduation ceremony, Sulaimaniyah, Iraqi Kurdistan, Sept. 3, 2018 [Twitter/@Komala_english](#)

opportunity to tighten ties with the Trump administration as it makes a strong rhetorical push against Tehran. The umbrella group National Council of Resistance of Iran notably hosted Trump allies Rudy Giuliani and Newt Gingrich at its yearly gathering in Paris in June, before the event was overshadowed by a foiled bomb threat.

Policy experts who met Bayaziddi at the time said the Kurdish representatives didn't come with specific asks for the US government. Instead, the June trip was mostly a fact-finding mission "to understand what the Trump administration wants," said Bilal Wahab, a fellow at the Washington Institute for Near East Policy who met with the Iranian Kurdish delegation in June.

"Being Iran's opposition is like riding a tiger," Wahab said. "You can't get off. They want regime change, and they'd be eager to sign up to a regime change project."

Komala may see an opportunity to capitalize on an uptick in pro-Kurdish and counter-Iran rhetoric from Washington after an array of top US officials castigated Tehran at the UN General Assembly last week.

National security adviser John Bolton said the United States would keep 2,200 troops in Syria until Iranian forces left the country. And Trump himself, in a press conference on the sidelines of the UN gathering, called Syrian and Iraqi Kurds "great fighters" who provided "a lot of help" in the American-led fight against the Islamic State.

The Iranian Kurds have suffered at the hands of Tehran in recent years, said Genevieve Abdo, a resident scholar at the Arabia Foundation, a Washington think tank close to Saudi Arabia.

"Now that there's a broader Kurdish movement, that's what the Iranians are afraid of," Abdo told Al-Monitor. "The fear of the Iranians now is that the growing power of Iraq will affect their own Kurdish population, and that's what they are trying to minimize."

Even though Iranian opposition groups have set up informal channels to link their efforts, experts say it's not clear that either Komala or the KDPI have the arms or the manpower to mount a serious challenge to Tehran.

Komala's flag sports a red star and arching Persian script with Soviet-style typography that point to its leftist roots. Bayaziddi says the group sees itself "as a democratic force," not as Marxist or socialist. He added that he wants the group to "be separate from an armed struggle," even though its Twitter page showed off the graduations of new Kalashnikov-clad peshmerga fighters as recently as June.

Wahab, speaking to Al-Monitor on WhatsApp from Iraqi Kurdistan, said the possibility that Komala would govern is remote. He said the group will likely promote its insurgent network on the ground in Washington, in hopes of getting support for an uprising similar to the Iraqi Kurds' armed movement against Saddam Hussein in 1991. But in light of recent protests, Iran is making it more difficult for opposition groups to mobilize.

"The kind of atmosphere that Iran is creating is that if you're in the opposition, you have nowhere to go," he said. "If you're in Iran, you're hanged. If you're in Iraq, you're mis-siled. If you're in Europe, you're assassinated."

"There's nowhere to hide," Wahab said. "These guys need to find a new recruiting ground." ♦

Jack Detsch is Al-Monitor's Pentagon correspondent. Based in Washington, Detsch examines US-Middle East relations through the lens of the Defense Department. Detsch previously covered cybersecurity for Passcode, the Christian Science Monitor's project on security and privacy in the Digital Age.

REUTERS

'We have to help them': Syrian Kurdish leaders see new U.S. interest

Ellen Francis / October 3, 2018 / BEIRUT (Reuters) -

PRESIDENT DONALD TRUMP'S announcement in April that he wanted to pull U.S. troops out of Syria left the country's Kurds fearing they would be abandoned by their most important military ally.

Six months later, as the battle against Islamic State draws to a close, Syrian Kurdish leaders see signs of renewed U.S. interest in the oil-rich region they control in northern and eastern Syria.

A spate of visits to Syria by U.S. diplomats in the past two months and a new readiness to discuss the country's future point to a longer-term U.S. commitment, they say.

U.S. forces are seen as a shield against attacks by Turkey from the north and protection against any attempt by President Bashar al-Assad to seize the region's wheat and oil fields.

"We feel (the Americans) are more committed now," Aldar Xelil, a top Kurdish politician, said.

"There's attention, a political file and follow-up beyond the realm of fighting (Islamic State)," he said. "At the very least, before there was no talk of this at all."

After Trump's announcement, Kurdish-led authorities began talks with Damascus. They did so partly out of concern their ally could walk away, though other U.S. officials played down the odds of withdrawing soon.

The talks have come to a standstill, one Kurdish official said.

The Syrian Democratic Forces (SDF), spearheaded by the Kurdish YPG militia, control nearly a quarter of Syria. This territory, where they have carved out autonomous rule, is the largest chunk of Syria outside the state's hands.

Assad sees the Americans as "foreign occupiers" and has threatened force to restore the region, where some 2,000 U.S. troops stand alongside the SDF and supply weapons.

Even as Washington helped Kurdish fighters seize territory from Islamic State, it has opposed their autonomy plans and avoided making any political promises.

Conflicting U.S. messages have put the Kurds on guard at times, and they worry Washington may ultimately put its ties with fellow NATO member Turkey first.

"We do get along great with the Kurds. Don't forget, that's their territory," Trump told a news conference at the United Nations general assembly last week. "We have to help them. I want to help them...They fought with us. They died with us."

The U.S.-Kurdish military friendship has infuriated Turkey, which views the YPG as an extension of the Kurdistan Workers Party (PKK), classified as terrorist by Ankara and the United States.

U.S. HAS "ENTERED POLITICAL ARENA"

In line with Ankara's wishes, the main Kurdish parties and their allies have been repeatedly left out of international talks on Syria's conflict since it began in 2011.



The U.S. flag flutters on a military vehicle in Manbej countryside, Syria May 12, 2018. REUTERS/About Hamam/File Photo

Ilham Ahmed, a senior member of the SDF's political wing, the Syrian Democratic Council, said U.S. officials had now "entered the political arena".

She welcomed comments about engaging the Kurds in any future peace settlement and about U.S. forces not leaving before there is progress in defunct United Nations talks on Syria.

"But the results remain the most important to us ... So far we have not seen a clear plan," she said. "Visits alone are not enough. But rather guarantees of protecting the region and including (us) in the political process."

Xelil said the latest shift may stem from ramped-up U.S. efforts to counter Assad's ally Iran. He pointed to remarks by National Security Adviser John Bolton, who said troops would stay in Syria as long as Tehran did.

He said the SDF's attempts to negotiate with Assad, who has clawed back most of the country, could be another factor.

Amjad Othman, an SDC spokesman and founding member, said talks with the Damascus government have reached an impasse since the first meeting in July. The two sides have mostly avoided fighting during the war.

CIA believes Saudi crown prince ordered killing

The state "insists on sticking to the current order" and refuses to make changes to the constitution, he said. "There's no use as long as it's not willing to make any concessions."

DAMASCUS ACCUSES U.S. OVER TALKS

Syrian Kurds, whom the state persecuted for years, say they do not seek independence, but hope a political deal will secure their autonomy and minority rights.

Syrian Foreign Minister Walid al-Moualem accused Washington of ruining the negotiations.

"The Kurdish citizens...are discussing a set of rights, some of them could be achieved through dialogue," he told Russia's RT channel on Sunday. "But the danger is the American presence...is giving the Kurds hope that they can work outside the legitimate government in Damascus, and this is an illusion."

The United States said in August it had raised \$300 million for parts of Syria taken from Islamic State, after Trump demanded that allies help carry the costs of the war.

Jim Jeffrey, a top U.S. diplomat for Syria, told Reuters on Friday that \$100 million had come through from Saudi Arabia, so Washington beefed up its teams and "stabilization" work. He said this included "local governance".

Secretary of State Mike Pompeo has tasked Jeffrey with overseeing the U.S. political role.

Defense Secretary Jim Mattis also underlined the U.S. interest in Syria this week.

"Our diplomats, they are on the ground (and) have been doubled in number," Mattis told a news conference during a visit to Paris. After the fighting ends, he said, troops would work to ensure the jihadists do not return.

"As we see the military operations become less, you'll see the diplomatic effort now able to take (root)." ●



Ilham Ahmed



Aldar Xelil

L'Iran s'inquiète de la menace de l'EI sur son territoire

Téhéran a frappé, lundi, l'organisation djihadiste en Syrie, après l'attentat commis le 22 septembre à Ahvaz

L'Iran a tiré, lundi 1^{er} octobre, une salve de missiles et dépêché des drones armés contre des positions de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie, dans la région de Boukamal, à la frontière irakienne. Il s'agissait d'une réponse à l'attaque terroriste menée le 22 septembre, dans la ville iranienne d'Ahvaz (Sud-Ouest), par un commando de cinq hommes qui avaient ouvert le feu lors d'une parade militaire, faisant 24 morts. L'attaque avait été revendiquée par l'EI.

Par cette « vengeance », Téhéran délivre trois messages. En premier lieu, l'Etat réaffirme sa force militaire dans un Iran divisé sous la pression des sanctions économiques imposées par Washington. Le pays se vit de plus en plus comme assiégé. Il a été choqué par l'attentat du 22 septembre et connaît, depuis lors, un rare moment d'union nationale.

Téhéran vise en second lieu ceux qu'il désigne comme les « parrains » de l'organisation terroriste : Washington et ses alliés régionaux, Israël et les monarchies sunnites du Golfe. L'un des six missiles tirés lundi arborait ce slogan traditionnel : « Mort à Israël, à l'Amérique et à la famille des Saoud ». Dès le 22 septembre, Téhéran avait accusé ces puissances d'avoir armé et entraîné le commando d'Ahvaz.

Depuis le retrait des Etats-Unis de l'accord international de 2015 sur son programme nucléaire, en mai, Téhéran est convaincu que Washington est « prêt à faire feu de tout bois contre le pays », afin de provoquer un changement de régime, note l'analyste Ahmad Salamati, à Paris. Y compris en encourageant des mouvements armés dans ses provinces frontalières, comme à Ahvaz, région arabe limitrophe de l'Irak.

« Sans préavis »

La coalition emmenée par Washington, qui combat l'EI en Irak et en Syrie, a confirmé ces tirs



de missiles, menés « sans préavis ». Selon un responsable militaire américain cité par CNN, les missiles seraient tombés à moins de 5 km de positions américaines. La rive gauche du fleuve Euphrate, où l'EI maintient une présence territoriale, est une zone d'opérations exclusive des Etats-Unis et de leurs alliés des Forces démocratiques syriennes. L'aviation russe, qui soutient le régime syrien aux côtés de Téhéran, ne s'y aventure pas, au nom d'un accord de déconfliction conclu avec Washington.

Enfin, troisième message de Téhéran : ce tir rappelle la détermination de l'Iran à employer son arsenal de missiles, qu'il considère comme sa meilleure arme de dissuasion. Un premier tir avait déjà visé l'EI en Syrie, en représailles à la première attaque terroriste revendiquée par l'organisation en Iran, qui avait fait 23 morts à Téhéran, en juin 2017. Une deuxième frappe a visé, début septembre, un mouvement séparatiste armé kurde iranien, dans ses bases du nord-est de l'Irak, à la suite d'accrochages sur son propre territoire.

La portée de moins de 800 km de ces missiles, tirés de la province de Kermanshah (Sud-Ouest), leur permet en théorie

de atteindre des bases militaires américaines dans la région et l'Arabie saoudite. L'Iran, qui dispose d'engins de plus longue portée, adresse également un signal à Israël, dont l'aviation bombarde régulièrement des positions iraniennes en Syrie depuis le mois de mai.

En frappant l'EI, les forces iraniennes désignent clairement un coupable à cet attentat, qui avait été revendiqué, de façon confuse, par la mouvance séparatiste arabe de la région du Khouzistan, puis par l'EI. Le 26 septembre, le porte-parole de l'organisation djihadiste, Abu Al-Hassan Al-Muhajir, s'était félicité lui-même du coup porté « au prestige des gardiens de la révolution, craints par l'Occident ». L'organisation djihadiste, qui se présente comme l'ultime rempart « sunnite » face à « une invasion chiite » iranienne dans la région, désignait ainsi Téhéran comme une cible stratégique.

Téhéran vise ceux qu'il désigne comme les « parrains » de l'EI : Washington et ses alliés régionaux, Israël et les monarchies sunnites du Golfe

Cette revendication peut inquiéter Téhéran. Elle fait du Khouzistan un nouveau point rouge, alors que la région ne compte pas parmi les plus sensibles et militarisées du pays, à la différence des provinces kurdes (Ouest) et baloutches (Sud-Est), où se concentre la minorité sunnite du pays. Les Arabes du Khouzistan sont des musulmans chiites à plus de 90 %, hostiles dans leur immense majorité à l'EI, sunnite.

Ultime rempart

Pourtant, d'anciens prisonniers iraniens dans la région ont rapporté, dès les années 2000, des conversions au sunnisme, parmi leurs jeunes compagnons de cellules, sensibles à la cause nationaliste arabe. La région est riche en pétrole mais misérable. Sujette à la désertification, elle se vit comme délaissée par les élites centrales. « Les nationalistes arabes y ont été noyautés, dès les années 1970, par le régime baasiste irakien de Saddam Hussein, rappelle l'analyste Ahmad Salamati. Puis ils ont subi, avec leurs voisins, les bouleversements qui ont suivi l'invasion américaine de l'Irak, en 2003. »

Deux ans plus tard, alors que le Khouzistan était agité par d'importantes manifestations locales, le groupe armé irakien, Ansar

Pour les forces armées iraniennes, ce moment de ferveur balistique a le mérite de faire oublier, pour un temps, qu'elles ont été prises en défaut durant l'attentat d'Ahvaz. Le 28 septembre, le président de la commission pour la sécurité nationale au Parlement iranien, Heshmatollah Falahatpisheh, avait en effet dénoncé des failles dans la réaction des forces de sécurité durant l'attaque. Se-

Al-Islam, creuset d'Al-Qaida en Irak, avait tendu la main à ses « frères » iraniens, ces « chiites malgré eux » qu'il fallait « reconvertir », et reprenait même à son compte leurs revendications indépendantistes.

En 2011, Sabah Al-Mossawi, alors dirigeant du Mouvement sépara-

tiste ahwazi, avait admis que des jeunes du Khouzistan avaient rejoint l'insurrection irakienne en réaction à l'installation à Bagdad d'un pouvoir chiite, soutenu par les Etats-Unis. Ils s'étaient alors affiliés à un mouvement où se mêlaient des djihadistes sunnites et d'anciens cadres du parti Baas,

prémises de ce qui donnera naissance à l'EI.

Cette nouvelle menace djihadiste qui pèse sur l'Irak est encore accrue par la tolérance de Téhéran pour les réseaux salafistes dans ses provinces frontalières occidentales. Ces religieux recrutent dans la jeunesse déshéritée des

minorités ethniques, en premier lieu parmi les Kurdes. Ils concurrencent des mouvements nationalistes anciens, que les forces de sécurité s'emploient à juguler. ■

LOUIS IMBERT
ET MADJID ZERROUKY

Courrier

3 OCTOBRE 2018

Irak. Barham Salih, huitième président irakien

Courrier international - 03/10/2018
//www.courrierinternational.com

Salih, 58 ans, a été élu par le Parlement mardi au terme d'un processus qui a confirmé des tensions dans le camp kurde. Il a nommé dans la foulée Adel Abdel Mahdi au poste de Premier ministre et l'a chargé de former un gouvernement, attendu depuis les élections de mai.

Le Parlement irakien a élu mardi 2 octobre Barham Salih, un vétéran de la politique locale, à la présidence du pays. « Je promets de défendre l'unité et la sécurité de l'Irak », a-t-il déclaré lors de son investiture. Le poste est certes « largement honorifique », comme le rappelle la BBC, mais cette élection a révélé des fractures inquiétantes à Bagdad.

Il s'agit « généralement de l'étape la plus simple » dans la formation du gouvernement, explique Arab News. Car depuis 2003 et la chute de Saddam Hussein, le poste est réservé aux Kurdes dans le cadre d'un partage des pouvoirs établi avec les chiites (à qui revient le poste de Premier ministre) et la communauté sunnite (dont est issu le président du Parlement). Mais pour la première fois, les deux grands partis kurdes, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), ont échoué à se mettre d'accord sur un candidat, « faisant du processus la énième crise politique qui affecte Bagdad depuis les élections de mai », peut-on lire sur Arab News.

Salih, 58 ans et déjà membre du gouvernement d'intérim mis en place par les Américains en 2003, était le candidat de l'UPK, Fouad Hussein, celui du PDK. Aux yeux de Massoud Barzani, l'influent leader du PDK, le président aurait dû venir de son parti, le plus important des deux, souligne le site Kurdistan 24.

Il a été question que Salih se retire avant le vote de mardi. C'est finalement Hussein qui a renoncé avant le second tour. Un représentant du



Le nouveau président irakien, le Kurde Barham Saleh (à droite), et le Premier Adel Abdel Mahdi, au Parlement, à Bagdad, le 2 octobre 2018.

PDK a assuré à The National qu'il s'agissait de présenter une image unie face à Bagdad. Le vote a eu lieu malgré tout, Salih récoltant 219 voix, contre 22 pour son rival, au terme d'un scrutin repoussé de vingt-quatre heures.

UN PRÉSIDENT PROCHE DES ÉTATS-UNIS ET DE L'IRAN

« Le vote a mis en lumière les profondes divisions au sein du camp kurde », analyse Deutsche Welle. Le média allemand cite le chercheur Kamal Chomani, pour qui ces querelles marquent « en pratique la fin d'un accord stratégique grâce auquel les deux partis se partageaient tous les postes dans le Kurdistan irakien et à Bagdad ».

Les tensions sont d'autant plus significatives que les résultats des élections régionales au Kurdistan dimanche se font toujours attendre en raison de soupçons de fraude. Les deux formations, opposées lors d'une guerre civile dans les années 1990, pourraient à nouveau se faire face. L'échec du référendum sur l'indépendance du Kurdistan l'an dernier a laissé des traces. La Cour suprême l'avait jugé anticonstitutionnel et Bagdad avait imposé un embargo économique en guise de représailles.

Barzani, l'homme derrière le référendum, avait alors quitté la présidence du Kurdistan irakien. DW suggère que si Hussein avait été élu mardi, « Barzani aurait probablement agi dans l'ombre de ce dernier ». À l'inverse, Salih, défenseur mou du référendum et anglophone, fait figure de modéré, capable de pacifier les liens avec Bagdad, à défaut d'unir son camp.

« Le politicien courtois et éduqué en Grande-Bretagne a la faveur des diplomates européens et des généraux américains », constate par ailleurs le Washington Post. Le quotidien américain ne voit pas pour autant les États-Unis sortir gagnants de cette élection, rappelant que Salih entretient également de bonnes relations avec le voisin iranien que la Maison-Blanche cherche à isoler.

« Docteur Barham » avait quinze jours pour désigner un Premier ministre. Il n'a eu besoin que de quelques heures, nommant à ce poste Adel Abdel Mahdi, un économiste de 76 ans, ancien ministre du Pétrole et des Finances, signale Bloomberg. Il a trente jours pour former un gouvernement, attendu depuis cinq mois. ♦

L'Irak se dote d'un nouvel exécutif

Elu président par le Parlement, le Kurde Barham Saleh a chargé le responsable chiite indépendant Adel Abdoul Mahdi de former le gouvernement.

Après plus de quatre mois de tractations entre les partis vainqueurs aux législatives de mai, l'Irak s'est doté d'un nouvel exécutif. Mardi 2 octobre au soir, le Kurde Barham Saleh a été élu président de la République par le Parlement, un poste honorifique que se disputaient pour la première fois les deux partis majoritaires au Kurdistan irakien. Ce vétéran de la scène politique, âgé de 58 ans, a immédiatement chargé l'indépendant Adel Abdoul Mahdi de former le gouvernement. Candidat de compromis, l'économiste chiite de 76 ans a trente jours pour constituer son équipe et obtenir la confiance du Parlement.

Cette configuration au sommet de l'Etat est le fruit de multiples rebondissements depuis les élections législatives du 12 mai, qui ont vu l'éclatement du camp majoritaire chiite. La fracture entre la population et les responsables politiques, exacerbée par la contestation sociale qui embrase le Sud chiite, ainsi que la rivalité accrue entre les Etats-Unis et l'Iran – les deux parrains étrangers de Bagdad – a pesé sur les tractations. Donné favori pour un second mandat, le premier ministre sortant, Haider Al-Abadi, a payé pour sa mauvaise gestion de la contestation sociale. Lâché par l'Iran, M. Abadi a perdu le soutien du chef politique chiite, Moqtada Al-Sadr, arrivé en tête du scrutin de mai, et du plus haut dignitaire religieux chiite, l'ayatollah Ali Al-Sistani.

Quotas confessionnels

Courant septembre, une entente a été passée entre Moqtada Al-Sadr et Hadi Al-Ameri, le chef de la coalition Al-Fatih qui réunit les partis-milices chiites des unités de la Mobilisation populaire, arrivée en seconde position en mai, avec les encouragements de Téhéran, désireux d'unifier le camp chiite. Un accord de gouvernement a été trouvé sur la personnalité d'Adel Abdoul Mahdi pour le poste de premier ministre, qui a ouvert la voie à une répartition des postes dans la tradition des quotas confessionnels et ethniques instaurée après 2003. En septembre, le gou-



Le nouveau président irakien, le Kurde Barham Saleh (à droite), et le Premier Adel Abdel Mahdi, au Parlement, à Bagdad, le 2 octobre 2018.

La rivalité accrue entre les Etats-Unis et l'Iran, les deux parrains étrangers de Bagdad, ont pesé sur les tractations

verneur sunnite de l'Anbar, Mohamed Al-Halboussi, vu comme le candidat du Qatar et de la Turquie, a ainsi été élu à la présidence du Parlement, les députés respectant la discipline de vote imposée par les deux coalitions chiites.

Cette discipline n'a pas prévalu pour l'élection, mardi, du président de la République, un poste honorifique dévolu aux Kurdes. Alors que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a toujours obtenu, depuis les premières élections multipartites de 2005, la présidence de l'Irak, en vertu d'un accord tacite qui réservait dans le même temps la présidence du Kurdistan à son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, les deux partis se sont disputé le poste. Aux termes d'un accord avec Hadi Al-Ameri, M. Barzani pensait acquies-

la victoire de son directeur de cabinet, Fouad Hussein, 72 ans, contre Barham Saleh, l'ancien premier ministre du Kurdistan (2009-2011), revenu dans le giron de l'UPK après l'avoir quitté en 2017.

Après l'échec d'un accord entre les deux partis kurdes pour présenter un candidat unique, Barham Saleh a écrasé son rival (219 voix contre 22). Les députés chiites ont infligé un profond désaveu à Massoud Barzani en soutenant M. Saleh, un modéré apprécié pour son soutien à l'unité de l'Irak, un an après le fiasco du référendum d'indépendance kurde. Né en 1960 à Souleimaniyé, l'ingénieur en informatique diplômé en Grande-Bretagne a fait une longue carrière politique depuis son adhésion à l'UPK en 1976, tant au Kurdistan autonome qu'au sein des autorités fédérales où il a notamment été vice-premier ministre et ministre de la planification. « Dans la mémoire collective arabe irakienne, Massoud Barzani est le symbole de la trahison avec la question du séparatisme », estime Adel Bakawan, spécialiste du Kurdistan irakien.

M. Saleh n'a pas attendu la formalisation d'un bloc parlementaire majoritaire pour charger Adel Abdoul Mahdi de former le gouvernement. A 76 ans, cet éco-

nomiste natif de Bagdad se présente comme un indépendant, après avoir été longtemps un haut dirigeant du Conseil suprême islamiste irakien, un parti chiite proche de l'Iran. Exilé en France en 1969, où il a travaillé pour des cercles de réflexion et des magazines francophones et arabophones, il a occupé les postes de vice-président, de ministre du pétrole et des finances à son retour en Irak en 2003. Sa nomination acte la fin de la domination du parti chiite Al-Dawa depuis 2005, dont sont issus les anciens premiers ministres Nouri Al-Maliki et Haider Al-Abadi.

« Transcender les divisions »

Tout comme Barham Saleh, dont la personnalité consensuelle contente à la fois l'Iran et les Etats-Unis, Adel Abdoul Mahdi fait consensus entre les deux puissances ennemies. Ce consensus est précieux alors que l'Irak menace d'être déstabilisée par la guerre de plus en plus ouverte à laquelle se livrent les deux puissances, à la suite de la décision du président américain, Donald Trump, de se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien.

A l'heure de la reconstruction, après quatre ans de guerre contre l'organisation Etat islamique, « Adel Abdoul Mahdi devra réussir à transcender les divisions », conclut Hosham Dawood, anthropologue à l'EHESS, être à la fois l'interlocuteur de l'Iran et des Etats-Unis et s'affirmer en indépendant pour imposer des réformes aux partis qui, s'ils sentent la pesanteur des enjeux actuels, ne vont pas abandonner aisément leurs mauvaises pratiques ». ■

HÉLÈNE SALLON

Diyanet flexes its muscles to back Erdogan's soft power in Syria

In Syria, Diyanet assumed a role beyond religious diplomacy in coordinating various aid, vocational and religious education agencies, all to win the hearts and minds of the locals.



Pinar Tremblay
October 1, 2018
<https://www.al-monitor.com>

On Sept. 13, Turkey's state-run Religious Affairs Directorate (Diyanet) published a 104-page document, "Syria Euphrates Shield and Olive Branch Activity Report." The publication didn't prompt much discussion, except for a few headlines focusing on mosque repairs in war-torn Syria. The Diyanet has indeed played multiple roles both on Syrian soil and with Syrian refugees in Turkey. Since Ankara's military incursions into Syria began in August 2016, the Diyanet has gradually become the pivotal institution that Ankara leans on for post-conflict stabilization.

In the last decade, the Diyanet evolved as Erdogan's signature institution on par with Turkey's National Intelligence Organization (MIT). Its budget, personnel and reach, both domestically and internationally, have grown. The Diyanet's close links with the MIT are well-known. Indeed, currently Germany's intelligence agency is considering adding the Diyanet to its official watch list. Its imams in Germany are now reportedly advocating for victory against Kurds in Syria.

Allegations that Diyanet mosques engaged in espionage to gather information on Gulenists in the Netherlands and elsewhere in Europe have created tensions with Ankara. Turkey's ruling Justice and Development Party (AKP) has also altered the role of the Diyanet in places such as Bulgaria, where there are ethnic Turks and Muslims, raising suspicion and anger in host governments.

A retired cleric who worked for the Diyanet more than 20 years and who did not want to be identified told Al-Monitor, "The Diyanet is the best echo chamber for Erdogan, particularly since 2010." The Diyanet's budget has jumped significantly since then. "Its activities can always be legitimized under the blanket of humanitarian aid and religious freedom. It is the best place to hide any activity in plain sight. As long as there are Muslims, the Diyanet's involvement can always be justified. Plus, the Diyanet coordinates, and indeed controls, a long list of government-friendly NGOs [non-governmental organizations], so the figures published for its spending, hiring and other sorts of expenditures can be spread and concealed from any sort of oversight."

Previous governments in Turkey did not care much for the Diyanet, but Erdogan's administration expanded it without opposition. "Most employees are sympathetic to his cause and the agency's activities are alien to the secular establishment. Fifteen years ago, no one could envision that the Diyanet would become one of the strongest agencies, with global outreach and immense national political power. Inside the Diyanet, there is no one to disagree and challenge the Erdogan administration's closely held beliefs. To the contrary, the culture of the agency, as well as the culture it promotes, is based on submission," the retired cleric concluded.

A theology professor from an Istanbul university who did not want to be identified added: "Consider all that we hear from the EU about the Diyanet's activities on recruiting agents, covert surveillance and espionage. This is Europe, where imams and other employees of the Diyanet have to be under the supervision of the Turkish consulate or embassy. Just imagine what the same entity can do in a land where there is no established government. That is the unknown we are facing in Syria."

Indeed, the Diyanet has issued halal certificates since 2011, it established its own TV channel in 2012, and the Turkish Diyanet Foundation (TDV) operates in parallel with the Diyanet, with its own activities and costs.



Turkey's President Recep Tayyip Erdogan speaks as he inaugurates the Diyanet Islamic Cultural Center in Lanham, Maryland, April 2, 2016. OLIVIER DOULIERY/AFP/Getty Images

The 104-page Diyanet report gives us some clues about Erdogan's long reach in Syria. The report is rather detailed, but also confusing. Despite colorful charts and figures, it prompts several questions.

Trying to understand the Diyanet's role, Al-Monitor contacted Syrian imams hired and trained by the Diyanet, as well as local residents of the Turkish-controlled cities of al-Bab, Jarablus, Azaz and Mare who have interacted with Diyanet-affiliated entities, as well as experts who have recently visited the area. Given the poor security situation, locals have asked for their names to be kept confidential.

A Syrian imam who has traveled to Turkey several times and has learned some Turkish told Al-Monitor: "We're getting paid by the Turkish government. We're grateful to them and we see that the local population here [mostly Turkmens and Arabs] are happy to be under Turkish rule. For Turkey, religious and national allegiance are one and the same. But our interpretation of Islam may not always be the same. Turkey keeps Kurds under control and that's good for us. Plus, one day Syrians in Turkey may come and settle in these areas."

Amed Dicle, a seasoned journalist who recently traveled to the territories raised a red flag about education activities of the Diyanet, highlighting that this is a sign that Turkish presence in the region is not temporary. The Diyanet's report says 11,250 students in the area controlled by Turkey are receiving education through the Diyanet. Dicle said the Diyanet has hired "5,686 teachers from Syrian rebels." He emphasized that the education is centered on a Sunni-Turkish synthesis with a heavy dose of anti-Kurdish teachings. "Kurds are portrayed as atheists, and the PKK, YPG and other Kurdish fighters are infidels." He said students are grouped according to gender and age.

In the Diyanet's report it also seems odd that 519 female and 291 male Quran teachers are reported to be employed.

Although the report says the Diyanet funded repairs of 108 mosques, both Dicle and other locals estimate that over 250 mosques and madrassas have been repaired. "They particularly pinpoint places where Ottomans used to have a mosque or a school and focus on that," said Dicle. "Turks are learning, they are now following the Iranian model," added a Syrian cleric.

The report concludes \$1.6 million was spent in Syria in the last year. It also states 197 million Turkish liras (\$32.5 million) in aid was sent to Syria. The report provides clues about the wide spectrum of education provided to Syrian ulama, ranging from computer literacy to courses on "separatist movements in the Islamic world such as IS, al-Qaeda, the Gulen movement and Hezbollah." The report emphasizes that 1,000 Qurans in the Kurdish language were distributed in Operation Olive Branch areas.

Dicle and other interviewees concurred on two points. One was that the Diyanet's efforts indicate Turkish willingness to be present in these territories beyond the war, investing in people, particularly women and →

→ young people, with the purpose of generating emotional bonds and identification with Turkey. Second was that the border between Syria and Turkey is to be erased to an extent as a result of the high mobility of Syrian refugees between those two countries.

Perhaps the most intriguing graph is saved for the last: Turkey was listed as the No. 1 country in the world in humanitarian aid, followed by the United States, Germany and the UK. That chart should have given Erdogan sig-

nificant bragging rights for domestic consumption, but it has not appeared in the prime time news. Erdogan is having to put out so many fires all at once these days that real achievements no longer may be touted as victories. ♦

Pinar Tremblay is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse and a visiting scholar of political science at California State Polytechnic University, Pomona.

The Washington Times October 3, 2018

Iraq makes 'great progress' in selecting compromise candidates for president, prime minister

By Guy Taylor - The Washington Times - October 3, 2018
www.washingtontimes.com

Don't look now, but democratic politics is in full bloom in Baghdad.

Fifteen years after President George W. Bush faced derision for seeking to implant by force a representative democracy in the heart of the Middle East, Iraq's political class has just navigated a major — albeit messy — transition of executive power in which popularly elected parties engaged in horse-trading to produce moderate, compromise candidates for president and prime minister.

"Iraq is starting a new phase, a new era," Iraqi Foreign Ministry spokesman Ahmed Mahjoub said Wednesday, a day after the Iraqi parliament broke months of deadlock after an inconclusive May election to select Barham Salih, a British-educated Kurdish engineer well-known to Washington, as president, and veteran Shiite politician Adel Abdul-Mahdi as prime minister.

In a political landscape riven by sectarian tensions and the rivalry between Iran and the U.S. for influence, both men are considered reliable, middle-of-the-road choices.

"We have made great progress," Mr. Mahjoub told reporters during a roundtable discussion at the Iraqi Embassy in Washington. "It was unexpected for things to go that smoothly," he said. "The Iraqi people are very optimistic about these events and about these nominees."

The Trump administration on Wednesday echoed his hopefulness.

"These are people that we know pretty well," Secretary of State Mike Pompeo told reporters at the State Department. "They've been around the Iraqi government scene for some time.

"I'm very hopeful that we can continue to work with the Iraqi people



Former Iraqi President Fuad Masum, center, leaves the presidency headquarters in the peace palace after the inauguration ceremony for the newly elected Iraqi President Barham Salih, center left, in Baghdad, Iraq, Wednesday, Oct. 3, 2018. (AP Photo/Khalid Mohammed)

and the soon-to-be-completely formed new Iraqi government to deliver against that," Mr. Pompeo said.

The process wasn't always pretty.

The original voting date of September 2017 was pushed back as the government battled to subdue the last Islamic State enclaves in the north. There were widespread complaints about the electronic voting system in the May 12 election, leading to a manual recount a month later. The integrity of the vote was further clouded by a devastating fire at a storage site holding a large number of paper ballots.

Mr. Pompeo said he and Mr. Salih discussed "building out" an "Iraqi government of national unity that was interested in the welfare and the future good fortunes for the Iraqi people," though he expressed concern about Iranian interference in its neighbor's internal affairs.

The issue of Iranian influence looms large. In addition to sharing a more than 900-mile border with Iran and hosting more than 2 million Iranian pilgrims annually to Shiite holy sites in Iraq, the Iraqi electricity sector depends heavily on Iranian natural gas.

Mr. Salih and Mr. Abdul-Mahdi face daunting tasks — not only of trying to jump-start Iraq's badly damaged economy and healing searing ethnic tensions after four years of war with the Sunni extremist Islamic State group, but also of balancing relations with the U.S. and Iran.

Baghdad considers both to be allies, even as Washington seeks to isolate Iran and to crush its influence in the Middle East through renewed U.S. economic sanctions as part President Trump's withdrawal from the 2015 Iran nuclear accord.

IRAN'S HIDDEN HAND?

Mr. Pompeo made no secret Wednesday of his frustration over what the administration describes as Iranian meddling in Iraq.

He blamed Tehran-backed proxies for recent attacks on American ➔



Adel Abdul Mahdi, left, has been chosen as Iraq's new prime minister, and Barham Salih, right, the new president. Credit: Karim Kadim/Associated Press

⇒ diplomatic posts there — including a rocket strike targeting the U.S. Consulate in the southern Iraqi city of Basra that prompted a withdrawal of U.S. personnel from the facility.

“We can see the hand of [Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei,] and his henchmen supporting these attacks,” said Mr. Pompeo, who suggested that the administration is weighing military strikes or some other form of retaliation against Iran-backed proxies in Iraq.

The issue is sticky for Baghdad, which denies the existence of such proxies.

“There are no forces or military groups in Iraq that receive orders from abroad, whether from Iran or from another country,” Mr. Mahjoub said. “I’m not aware of the source of the information that Secretary Pompeo has regarding the Iranian role in the threats against the U.S. Consulate in Basra.”

The Iraqi Foreign Ministry spokesman said recent protests and violence in the south were “a normal expression of democracy” and that Iraqi officials “regret that some riots happened and some facilities were attacked.” Many of the protests have centered on the region’s weak economy and the poor state of public services.

Mr. Mahjoub said he hopes Iraq can be “a bridge” between Washington and Tehran and urged U.S. diplomats to return quickly to the consulate in Basra, where Iran’s consulate was also recently attacked.

“Iraq doesn’t want to see the relationship between Iran and the United States affect the relationship between the United States and Iraq,” he said.

For now, the emergence of Mr. Salih and Mr. Abdul-Mahdi, appears to be something Washington and Tehran agree is a good thing.

Iran praised the result of the coalition talks Tuesday night, with a Foreign Ministry spokesman expressing hope that it would result in the strengthening of “age-old, firm and brotherly ties between the two neighbors,” according to Iranian state media.

COMPROMISE CANDIDATES

Under an unofficial agreement dating back to the 2003 U.S.-led invasion, Iraq’s presidency — a largely ceremonial role — is held by a Kurd, while the prime minister is Shiite and the parliamentary speaker is Sunni. The speaker position remains up for grabs.

Mr. Salih and Mr. Abdul-Mahdi are long-standing members of Iraq’s political class over the past 15 years.

Mr. Salih has served as Iraq’s planning minister and prime minister of the self-ruled Kurdish region.

Mr. Abdul-Mahdi emerged as a compromise candidate after two Shiite-led blocs led the May voting but failed to secure an outright majority. He had strong backing from Shiite cleric Muqtada al-Sadr, a fiery nationalist whose followers won the most seats in the May elections and who formed a bloc with the current prime minister, Haider al-Abadi.

The other bloc, which is dominated by politicians and militia leaders closer to Iran, initially rejected Mr. Abdul-Mahdi but then agreed to support him after Sunni and Kurdish parties rallied to his side, a Shiite politician who took part in the discussions told The Associated Press.

Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq’s top Shiite cleric and an influential political voice, had made it clear through mediators that the job of prime minister should not go to someone who held the post before and urged consensus. “The opinion [Tuesday] was to have Abdul-Mahdi tasked quickly in order not to delay the process any further,” the politician told the AP.

Mr. Abdul-Mahdi, an economist by training who comes from a prominent Shiite tribe based in southern Iraq, spent several years in exile in France, where he worked for think tanks and edited magazines in French and Arabic.

He joined Iraq’s Communist Party in the 1970s but later switched to the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, an exiled opposition group established in neighboring Iran. He remained with SCIRI, which emerged as a powerful religious party after the 2003 U.S.-led invasion until the party split last year, when he became an independent.

After the invasion, he served as vice president, finance minister and oil minister. He has 30 days to submit his Cabinet to parliament for approval.

Iraqi officials said they expect the process of putting together a new government to go quickly.

“If we had gotten these two guys four years ago, it would have been a totally different situation,” one official said.

Mr. Mahjoub told reporters that Mr. Abdul-Mahdi’s background in economics fits precisely with what Iraq needs right now.

“He is one of the leading experts in economics in Iraq and in the world,” the Foreign Ministry spokesman said. “This gives us hope that Iraq can overcome its economic crisis.” ●



5 October 2018

Fuad Hussein urges Kurdish unity in first remarks since failed presidential bid

By Rudaw.net 5/10/2018

ERBIL, Kurdistan Region — Fuad Hussein, the Kurdistan Democratic Party’s (KDP) failed choice for the Iraqi presidency, thanked his supporters and called for Kurdistan parties to preserve their unity.

“We were very happy when my respectful brother Nechirvan Barzani and respectful Bafel Talabani reached an agreement to present one candidate to the Iraqi Council of Representatives. That agreement had been reached two hours prior to the Iraqi parliament’s session,” Fuad Hussein wrote in a letter on Thursday.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) claims there was no official agreement with the KDP in the hours before Barham Salih was elected as Iraqi president on

Tuesday. The KDP claims there was an agreement and it was violated by the PUK.

Hussein, not currently a member of either party, said he was surprised that Salih hadn’t withdrawn his candidacy and had entered into alliances with Iraqi politicians whom were “ignoring the agreed mechanism and didn’t keep their promise.”

Hussein thanked KDP President Masoud Barzani, its party’s negotiators and advocates, foreign backers, different Iraqi groups, Kurdish and Iraqi journalists, and media outlets.

“Here, we reiterate that our work in the long-lasting struggle has always been for the sake of the unity of Kurdistan parties,” added Hussein.

It was the first public comment by Hussein after the events on Wednesday in Baghdad.



Fuad Hussein, a native of Khanaqin, was the KDP’s choice for the Iraqi presidency. Photo: KDP

“That is why, from this standpoint, all have the obligation to preserve the unity of Kurdistan’s people,” Hussein asserted.

After Salih’s ascension, he tas-

ked Shiite politician Adil Abdul-Mahdi with forming the next government within the constitutional timeline 30 days. ■

En Irak, les poids lourds de la politique mis hors jeu

Bagdad (AFP) -03/10/2018
<https://www.lepoint.fr>

Le choix de Barham Saleh comme président et d'Adel Abdel Mahdi comme futur Premier ministre en Irak a porté un rude coup aux poids lourds traditionnels de la politique à Bagdad et au Kurdistan, écartés au profit de figures consensuelles et transpartisanes.

Mardi soir, le Parlement a élu à la tête de l'Etat le Kurde Barham Saleh, qui a aussitôt chargé Adel Abdel Mahdi --un indépendant présenté comme adoubié à la fois par l'Iran et les Etats-Unis-- de lui présenter sous un mois une liste de ministres.

Pour la première fois depuis les premières élections multipartites de 2005 en Irak, ce n'est pas un cadre du parti Daawa, l'opposition chiite historique à Saddam Hussein, qui a été chargé de former le futur cabinet.

Ce vote, qui a eu lieu tard mardi, a aussi marqué l'échec cuisant du plus grand parti kurde, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de l'ex-président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, qui avait tenté d'imposer la sécession de la région autonome il y a un an.

A son candidat Fouad Hussein, le Parlement a préféré Barham Saleh, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) rivale. Une bataille inédite pour un poste réservé aux Kurdes, qui s'est finie par un K.O.: 219 voix pour Barham Saleh, contre 22 pour son adversaire.

Monopole sur l'administration

"La nuit de la chute des deux partis" PDK et Daawa, résumait, lapidaire, un commentateur politique irakien mercredi.

"C'est un échec sans précédent pour Daawa qui, depuis 2003, avait implanté ses cadres dans les institutions jusqu'à en prendre le monopole", renchérit Adel Bakawan, chercheur associé à l'École des Hautes Études en Sciences sociales de Paris (EHESS).

En perdant la direction du gouvernement, le parti fondé dans les années 1960 n'a pas seulement essuyé un revers symbolique, il s'expose également à des pertes financières dans le 12^{ème} pays le plus corrompu au monde, tandis que ses cadres pourraient faire les frais de futures purges dans les administrations.



Jusqu'au coup de théâtre de mardi soir --jamais un président n'avait jusqu'alors nommé un chef de gouvernement en moins de deux heures, qui plus est alors qu'aucune coalition claire n'émergeait du Parlement--, de nombreux experts prédisaient un "scénario Abadi", du nom du Premier ministre remplacé.

Haider al-Abadi était arrivé en 2014 aux commandes du pays, "alors qu'il n'était même pas candidat", rappelle M. Bakawan. Il était perçu comme un apparatchik de Daawa, inconnu du public, "le candidat le plus faible qui a créé le consensus des forts pensant tous pouvoir le manipuler".

Mais cette fois-ci, malgré les nombreux noms présentés par Daawa, le parti n'est pas parvenu à placer l'un de ses hommes, qu'ils soient issus du parti, de l'Etat ou des services de sécurité.

De son côté, Massoud Barzani, qui présentait pour la première fois un candidat à la présidence de l'Irak, a oublié "un élément déterminant", selon le sociologue Adel Bakawan.

"Dans la mémoire collective de l'Irak arabe chiite, il n'est pas perçu comme un acteur politique majeur mais comme le traître qui voulait diviser l'Irak", assure-t-il. Même si les chefs de liste chiites l'avaient assuré des votes de leurs députés, ces derniers n'ont pas suivis leurs consignes.

"Technocrates sans base"

Le choix de MM. Saleh et Abdel Mahdi, personnalités consensuelles qui passent pour rassembler en Irak et au-delà, ressemble fortement à ce pour quoi plaide le grand vainqueur des législa-

En Irak, les poids lourds de la politique mis hors jeu © AFP / AHMAD AL-RUBAYE

tives, le turbulent et versatile Moqtada Sadr. Depuis des mois, ce leader chiite réclame un gouvernement de "technocrates apatrisans".

Des "technocrates" qu'appelle aussi de ses vœux le grand ayatollah Ali Sistani, le chef spirituel de la majorité des chiites d'Irak qui passe pour avoir le dernier mot en politique.

MM. Saleh et Abdel Mahdi sont bien des technocrates, mais il leur manque des atouts de taille pour diriger réellement les institutions: ils n'ont "ni le soutien d'un parti politique solide, ni une base sociale" et ils n'ont aucune forcée armée qui leur est loyale, pointe M. Bakawan.

Ils devront donc tenter de rassembler un maximum de forces autour d'eux, au sein d'une coalition gouvernementale où chacun réclamera sa part, notamment sous forme de portefeuilles ministériels. Selon les experts, le nombre de ministres pourrait doubler pour cette raison.

Mais plus largement, estime le spécialiste de l'Irak Fanar Haddad, la nouvelle donne imposée au PDK et à Daawa "rompt de façon positive avec les anciennes pratiques".

Jusqu'ici, explique ce chercheur de l'Université de Singapour, la politique irakienne se réduisait à un jeu à somme nulle, où les grands partis se partageaient gains et pertes, sans laisser exister d'autres forces.

"Ces développements soulignent un peu plus le fait que l'Irak s'éloigne de cette politique qui l'a caractérisé depuis 2003", juge-t-il. ●

Turquie: 90 personnes arrêtées pour liens présumés avec le PKK



Diyarbakir (Turquie), 9 octobre 2018 (AFP)

LA POLICE TURQUE a arrêté 90 personnes dans le cadre d'une opération menée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a rapporté mardi le bureau du procureur de Diyarbakir (sud-est).

En tout, 151 personnes étaient recherchées au cours de cette opération qui se déroulait dans neuf villes, dont Diyarbakir, considérée comme la "capitale" du sud-est à majorité kurde du pays.

Elles sont soupçonnées de liens avec le PKK, une organisation classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Des raids ont été menés à 183 adresses, précise le communiqué du bureau du

procureur, et ont permis la saisie de nombreux documents et "matériaux numériques".

Les forces de l'ordre turques procèdent régulièrement à l'arrestation de membres ou sympathisants présumés du PKK, dont la lutte armée contre Ankara a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

Le sud-est de la Turquie est en proie à des violences quasi-quotidiennes depuis la reprise du combat entre le PKK et Ankara après la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu.

Jeudi dernier, huit soldats turcs ont été tués dans l'explosion d'une bombe artisanale déclenchée, selon les autorités, par des militants du PKK. ●

Projet d'attentat de Villepinte : Paris accuse Téhéran

Pour le gouvernement français, le ministère iranien du renseignement a commandité l'attaque déjouée contre un rassemblement des Moudjahidin du peuple le 30 juin



Ci-dessus : meeting du Conseil national de la résistance iranienne à Villepinte (Seine-Saint-Denis), le 30 juin.

Ci-contre : Jean-Yves Le Drian, le ministre des affaires étrangères français, et son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, aux Nations unies, à New York, le 24 septembre ; opération de police visant des personnes liées au Centre Zahra, à Grande-Synthe (Nord), le 2 octobre.

RÉGIS DUVIGNAU/REUTERS ; MANDEL NGAN/AFP ; AP

Paris a mis en cause et gelé les avoirs d'un vice-ministre iranien du renseignement chargé des opérations, Saeid Hashemi Moghadam, mardi 2 octobre. Celui-ci a « commandité » l'attentat déjoué contre le rassemblement du 30 juin des Moudjahidin du peuple iranien, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), a annoncé une source diplomatique française au *Monde*, ainsi qu'à l'AFP et Reuters.

Cette déclaration est faite après plusieurs mois d'investigations menées dans la plus grande discrétion par les services français en lien avec certains partenaires étrangers, notamment israéliens, belges, allemands et albanais – l'Albanie étant une base des Moudjahidin. L'enquête « montre sans aucune ambiguïté la responsabilité du renseignement iranien dans ce projet d'attentat », a ajouté cette source, précisant que ce projet « n'était pas acceptable » : « Nous ne pouvons tolérer aucune menace de cet ordre sur le territoire national. »

Les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et de l'économie ont annoncé, le même jour, dans un communiqué commun le gel des avoirs en France de la direction de la sécurité intérieure du ministère iranien du renseignement, ainsi que ceux de deux ressortissants iraniens, dont Saeid Hashemi Moghadam, une mesure largement symbolique. Quelques heures auparavant, une vaste opération de perquisitions administrative a eu lieu à Grande-Synthe (Nord), chez douze personnes âgées de 31 à 69 ans, en lien avec une association musulmane chiite pro-iranienne, proche du Hezbollah libanais : le Centre Zahra France, installé dans la région depuis 2005.

Selon une source proche du dossier, cette intervention à Grande-Synthe est un « signal envoyé » par Paris à l'Iran, même si, sur le plan procédural, rien ne la relie à l'attentat déjoué. Les services français travaillaient depuis plusieurs mois sur l'association Zahra, en raison de son prosélytisme religieux. Il a donc été décidé de faire coïncider

les perquisitions avec la publication de deux arrêtés de gels d'avoirs au *Journal officiel*. Le premier visant la direction du ministère iranien du renseignement en France, le second Zahra France, quatre associations qu'elle hébergeait ainsi que quatre personnes perquisitionnées mardi.

MORTS SUSPECTES

L'Iran a immédiatement démenti les accusations concernant l'implication d'un de ses diplomates, Assadolah Assadi – dont les avoirs ont également été gelés par Paris –, dans le projet d'attentat de Villepinte. « Une fois encore, nous démentons avec véhémence ces accusations, nous condamnons l'arrestation de ce diplomate et nous appelons à sa libération immédiate », a précisé le ministère des affaires étrangères iranien.

D'après le parquet de Bamberg, en Bavière, Assadolah Assadi est un haut responsable des services iraniens, chargé de la surveillance des opposants. C'est lui qui aurait transmis les explosifs destinés à l'attentat. Il a été arrêté en Allemagne en juillet, alors qu'il s'appropriait à fuir en Autriche, où il bénéficie de l'immunité diplomatique. Et doit être extradé vers la Belgique, selon une décision annoncée le 1^{er} octobre.

Téhéran avait accusé l'organisation des Moudjahidin du peuple iranien – interdite dans la République islamique – d'avoir été elle-même à l'origine de cette tentative d'attaque. L'Iran a dénoncé une « manipulation » destinée à nuire à ses relations avec Paris, principal défenseur de l'accord international de 2015 sur son programme nucléaire après le retrait des États-Unis, en mai.

QUELQUES JOURS AVANT LE MEETING, UN DIPLOMATE IRANIEN AURAIT LIVRÉ UN DEMI-KILO D'EXPLOSIF À DES EXÉCUTANTS

Une défense intenable, selon Paris, qui estime justement avoir pris, ces dernières années, « toutes les dispositions » pour que l'organisation ne cause plus « aucun trouble à l'ordre public et ne puisse mener aucun attentat depuis notre territoire ». Des personnalités proches du président américain Donald Trump, comme son avocat, Rudy Giuliani, assistaient au rassemblement de Villepinte.

La France a vivement réagi, mardi, parce que le ministère iranien du renseignement est considéré comme étant « sous le contrôle direct du Guide de la révolution », Ali Khamenei, la principale autorité du pays, a précisé la source diplomatique française du *Monde*.

Le gel des avoirs décidé par Paris, d'une durée de six mois, fait partie du « catalogue standard » des mesures de rétorsion possibles, a tenu à souligner la source diplomatique. Les autorités françaises y ont déjà eu régulièrement recours dans le cadre de la lutte

contre l'impunité sur l'emploi des armes chimiques, visant des sociétés soupçonnées de travailler pour le programme syrien.

Le délai qui s'est écoulé depuis le mois de juin correspondrait au temps qu'il a fallu à la France pour y voir clair dans ce dossier. Soit « *le temps de l'enquête (...), le temps d'exiger des explications qui ne sont jamais venues et le temps de prendre les sanctions* », a justifié la même source. Une réaction décidée également par les morts suspectes, selon Paris, de plusieurs opposants en Europe depuis 2015, notamment aux Pays-Bas et en Allemagne.

Le Centre Zahra France de Grande-Synthe, lui, s'est retrouvé dans le viseur parce qu'il était considéré comme un pôle « *d'ingérence et d'influence* » de Téhéran dans l'Hexagone. Outre le gel des avoirs de ses membres les plus actifs et la perquisition de leur domicile, la préfecture du Nord a procédé à la fermeture de leur salle de prière ; elle s'effectue sur la base de la nouvelle loi sur la sécurité intérieure, qui permet la clôture des lieux de culte où des « *propos, idées ou théories* » « *provoquent à la haine ou à la commission d'actes de terrorisme* ».

PLUSIEURS ARMES

Le travail de surveillance des services de renseignement aurait permis d'étayer, selon nos informations, que les dirigeants de l'association légitimaient le djihad, marquaient ostensiblement leur soutien au Hamas palestinien et au Hezbollah libanais, et condamnaient de manière « *ambiguë* », selon une source proche du dossier, les attentats de l'organisation

Etat islamique (EI) sur le sol français.

Dans le cadre des perquisitions menées chez les membres de Zahra France – tous de nationalité française, sauf un Syrien –, plusieurs armes ont été découvertes, de chasse, de poing et un pistolet-mitrailleur. Certaines étaient détenues légalement, mais pas toutes. Trois personnes ont été placées en garde à vue pour détention illégale d'armes ; deux ont ensuite été déférées. Ce motif de poursuites est toutefois anecdotique face aux enjeux internationaux du dossier.

Le fond de l'enquête est aujourd'hui judiciaire en Belgique, à laquelle la France a remis un suspect, arrêté peu après la tentative d'attentat et dont l'identité demeure inconnue. Le jour même du rassemblement de Villepinte a été arrêté, à Woluwé, en banlieue de Bruxelles, un couple d'Iraniens de 38 et 33 ans. Ils étaient en possession d'un demi-kilo de TATP. Selon les premières investigations, Assadollah Assadi, le diplomate iranien en poste à Vienne, leur aurait remis le mélange explosif et le dispositif de mise à feu à Luxembourg, quelques jours plus tôt.

Depuis leur interpellation, ces deux personnes se décrivent comme de simples opposants. Elles ignoraient tout, disent-elles, de ce qu'elles transportaient. Elles auraient été mises sous pression par Téhéran, et auraient fait l'objet de menaces ainsi que leurs familles. Au contraire, une source policière présente l'homme, un certain Amir S., ancien employé du port de Rotterdam (Pays-Bas), comme un agent iranien. Le dossier judiciaire qui a été

LE CONTEXTE

LES MOUDJAHIDIN DU PEUPLE IRANIEN

Organisation armée d'inspiration marxiste et islamiste à son origine, les Moudjahidin du peuple iranien ont participé à la révolution de 1979, avant de se retourner contre la République islamique naissante. Ils ont multiplié les attentats à Téhéran, et ont rejoint le camp de Saddam Hussein durant la guerre Iran-Irak (1980-1988), s'attirant une impopularité durable dans la société iranienne. Ce mouvement à tendance sectaire s'est mué, dans l'exil de sa branche politique à Paris, en un groupe de pression, et a été retiré des listes des organisations terroristes européenne en 2009 et américaine en 2012. Ses anciens éléments armés ont été relogés d'Irak en Albanie, avec l'aide des Etats-Unis. Le secrétaire américain à la sécurité nationale, John Bolton, a longtemps soutenu le groupe, avec des figures néo-conservatrices américaines. Plus récemment, des personnalités des monarchies sunnites du Golfe sont apparues à ses côtés.

ouvert à Anvers, où le couple résidait, comprendrait des documents le prouvant. ■

MARC SEMO, JEAN-PIERRE STROOBANTS (A BRUXELLES) ET ÉLISE VINCENT

Le Monde JEUDI 4 OCTOBRE 2018 LES RELATIONS FRANCO-IRANIENNES

La France essaie de limiter les effets de la crise avec l'Iran

Pour le Quai d'Orsay, les mesures de rétorsion n'empêchent pas les échanges pour préserver l'accord sur le nucléaire après le retrait américain

Les autorités françaises veulent marquer le coup – pour affirmer qu'il n'est pas acceptable qu'un Etat, en l'occurrence l'Iran, tente de mener un attentat terroriste sur le territoire national –, tout en limitant les effets de la crise diplomatique avec Téhéran. La diplomatie tricolore se livre à un exercice de haute voltige.

« *L'attentat déjoué à Villepinte [le 30 juin contre un rassemblement des Moudjahidin du peuple] confirme la nécessité d'une approche exigeante dans nos relations avec l'Iran* », a assuré, le 2 octobre, le ministre des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, dans un communiqué signé avec ses collègues de l'économie, Bruno Le Maire, et de l'intérieur, Gérard Collomb, peu de temps avant la démission de ce dernier. Le texte dénonce un « *acte d'une extrême gravité qui ne peut rester sans réponse* ».

« *Nous voulions des explications des autorités iraniennes et non pas des protestations d'innocence, car nous avons les éléments montrant leur implication* », précise une source diplomatique française. La question a été « *mentionnée* » lors de la rencontre à New York entre Emmanuel Macron et le président iranien Hassan Rohani, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

L'affaire a été évoquée plus longuement lors des entretiens entre Jean-Yves Le Drian et son homologue iranien Mohammad Javad Zarif. Les explications demandées à Téhéran ne sont jamais arrivées. D'où la décision prise par Paris de mettre les accusations sur la place publique et d'annoncer les mesures de rétorsions alors qu'à Téhéran, le porte-parole du ministère des affaires étrangères dément toute implication. « *S'il y a malentendu à propos d'une chose qui*

n'existe pas ou ourdie par d'autres, nous pouvons nous asseoir et en parler », a-t-il déclaré.

Paris a décidé le gel des avoirs de la direction de la sécurité intérieure du ministère iranien du renseignement et de deux ressortissants iraniens. L'un, Assadollah Assadi, diplomate et agent à Vienne arrêté en Allemagne cet été, est accusé d'avoir organisé l'attentat raté ; l'autre, Saïed Hashemi Moghadam, un vice-ministre du renseignement, de l'avoir commandité. Il s'agit de sanctions symboliquement fortes mais sans conséquences pratiques.

Poste d'ambassadeur vacant

Cependant, pour Paris, il n'est pas question d'un quelconque gel des relations diplomatiques. La France tient à garder l'Iran dans l'accord de juillet 2015 mettant sous surveillance son programme nu-

cléaire, malgré le retrait américain et le rétablissement par Washington des sanctions économiques. « *Il ne faut pas tout mélanger* », relève une source diplomatique française, assurant que « *le moment venu il y aura bien un nouvel ambassadeur à Téhéran* ».

Depuis bientôt trois mois, ce poste crucial est vacant. Un chargé d'affaires expédie les affaires courantes, mais après le départ de François Sénémaud, nommé en juin représentant personnel de M. Macron pour la Syrie, il n'y a plus de véritable ambassadeur. On admet à l'Élysée que cette affaire pèse sur les relations entre les deux pays. D'autant plus qu'il n'y a pas non plus d'ambassadeur iranien à Paris, après le rappel, avant l'été, d'Abolghassem Delfi.

Depuis, le contentieux n'a cessé de s'alourdir. Fin août, une note interne du Quai d'Orsay révélée par

l'agence Reuters recommandait aux diplomates et aux fonctionnaires français de reporter d'éventuels voyages en Iran. Début septembre, la République islamique a, entre autres, accusé les autorités françaises d'avoir tardé à réagir après une manifestation de militants kurdes devant l'ambassade iranienne à Paris, dont des vitres ont été brisées.

Emmanuel Macron n'en reste pas moins décidé à maintenir le dialogue avec l'Iran « y compris au plus haut niveau ». « Notre objectif, c'est que Téhéran reste dans l'accord nucléaire », répète volontiers le président français, qui tient à garder les canaux de dialogue ouverts avec le régime des mollahs. A New York, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, il rappelait que le but des « 5+1 » (les cinq membres permanents du Conseil plus l'Allemagne) signataires de l'accord était d'« empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire et de garantir par des contrôles internationaux la finalité pacifique de son programme ».

Paris comprend néanmoins les inquiétudes américaines et partage les mêmes objectifs afin de pallier les carences de l'accord de juillet 2015, avec de « nouvelles négociations sur l'encadrement du nucléaire iranien au-delà de 2025-2030 », portant sur les missiles balistiques de l'Iran et « sur la stabilité régionale ». Le président français reconnaissait même à New York que les « pressions maximales » américaines, d'une part, et le dialogue prôné par les Européens, d'autre part, pourraient être complémentaires. Ce couplage, a-t-il reconnu, lors d'un point de presse, « pourrait même accélérer le processus ». ■

MARC SEMO

Le Centre Zahra, relais d'influence radical de l'Iran en France

L'association chiite perquisitionnée mardi à Grande-Synthe a été associée, dans le passé, à la nébuleuse antisémite Soral-Dieudonné

En lançant une perquisition de police au Centre Zahra France, mardi 2 octobre à Grande-Synthe (Nord), les autorités françaises se sont attaquées à un relais d'influence de la République islamique d'Iran. Association à vocation religieuse mais aux engagements très politiques, le Centre Zahra se trouve depuis près de dix ans au carrefour de la défense des intérêts iraniens dans l'Hexagone et de divers réseaux d'extrême droite et identitaires, rassemblés sous la bannière d'un « antisionisme » virulent.

Le fondateur du Centre Zahra est Yahia Gouasmi, un ancien boucher halal du Nord, qui compte parmi les personnes dont les domiciles ont été perquisitionnés mardi. Français d'origine algérienne converti à l'islam chiite, il s'est rendu à plusieurs reprises en Iran et se dit volontiers proche des autorités iraniennes.

M. Gouasmi a fondé le Centre Zahra en 2005 à Grande-Synthe, dans la banlieue de Dunkerque. Les locaux installés dans un corps de ferme rénové sont le siège de la Fédération chiite de France. L'association est tenue à l'écart par le petit monde du chiisme de France (une branche de l'islam très minoritaire en Europe), dont les représentants la considèrent comme un groupe politique radical avant tout. Elle accorde, de fait, une large place à des activités de propagande « antisioniste » outrancière. Le Centre Zahra est aligné sur les prises de position de la République islamique d'Iran et du Hezbollah, organisation chiite libanaise alliée à Téhéran.

M. Gouasmi a accédé à une relative notoriété à la fin des années

Après les élections européennes de 2009 émerge l'hypothèse d'un financement iranien de la liste « antisioniste »

2000 après la fondation du Parti antisioniste, une organisation hébergée dans les locaux perquisitionnés mardi. Aux élections européennes de 2009, il associe son parti à une liste électorale emmenée par le polémiste transfuge du Parti communiste et du Front national Alain Soral et l'humoriste Dieudonné, qui occupe déjà les marges de la scène publique du fait de ses prises de position antisémites.

Une nébuleuse prend alors forme autour de ces personnalités dont le seul point commun est de faire profession d'« antisionisme ». Outre les réseaux liés aux personnalités de MM. Soral et Dieudonné, s'y est greffé Kémi Séba, fondateur du mouvement identitaire la Tribu Ka, dissous en 2006 pour incitation à la haine raciale et antisémitisme. Son discours mêle à un romantisme de la pureté de la race noire, des références mystiques à l'Égypte ancienne et des louanges au Hezbollah. Des personnalités négationnistes, comme Robert Faurisson, rejoignent le mouvement.

« L'antisionisme » proclamé à tout-va par ces personnalités cimente un discours antisémite et conspirationniste jusqu'à l'absurde. Ainsi, en 2009, Yahia

Gouasmi, partageant avec Dieudonné et Alain Soral la scène du Théâtre de la Main d'or à Paris, s'illustrera en déclarant au milieu d'une tirade prononcée dans un français approximatif : « Derrière chaque divorce, il y a un sioniste. »

Yahia Gouasmi ne tardera pas à faire profiter ses nouveaux alliés de ses contacts avec les autorités iraniennes. Il est présent aux côtés de Dieudonné lorsque, lors d'un voyage en Iran, l'humoriste français rencontre une première fois en 2009 le président iranien d'alors, Mahmoud Ahmadinejad.

Lorsque la nébuleuse « antisioniste » se fissure en 2014, les rivalités entre ses différents membres font émerger des accusations de détournement de fonds impliquant l'hypothèse d'un financement iranien de la liste européenne de 2009.

Discours conspirationnistes

Le Centre Zahra n'occupe plus le terrain du militantisme politique depuis que les relations se sont distendues entre Yahia Gouasmi et ses anciens alliés. Il alimente toujours, sur les réseaux sociaux, une propagande religieuse chiite version République islamique d'Iran. Sa chaîne YouTube compte 8700 abonnés.

Elle diffuse régulièrement les prêches d'un certain cheikh Jamel Tahiri, qui se présente comme un religieux chiite éduqué dans la Bekaa, un bastion libanais du Hezbollah. Les autres contenus relèvent de discours conspirationnistes hostiles à Israël, aux États-Unis et à l'Arabie saoudite ou de questions religieuses. L'alignement de l'organisation sur les positions iraniennes est intact. ■

ALLAN KAVAL

Malgré ses accusations d'aide au terrorisme, la France ne veut pas rompre avec l'Iran

Paris accuse le ministère du Renseignement d'être derrière un attentat manqué contre des opposants.

DIPLOMATIE « *Pression mais négociation.* » Colère française, mais sans volonté de rompre avec l'Iran : Paris suit un véritable chemin de crête dans sa relation tumultueuse avec Téhéran que l'attentat manqué contre un rassemblement d'opposants au régime iranien en banlieue parisienne a singulièrement alourdi.

Mardi, la France a accusé « *sans aucune ambiguïté* » le ministère iranien du Renseignement d'avoir fomenté ce projet d'attentat qui devait viser, le 2 juillet à Villepinte, les Moudjahidins du peuple. Cette secte islamo-marxiste, sans grande représentativité en Iran, est toujours abritée par la France, ce qui rend furieuse la république islamique.

Quelques heures plus tôt, mardi, le gouvernement avait annoncé le gel des avoirs en France de la Direction de la sécurité intérieure de l'E'tala'at, le ministère du Renseignement, ainsi que de deux citoyens iraniens, soupçonnés d'être derrière ce projet d'attentat à l'explosif. Trois personnes, dont un diplomate iranien, avaient été arrêtées cet été dans le cadre de l'enquête qui s'étend en Belgique, en Allemagne et en France. Les deux hommes ciblés par les gels sont Assadollah As-sadi, le diplomate arrêté en Allemagne, et Saeid Hashemi Moghadam, vice-président chargé des opérations de l'E'tala'at.

Depuis la révélation de cette affaire début juillet, Paris est irrité. C'est « *un inacceptable retour en arrière* », confiait peu après un diplomate, allusion aux années 1980 lorsque l'Iran réglait ses comptes avec la France - qui soutenait la guerre que son ennemi Saddam Hussein lui avait déclarée - en téléguignant des attentats à Paris. Mais immédiatement, on insistait sur un point : « *Ceux qui étaient indirectement visés par cet attentat manqué étaient le président modéré Hassan Rohani et son ministre des Affaires étrangères, Javad Zarif.* »

L'attentat devait en effet coïncider avec l'arrivée en Suisse de Rohani, le 2 juillet. « *Un coup supertordu* », selon un spécialiste de l'Iran. « *Dans le système*



L'attentat manqué de Villepinte contre les Moudjahidins du peuple, ressemble à une tentative de déstabilisation d'Hassan Rohani, le président iranien, en visite à Berne.

opaque de pouvoir, ajoute-t-il, le ministère du Renseignement est rattaché au président de la République, mais Hassan Rohani ne le contrôle qu'à moitié et le ministre lui a été imposé » par l'entourage du guide suprême, Ali Khamenei, hostile, lui, à une ouverture sur l'Occident.

Prosélytisme chiite

Pour marquer son mécontentement, Paris décida - comme le révéla cet été *Le Figaro* - de suspendre la nomination d'un ambassadeur, pour succéder à François Sénémaud, rentré en France s'occuper du dossier syrien. Mais dans le même temps, l'Élysée rappelait que le fil du dialogue avec l'Iran n'était pas rompu, comme en témoigne l'appel téléphonique fin août entre Emmanuel Macron et Hassan Rohani, et un mois plus tard leur entretien à New York lors de l'Assemblée générale de l'ONU.

Côté français, on s'attendait alors à ce que Téhéran livre des explications. Mais que sait Hassan Rohani des basses œuvres d'un ministère du Renseignement qui lui échappe en partie ? Aujourd'hui, la France souhaite poursuivre avec Téhéran un dialogue « *fait à la fois de pression et de négociation* », estime-t-on au Quai d'Orsay. Cela pour consolider l'accord sur le nucléaire dénoncé par les États-Unis et amener Téhéran à négocier

ses missiles balistiques qui constituent une menace pour les alliés saoudiens et émiriens de la France dans le Golfe. Ce

n'est pas un hasard si mardi également, la ministre des Armées, Florence Parly, estimait que « *le programme balistique* » iranien était « *une menace* » pour le Moyen-Orient. Et même si l'on s'en défend à Paris, l'opération de police qui a visé mardi à l'aube une association chiite dans le nord de la France, proche d'intérêts iraniens, était tout aussi peu fortuite.

Ces affaires - attentat contre les Moudjahidins, prosélytisme iranien sur le sol français - constituent autant de cartes que Paris compte exploiter dans ses négociations délicates avec l'Iran. Mais à Téhéran non plus, on ne souhaite pas jeter de l'huile sur le feu. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui devrait être le prochain ambassadeur d'Iran en France, a évoqué « *un malentendu [...]* à propos d'une chose qui n'existe pas, qu'il s'agisse d'une conspiration ourdie par d'autres ou d'une erreur, nous pouvons nous asseoir et en parler », a déclaré Bahram Ghassemi à l'AFP. Depuis le début, Téhéran accuse le Mossad israélien d'être derrière l'attentat manqué. « *Via les services allemands, les Israéliens ont aidé à prévenir l'attentat* », rectifie le spécialiste de l'Iran. ■ **G.M.**

La CIJ donne raison à Téhéran sur les sanctions américaines

La Cour internationale de justice (CIJ), organe judiciaire des Nations unies, a ordonné mercredi à Washington de s'assurer que ses sanctions contre Téhéran n'affectent pas la situation humanitaire du pays et ne mettent pas en péril son aviation civile. Les juges de la CIJ ont octroyé une victoire à l'Iran, qui faisait valoir que le rétablissement des sanctions, à la suite du retrait américain de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien, violait un texte peu connu signé en 1955 entre les deux pays,

le « *traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires* ». La diplomatie iranienne a salué cette décision, qui « *prouve une fois de plus que la République islamique a raison et que les sanctions américaines contre le peuple et les citoyens de notre pays sont illégales et cruelles* ». « *Les États-Unis doivent respecter leurs engagements internationaux et lever les obstacles au commerce iranien* », a ajouté le ministère iranien. Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a en revanche

jugé que cette décision était « *une défaite pour l'Iran* ». Il a aussi annoncé que les États-Unis mettaient fin au « *traité d'amitié* » de 1955 invoqué par la CIJ pour justifier son jugement. Cette décision devrait cependant n'avoir qu'un impact limité sur la mise en œuvre des sanctions américaines, dont la prochaine étape, prévue le 4 novembre, concernera les produits pétroliers. Les décisions de la Cour sont contraignantes mais elle n'a pas le pouvoir de les faire appliquer. (REUTERS ET AFP)

E.U. planning a system to evade Iran sanctions

The payment mechanism would shield companies in business with Tehran

BY PETER EAVIS

The United States has long used its economic and financial power to pursue its foreign policy goals. Often, these interventions have interfered in the activities of foreign companies and, in some cases, frustrated the United States' closest allies.

But a week ago the European Union announced a novel plan to evade Washington's reach.

Federica Mogherini, the European Union's top diplomat, said the bloc was setting up a "special payments entity" that would work to shield non-American companies from the United States' economic actions against Iran. President Trump this year abandoned a nuclear deal with Iran, which included Britain, China, France, Germany and Russia, and his administration has been reimposing sanctions as it seeks to extract concessions from Tehran.

Big questions loom over the European Union's plan to create a money-transfer system to help Iran. Among them: Can this entity help sustain a meaningful amount of trade with Iran? Can it be safeguarded from the United States' financial sleuths? Will it require significant use by two of America's biggest adversaries, China and Russia, to really work?

The stakes are high for both sides.

The Trump administration can be expected to fight any attempt to financially support Iran. The Treasury Department said in an emailed statement this past week that the European effort was being monitored: "We will carefully review alternative measures being considered to circumvent our sanctions and are confident that we can prevent evasion." Secretary of State Mike Pompeo described the mechanism as "disastrous policy."

But the European Union is eager to show that Mr. Trump cannot undermine its most important foreign policy achievements. Defending the Iran accord is an opportunity to do just that. The European Union sees the new system as a way to sustain trade with Iran, in part, to help keep that country's frail economy from going into a tailspin.

The mechanism is simple in purpose if not execution: Provide a way for companies to move money in and out of Iran when Western banks won't do that. It also faces plenty of skeptics.

Some analysts said the European Union most likely did not expect the payment system to fully develop. Instead, they said, the mechanism is more a gesture by Europe to help persuade Iran to stick with the nuclear deal.

But others said the United States ought not to underestimate the commitment of the Europeans, particularly that of Ms. Mogherini, who was involved in the 2015 negotiations that sought to limit Iran's nuclear program.

"She was the one who closed the nuclear deal on the European side," said Jacob Funk Kirkegaard, a senior fellow at the Peterson Institute for International Economics. "The payments vehicle is not just a political gesture. For her, it's much more personal."

Perhaps the biggest challenge to the European effort is that large Western companies won't need the payment entity because they simply won't be doing any business with Iran. Scores of multinational companies pulled away from Iran after the United States withdrew from the nuclear deal and won't want to risk penalties.

"We don't want to take the risk that Total could be torpedoed by President Trump," Patrick Pouyanné, chief executive of Total, a French oil company, said in an interview.

Total had planned to invest in Iran but shelved those plans this year. For many large businesses, ancillary concerns — such as whether they can get insurance coverage for their shipments — played a role. "For us, it does not work, I am sure," Mr. Pouyanné said when asked about the payments entity.

Financial, as well as reputational, risks abound. Multinational companies recall the big fines and scorching headlines that European banks suffered a few years ago to settle accusations that they had evaded the United States' sanctions against Iran. It was reported in the past week that United States authorities may soon hit Standard Chartered, a British bank, with new penalties related to past Iran business.

And France added yet another twist in relations with Iran when it recently froze the assets of Iran's spy ministry after linking it to a foiled bomb plot planned for June. France maintains that it can punish Iran for hostile acts but still remain in the nuclear deal. The Trump administration has decided the United States cannot.

The European Union faces a potentially huge obstacle: Banks may not want to have any connections with the payments entity.

Banks doing business with it could be subject to American penalties. And if Western banks don't connect to the entity, European companies will have no way of getting money in and out of the payments mechanism.

The European Union could try to use a government-owned institution, like its lending arm, the European Investment Bank, to process payments in and out of

The Trump administration can be expected to fight any attempt to conduct business with Iran.

the entity. But that institution would most likely be vulnerable to United States sanctions as well.

Even if the European Union could set up the system, it would have to convince companies that it was reliable — and so secure that the United States government could not penetrate it.

The big question is whether large Chinese and Russian companies would use the entity for business that is targeted by the United States, like trade in oil and gas products.

China already has much experience doing business in Iran under United States sanctions, and it appears to have set up a payments channel. According to a prominent Iranian businessman who was quoted in an article by The New York Times in 2016, China's Bank of Kunlun has helped make payments in and out of Iran. (It is also a target of the United States' sanctions.)

The danger for the United States is that the payments mechanism gives the European Union experience operating outside Washington's sphere of influence and becomes a permanent part of the international payments system.

The Treasury Department email this week showed the United States' concern, and the Trump administration may soon have to decide to respond. Erich Ferrari, a lawyer who specializes in United States sanctions law, said the Trump administration could impose sanctions directly on the entity or pressure private companies not to use it.

"It's going to be a showdown," Mr. Ferrari said. "How far does the U.S. want to push this?"

Former Iraqi ISIS prisoner awarded Nobel Peace Prize

The Arab Weekly staff

London

Yazidi campaigner Nadia Murad and Congolese doctor Denis Mukwege have been awarded the 2018 Nobel Peace Prize for their work in combating sexual violence in conflicts zones around the world.

The campaigners were honoured for their “efforts to end the use of sexual violence as a weapon of war,” Nobel Peace Prize Committee Chairwoman Berit Reiss-Andersen said. “A more peaceful world can only be achieved if women and their fundamental rights and security are recognised and protected in war.”

Murad and Mukwege will formally receive the award December 10 in Oslo, Norway.

Murad, 25, was recognised for her work highlighting the plight of the more than 100,000 Yazidis attacked, killed and enslaved by Islamic State (ISIS) fighters during their insurgency in Iraq and Syria.

Murad is only one of a limited number of Nobel laureates from the Middle East since the annual award was given beginning in 1901.

Mukwege, a 63-year-old gynaecologist, received the award for his more than two decades of work helping women recover from the violence and trauma of sexual abuse and rape in eastern Democratic Republic of Congo.

“They have both put their own personal security at risk by courageously combating war crimes and securing justice for victims,” the Nobel committee said in announcing the award.

“Both laureates have made a crucial contribution to focusing attention on, and combating, war crimes. Denis Mukwege is the helper who has devoted his life to defending these victims. Nadia Murad is the witness who tells of the abuses perpetrated against herself and oth-



ers,” the committee said. “Each of them in their own way has helped to give greater visibility to war-time sexual violence so that the perpetrators can be held accountable for their actions.”

Murad is only one of a limited number of Nobel laureates from the Middle East since the annual award was given beginning in 1901 and the first Yazidi to be so honoured. She is the second youngest to have received the award, after Malala Yousafzai, who received the Nobel Peace Prize when she was 17 in 2014.

Prior to the 2014 purge of Sinjar by ISIS fighters, Murad lived in the relatively unremarkable village of Kocho. However, after being taken prisoner, she was enslaved and transferred to ISIS’s Iraqi stronghold of Mosul where she described being beaten, burned with cigarettes and raped when trying to escape.

Murad witnessed Yazidis being forced to renounce their religion. With most of the men killed, Murad saw their children being conscripted and forced to train as ISIS fighters. Thousands of women were forced into involuntary labour and sexual slavery.

Describing the experience to the United Nations in 2016, human rights lawyer Amal Clooney characterised the genocide, rape and trafficking of Yazidis by ISIS as a “bureaucracy of evil on an industrial scale.” She said the slave market extended to the internet.

Like thousands of other Yazidi

women, Murad was forcibly married to an ISIS fighter, beaten and made to wear makeup and tight clothes. However, with the help of a sympathetic Muslim family from Mosul, Murad was provided with false paperwork and crossed dozens of kilometres into Iraqi Kurdistan, where she joined other displaced Yazidis in camps.

There, she learnt that six of her brothers and her mother had been killed.

Since then, Murad has established a new life in Germany where she campaigns for what she calls, “our peoples’ fight,” becoming a well-known spokeswoman for the Yazidi people.

In 2016, along with her friend Lamiya Haji Bashar, she was awarded the European Union’s Sakharov human rights prize. The same year she was named the first Goodwill Ambassador for the Dignity of Survivors of Human Trafficking of the United Nations.

Her book, “The Last Girl: My Story of Captivity and My Fight Against the Islamic State,” was published in 2017.

Murad and Mukwege were selected from a list of 331 Nobel Peace Prize candidates, including Pope Francis and the leaders of North Korea and South Korea, Kim Jong-un and Moon Jae-in, who were considered for their efforts in de-escalating tensions between their two countries.

Nadia Murad, des chaînes de l'EI au prix Nobel

La jeune femme, réduite à l'esclavage en Irak, a réussi à s'enfuir et devenir porte-parole des femmes yézidies

Il y a quatre ans, le village de Kocho, dans la région yézidie de Sinjar, en Irak, se réveillait dans la panique et le fracas des armes. C'était un 3 août et il faisait chaud. Des djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) fondaient sur les villages habités par les membres de cette minorité religieuse non musulmane. Les villageois de Kocho n'ont pas fui. Mais, sommés de se convertir à l'islam, ils refusent.

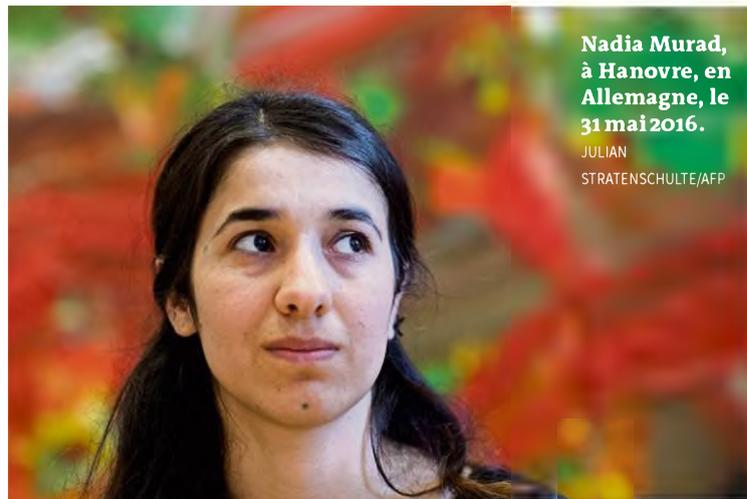
Les hommes sont massacrés, leurs cadavres entassés dans des fosses communes. Les jeunes garçons sont enrôlés de force, transformés en bêtes de somme pour les assassins de leurs pères. Les jeunes filles et les femmes sont réduites en esclavage, promises à une vie de tortures et de viols. Nadia Murad était parmi elles. Elle avait 21 ans.

C'est une survivante qui a reçu le prix Nobel de la paix 2018, vendredi 5 octobre. Après avoir remporté sa récompense, la jeune femme a rappelé que « cela n'a pas été évident pour [elle] de parler de ce qui [lui] est arrivé parce que ce n'est pas facile, particulièrement pour les femmes au Moyen-Orient, de dire qu'on a été des esclaves sexuelles ». Le prix Nobel « signifie beaucoup, a-t-elle ajouté. Pas seulement pour moi mais pour toutes ces femmes en Irak et dans le monde entier » qui ont été victimes de violences sexuelles.

Vendue et violée

Après avoir été emmenée de force à Mossoul, la « capitale » irakienne de l'EI, Nadia Murad a été vendue, revendue, violée et torturée, encore et encore. Avec le concours d'une famille musulmane de la ville, elle parvient, comme de trop rares jeunes femmes yézidies, à échapper à ses bourreaux. Elle traverse les lignes de front et trouve refuge au Kurdistan irakien, où des centaines de milliers de yézidies de la région de Sinjar sont déplacées.

Les moins fortunés vivent dans des camps de tentes. Les autres s'installent dans les villes de la ré-



Nadia Murad, à Hanovre, en Allemagne, le 31 mai 2016.

JULIAN STRATENSCHULTE/AFP

gion. Mais la grande majorité partage le même et unique espoir, celui d'obtenir un statut de réfugié, afin de se rendre en Europe et de laisser définitivement derrière eux la terre qui les a engloutis.

Certains, toutefois, s'organisent. A Dohuk, une ville kurde située au nord de Mossoul et dans les environs de laquelle de nombreux yézidies sont réfugiés, des militants originaires de Sinjar, jeunes pour la plupart, fondent l'association Yazda en 2014, avec le soutien de militants américains. Nadia Murad se rapproche d'eux. Elle devient bientôt, avec le soutien de Yazda, le visage de la communauté.

L'organisation s'illustre par son indépendance. Elle tient tête aux autorités du Kurdistan irakien, qui tentent de limiter ses activités, celles-là mêmes qui étaient censées protéger Sinjar et qui ont abandonné les yézidies à leur sort en août 2014, rendant possibles les horreurs endurées par cette communauté. Loin de faire amende honorable, elles misent sur le martyre des yézidies, de langue et de culture kurdes, pour attirer la sympathie de la communauté internationale.

Yazda pousse Nadia Murad à devenir la porte-parole des femmes yézidies. Inlassablement, elle fera sienne la mission de rap-

« Le Nobel signifie beaucoup, dit Nadia Murad. Pas seulement pour moi mais pour ces femmes en Irak et dans le monde entier » victimes de violences sexuelles

pler au monde que des milliers d'entre elles restent en captivité, souvent avec leurs enfants. Comme de nombreux yézidies, Nadia Murad s'installe en Allemagne et commence à intervenir dans les plus grandes instances internationales.

En décembre 2015, elle s'exprime devant le Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) et exhorte les gouvernements du monde à prêter attention aux souffrances des siens et en particulier au sort des femmes et des enfants yézidies disparus après avoir été enlevés par l'EI. En 2016, elle est nommée ambassadrice de bonne volonté de l'ONU pour la dignité des survivants de la traite des êtres humains. A la fin de 2017, elle reçoit, avec une autre militante yézidie, Lamia Haji Bachar, le prix Sakharov.

LE CONTEXTE

SINJAR, CIBLE DES DJIHADISTES

Quelque 400 000 personnes ont été déplacées à la suite de l'attaque de l'organisation Etat islamique (EI) sur Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak, en août 2014. Plusieurs centaines de yézidies ont été massacrées par les djihadistes de l'EI et leurs alliés locaux en août 2014. Aucun bilan définitif n'a été établi. L'organisation Yazda estime à près de 3 000 le nombre de femmes et d'enfants yézidies enlevés par l'organisation Etat islamique. Soixante-huit fosses communes ont été documentées dans la région de Sinjar par l'association.

Un an plus tard, la guerre contre l'organisation Etat islamique passe pour être gagnée. Les djihadistes ont été chassés de Mossoul, de Rakka, de Sinjar. Du califat, il ne reste que quelques lambeaux de territoire, mais les ravages causés par le groupe djihadiste continuent de travailler les sociétés traumatisées sur lesquelles il a régné, entre l'Irak et la Syrie.

Le président irakien, le Kurde Barham Saleh, élu le 2 octobre, a déclaré que le prix Nobel de la paix de Nadia Murad était « une fierté pour tous les Irakiens », mais que dans les camps de tentes – où l'hiver est rude et l'été épuisant – les yézidies déplacées rêvent toujours d'Europe.

Dans chaque famille de cette communauté, désormais dispersée aux quatre vents de l'exil, subsiste à jamais le souvenir d'un enfant enlevé et jamais retrouvé, d'un viol, d'une torture, d'une maison en ruine, du cadavre d'un être aimé, d'un pays perdu qu'aucune distinction, aussi prestigieuse soit-elle, ne rendra. ■

ALLAN KAVAL

Iran. Pourquoi Trump va gagner son pari

Même si de nombreux États veulent préserver l'accord sur le nucléaire et maintenir des relations économiques avec Téhéran, cela ne sera pas possible face à l'acharnement américain et aux dissensions internes de l'Iran.



— **Foreign Policy** (extraits)
Washington

Le 24 septembre, Javad Zarif, le ministre des Affaires étrangères iranien, flanqué de Federica Mogherini, la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, a annoncé en souriant un plan complexe pour saper les efforts de Trump et sauver l'accord nucléaire de 2015 avec l'Iran. Il a notamment proposé un "mécanisme spécial" permettant de contourner les sanctions financières des États-Unis. Dans une déclaration commune à laquelle ces pays ne nous avaient pas habitués, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Russie et la Chine se sont déclarées favorables à ce plan.

Le lendemain, Trump, arborant sa grimace désormais bien connue de froid commandement, a déclaré devant une Assemblée générale muette qu'il n'allait pas se contenter de démolir l'"horrible" accord nucléaire iranien. Il allait aussi imposer de nouvelles sanctions importantes, qui semblent avoir pour but de provoquer l'effondrement du régime. Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, Trump a pour ainsi dire qualifié d'illégitimes les dirigeants de l'Iran, affirmant qu'ils ne faisaient que "semer le chaos, la mort

et la destruction. Nous demandons à tous les pays d'isoler le régime iranien" et de lui refuser "les fonds dont il a besoin pour mener à bien ses projets sanguinaires".

Asphyxier l'Iran. De toute évidence, Trump ne lançait pas un appel, il exigeait. Il imposait un nouveau décret au reste du monde – et comme il l'a dit clairement, pas seulement en vue de l'isolement économique de l'Iran. La politique de Trump revient pratiquement à asphyxier l'Iran, notamment en le privant de sa ressource financière essentielle, les ventes de pétrole.

Les États-Unis se positionnent désormais contre presque tous les autres pays du monde sur l'Iran, et en particulier contre une Europe qui a rarement été aussi unie. Pourtant, force est de constater que Trump va probablement gagner la partie. Malgré les efforts de Mogherini et des principales puissances européennes pour préserver la capacité de l'Iran à vendre son pétrole, de nombreux analystes doutent que l'accord nucléaire adopté par le Conseil de sécurité de l'ONU survive à l'attitude butée des États-Unis au-delà de la fin de l'année.

La question de la volonté politique européenne va se poser avec plus d'acuité encore dans

les mois qui viennent, car Trump semble prêt à imposer un ultimatum lorsqu'il passera à la prochaine série de sanctions, début novembre. Ce sera alors "avec nous ou contre nous".

De nombreuses grandes entreprises européennes, en particulier Deutsche Telekom, Airbus, Total, les constructeurs automobiles Peugeot et Renault, ainsi que les sociétés allemandes Siemens et Daimler ont mis fin à leurs activités en Iran. L'armateur et transporteur danois A.P. Møller-Mærsk fait partie des grands groupes qui prévoient d'arrêter de transporter le pétrole iranien.

Les sanctions des États-Unis menacent de priver d'accès au système financier américain toute société qui effectuera une transaction pétrolière avec l'Iran. Pour la plupart des grands groupes internationaux, être coupés du marché américain, et surtout d'un système financier planétaire dominé par les Américains, serait la mort assurée. Cette perspective a dissuadé les États européens d'invoquer la "loi de blocage" de l'UE, qui permet théoriquement aux sociétés de contourner les sanctions américaines.

Illusions européennes. "Avec la deuxième vague de sanctions américaines, chaque entreprise [non américaine] doit choisir soit de faire des affaires avec les États-Unis, soit de commercer avec l'Iran. Pour presque toutes ces entreprises, ce n'est pas un vrai choix", commente Matthew Kroenig, spécialiste des sanctions et de la non-prolifération [des armes nucléaires] à l'université de Georgetown. Kroenig a souvent défendu une position intransigeante face à l'Iran. "L'accord nucléaire iranien a été enterré dès que les États-Unis ont annoncé qu'ils s'en retireraient, souligne-t-il. Les Européens se faisaient

des illusions s'ils croyaient pouvoir le sauver."

Cependant, les États européens sont peut-être à deux doigts de pouvoir conserver l'accord iranien, dénoncé par les États-Unis, en le mettant sous assistance respiratoire pendant un certain temps. Cela passerait à la fois par le système bancaire international Swift – dont l'Iran reste partenaire depuis que l'accord nucléaire de 2015 a été signé – et par un "mécanisme spécial" qui constituerait une sorte de système de troc. Dans le cadre d'un tel mécanisme, le pétrole iranien pourrait être échangé contre des marchandises européennes, sans que de l'argent ne change de mains.

Tant que l'Iran fera partie du réseau interbancaire Swift, qui relie entre elles plus de 11000 institutions financières de par le monde, il pourra trouver des moyens de faire sortir de l'argent de ses frontières. Mais par le passé, ce réseau établi en Belgique a déjà cédé aux pressions américaines, excluant l'Iran du système financier américain dans le cadre des sanctions décidées par le gouvernement Obama en 2012. Perdre de nouveau l'accès à Swift entraverait considérablement la capacité commerciale de l'Iran.

Reste à savoir si ces solutions ponctuelles vont suffire à maintenir en vie l'économie iranienne. "Les sociétés qui ont déjà quitté l'Iran ou qui prévoient de s'en aller ne vont pas revenir pour autant, fait valoir Nicolas Véron, un économiste français. Mais grâce à cela, l'Iran pourrait garder la capacité de vendre son pétrole. Le principe est simple : cela crée un écran, car ceux qui achèteront du pétrole à travers ce mécanisme ne feront de transactions avec aucune des sociétés visées par les sanctions américaines."

Pour contrecarrer le nouveau système, le gouvernement Trump devrait dans les faits sanctionner l'UE – et malgré le discours caustique du président envers l'Europe, il n'est pas certain qu'il soit prêt à aller si loin. Cela étant, à en croire Richard Nephew, un ancien fonctionnaire du département d'État américain qui a aidé à négocier l'accord nucléaire, en créant ce mécanisme l'Europe "n'a pas encore gagné la partie. Rien n'indique que les Européens fassent ce qu'il faut pour la gagner".

Le fait que des responsables du

gouvernement Trump aient fustigé les Européens à propos de leur plan, mardi, ne facilite pas les choses. Ainsi, le secrétaire d'État, Mike Pompeo, a estimé que le "mécanisme spécial" ne ferait qu'aider l'Iran à financer le terrorisme. À New York, Pompeo n'a pas mâché

Le pétrole iranien pourrait être échangé contre des marchandises européennes.

ses mots, accusant le régime de Téhéran d'être un "hors-la-loi" qui "méprise ouvertement la philosophie des Nations unies" et mène depuis quarante ans une politique consistant à utiliser sa richesse pétrolière non pas pour son propre peuple, mais pour financer les "agents" du terrorisme, depuis l'Europe jusqu'à l'Afrique en passant par l'Asie et l'Amérique du Sud.

Pompeo semblait également appeler à un changement de régime en Iran, lançant au peuple iranien : "Vous méritez mieux que cette → 22 20 ← révolution stérile imposée par des dirigeants corrompus."

Pour l'instant, l'Iran continue à respecter l'accord nucléaire et semble observer la plupart de ses principales obligations, d'après

certains experts. Se conformer à l'accord est la seule manière pour lui d'obtenir les avantages économiques qui lui avaient été promis avec la levée d'une grande partie des sanctions en 2016. Et Rohani sait que si l'Iran renonce à l'accord, l'UE rétablira les sanctions.

Radicalisation. Néanmoins, le dirigeant iranien va finir par devoir dénoncer cet accord boiteux, estiment certains analystes. Rohani, dans son discours devant l'ONU, a une nouvelle fois appelé Trump à revenir dans l'accord (tout en l'accusant d'avoir un "tempérament de nazi"). Mais le président de la République islamique est confronté à de sérieux problèmes politiques sur le plan intérieur. Après s'être présenté sur un programme d'ouverture de l'Iran au reste du monde, il est en butte aux critiques à la fois des ultras du régime et d'une population agitée, qui espérait être dans une meilleure situation aujourd'hui, trois ans après la négociation de l'accord nucléaire.

Fin août, pour la deuxième fois seulement de son histoire, le Parlement iranien a voté contre l'ordre du jour présidentiel. Il rejetait ainsi les mesures économiques de Rohani, qui visaient à atténuer les effets des sanctions américaines, nouvellement rétablies. "Certes, nous avons fait des erreurs, par le

passé et plus récemment", a alors reconnu un Rohani humilié.

En menaçant l'Iran d'une récession, la reconduction des sanctions a porté un coup très dur à sa monnaie, le rial, qui a perdu environ les deux tiers de sa valeur cette année et vient de plonger une nouvelle fois face au dollar cette semaine.

La Chine, la Turquie et quelques autres pays continuent à braver Trump en achetant du pétrole iranien, ce qui laisse à penser que si quelques pays ne cèdent pas aux pressions américaines, le principal secteur économique de l'Iran pourrait se maintenir à flot.

Mais un par un, des pays cessent de commercer avec Téhéran, craignant les représailles américaines. Dernière en date, l'Inde, après avoir défié Washington dans un premier temps, semble maintenant décidée à ramener ses achats de pétrole iranien à zéro. Qui des États-Unis ou de l'Europe cédera le premier? La survie de l'accord dépend de cette confrontation. Et au fil des mois, l'Iran va être de plus en plus tenté de relancer secrètement son programme nucléaire.

"D'après ce que j'ai compris, les inspecteurs [de l'Agence internationale de l'énergie atomique] n'ont déjà plus accès aux sites sur lesquels ils devraient pouvoir se rendre", explique David Albright, un spécialiste américain du nucléaire. "Ce qui est

inquiétant, c'est que les Européens eux-mêmes ne sont pas en mesure de faire pression sur l'Iran pour l'obliger à respecter l'accord, poursuit-il. Les Iraniens trichent sans doute de façon en plus, discrètement. Alors les Européens sont coincés."

Alors Donald Trump aura gagné – ou semblera avoir gagné. Car si le traité devenait lettre morte, cela aurait sans doute pour conséquence de radicaliser encore davantage l'Iran. Or ce pays est actuellement plus fort dans la région qu'il ne l'était en 2013 quand les négociations sur un accord nucléaire ont été entamées. Plus fort, et tout aussi désireux d'acquiescer la bombe.

— Michael Hirsh

Publié le 25 septembre

SOURCE



FOREIGN POLICY

Washington, États-Unis

Bimestriel, 75 000 ex.

foreignpolicy.com

Fondé en 1970 dans le but de

"stimuler le débat sur les questions essentielles de la politique étrangère américaine", Foreign Policy a longtemps été une revue académique avant de devenir un bimestriel en 2000.

AFP

Turquie : sept soldats tués dans un attentat

Istanbul, 4 octobre 2018 (AFP)

SEPT SOLDATS TURCS ont été tués jeudi dans l'explosion d'une bombe artisanale déclenchée par des séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie, ont rapporté les autorités locales et l'agence de presse étatique Anadolu.

Un premier bilan avait fait état de quatre morts et cinq blessés, mais trois de ces derniers ont succombé à l'hôpital, selon un communiqué du gouvernorat de Batman, la province où a eu lieu l'incident.

L'explosion s'est produite vers 06H00 du matin (03H00 GMT) au passage d'un véhicule militaire, a ajouté le gouvernorat.

Le bureau du gouverneur de Batman, cité par Anadolu, a imputé cet attentat au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Une vaste opération a été déclenchée pour arrêter les "terroristes" responsables de l'attaque, affirme dans son communiqué le gouvernorat.

Le sud-est de la Turquie est en proie à des violences quasi-quotidiennes depuis la reprise de la lutte entre le PKK et les autorités turques après la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu qui visait à mettre fin à un conflit ayant fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

L'ambassade des États-Unis à Ankara a condamné cette attaque.

"Les terroristes du PKK doivent mettre fin à ces actes. Nous nous tenons aux côtés de la Turquie face au terrorisme", a-t-elle écrit sur son compte Twitter.



Cette condamnation survient à un moment où la Turquie reproche aux États-Unis leur soutien aux milices kurdes en Syrie considérées par Ankara comme la branche syrienne du PKK.

Washington voit dans ces milices la force la plus efficace sur le terrain contre les jihadistes du groupe Etat islamique. ●

Jusqu'où la dérive de la démocratie turque peut-elle aller ?

Par Recueilli par Marianne Meunier
La Croix / 9 octobre 2018

Asli Erdogan Auteure turque Une nouvelle audience doit se tenir aujourd'hui à Istanbul dans le cadre du procès d'Asli Erdogan. L'écrivaine, qui a passé quatre mois en prison, est accusée de « propagande terroriste » pour ses chroniques publiées dans le quotidien kurde « Özgür Gündem » et risque la perpétuité. Exilée à Francfort, elle est devenue la porte-parole de la résistance au pouvoir turc.

Pourquoi ne comptez-vous pas vous rendre à votre nouvelle audience ?

Asli Erdogan : Lorsque j'étais en Turquie, j'allais à mon procès pour donner une bonne impression au juge et pour rencontrer les autres prisonniers liés à mon cas. Mais désormais, ils sont sortis. Et ce procès n'a plus d'intérêt, tant les procès sont nombreux. Aussi, il n'y a rien d'illégal à ce que je ne m'y rende pas.

Jusqu'où la dérive de la démocratie turque peut-elle aller ?

A. E. : Je ne sais pas, mais la grande crainte est qu'elle soit sans fin. Recep Tayyip Erdogan est en train de mettre sur pied un régime fasciste. Il a construit sa propre force militaire, l'une des conditions d'un régime fasciste. Il vient de faire passer une loi exemptant de toute enquête judiciaire et de tout procès quiconque ayant commis un crime pour défendre le gouvernement. C'est du fascisme absolu !

Considérez-vous, comme certains, que ce régime est imprévisible ?

A. E. : Oui. Beaucoup d'avocats, qui m'ont rendu visite en prison et avaient travaillé à l'époque du régime militaire (1980-1983, NDLR) m'ont dit que ces années étaient plus faciles car, d'une certaine manière, il y avait alors plus de justice. Les juges militaires voy-

aient des ennemis partout et condamnaient des innocents, certes, mais ils avaient du respect pour leur profession et demandaient vraiment des preuves. Ceux qui étaient condamnés appartenaient vraiment à des organisations politiques – c'est une autre discussion de savoir si c'est un crime. Avec les militaires, c'était noir ou blanc. Ils disaient « fini les droits de l'homme, fini la démocratie ». Nous connaissions les limites. Maintenant, n'importe qui peut aller en prison, n'importe quand, pour un crime qu'il ignore avoir commis, et être condamné à la perpétuité. Le système judiciaire s'est totalement effondré : 4 000 juges ont été renvoyés, 2 000 sont allés en prison, un juge a même été arrêté pendant une audience ! Du coup, de jeunes diplômés sont recrutés, sans expérience. À chacune de mes audiences, il y avait une équipe judiciaire différente et la moyenne d'âge était de 26 ans. Je n'ai même pas pu voir le juge auquel j'ai présenté ma défense. Ces juges sont des produits de l'AKP (le Parti de la justice et du développement, au pouvoir, NDLR), ils n'ont aucune notion de la loi.

Recep Tayyip Erdogan restera-t-il au pouvoir à vie ?

A. E. : Selon certains spécialistes, aucune dictature ne s'est achevée par des méthodes démocratiques. Et je ne crois pas qu'Erdogan soit du genre à dire « merci beaucoup, je vous ai servis, maintenant il est temps de changer ». Il ne va pas abandonner son palais aux 1100 pièces si facilement. Mais comment cela va-t-il évoluer, c'est très difficile à dire.

La tradition électorale est ancienne en Turquie. Ne pensez-vous pas qu'elle peut être une limite à ce scénario d'une présidence à vie ?

A. E. : Oui, mais d'un autre côté, les Turcs ont massivement approuvé la Constitution à l'époque du régime militaire. Il est plus facile de manipuler la société turque que la société française. Elle lit moins, et la télévision est très puissante, étant à 100 % contrôlée par Erdogan, de même que la presse, sauf un ou deux journaux. Quant aux réseaux sociaux, ils sont encore plus contrôlés que tout. Rien que parce qu'elles ont critiqué la situation économique sur Twitter, des centaines de personnes ont vu leur appartement saccagé. Le plus important, ce sont les changements dans le système d'éducation. Aujourd'hui, il est plus facile d'intégrer des établissements religieux et plus difficile d'ouvrir des établissements laïcs. Dans quelques années, 50 %



L'auteure turque Asli Erdogan. (Photo Arne Dedert/ Picture-Alliance/DPA/AP)

des étudiants entreront dans des établissements religieux. Une nouvelle génération va venir, une génération AKP, très endoctrinée, qui n'aura connu que le régime Erdogan et considérera que c'est la démocratie !

Vous êtes devenue la représentante des intellectuels turcs résistant au président Erdogan. Ne craignez-vous pas de faire oublier tous ceux qui luttent mais n'ont pas la parole ?

A. E. : Mon histoire n'est pas la seule qui soit racontée. Je participe à des événements au sujet d'Ahmet Altan, d'Osman Kavala (2)... Mais il est impossible de faire connaître la vie de plus de 150 000 personnes arrêtées en deux ans. Il faut des symboles. C'est pourquoi je souligne toujours que je suis la plus chanceuse, et que beaucoup d'histoires ne seront jamais entendues. C'est pourquoi aussi je ne refuse aucun appel, aucune interview. L'autre jour, j'étais censée participer à une lecture très importante en Allemagne, mais je suis venue à Paris pour parler d'Ahmet Altan. J'étais fatiguée, j'ai de gros problèmes de santé, je suis quelqu'un de timide, je n'aime pas être dans la presse, mais il faut bien porter la croix. Je suis prise dans ce mouvement et je ne prends pas en compte ce qui est le mieux pour moi. Je pourrais rentrer en Turquie et me taire. Mais là encore, je ne me compromets pas. Je m'excuse souvent auprès de ceux qui combattent en politique depuis quarante ans et qui ne sont pas dans la lumière. J'ignore pourquoi les autorités turques ne peuvent me tolérer, et je crois qu'elles ont compris qu'elles avaient fait une erreur. Elles voulaient que mon cas soit oublié ! ●

Update: Kurdistan and the battle over oil

No end is in sight in the fight over control of the oil-rich region of Iraq

BY THE NEW YORK TIMES

In an election that did not capture the attention of most of the world, residents of the semiautonomous Kurdistan region of Iraq voted in a parliamentary election last Sunday — a year after a failed vote for independence. The election, whose results have been hotly debated, is the latest chapter in the long and tortured struggle over control of the oil-rich region.

The Times talked to Janine di Giovanni for an update on the conflict in Kurdistan and its meaning to the oil and gas industries. Ms. di Giovanni is a senior fellow at the Jackson Institute for Global Affairs at Yale University. She has worked for over 30 years as a reporter in conflict zones in the Balkans, Africa and the Middle East. Her most recent book, "The Morning They Came For Us: Dispatches From Syria" has been translated into 26 languages. The conversation has been edited and condensed.

What makes Kurdistan — and Kurdish oil — so important?

Kurdistan is crucial because of its vital location — straddling Iran, Syria, Turkey and Iraq. Ever since the Kurds were denied their own state after World War I, they have been focused on a search for self-determination. The Kurds' key leverage is oil: Kurdistan has roughly one-third of Iraq's total oil reserves, much of it located under the sands near the city of Kirkuk, which was once a stronghold of the Islamic State in Iraq and Syria (ISIS.)

Kurdistan's neighbors — with their own restive Kurdish minorities — worry that oil will fuel the Kurdish push for independence from Iraq. Kurdish autonomy, they fear, would destroy the already precarious equilibrium in the region. Kurdish statehood is the last thing the Iranians, the Turks and the Iraqis want.

Less than a decade ago, Kurdistan was being heralded as the new Dubai. What happened?

Well, first and foremost, the Islamic State happened. Although ISIS (also known as ISIL, for the Islamic State of Iraq and the Levant) was years in the



Making it work
Above, an Iraqi oil employee checks pipelines at the Bai Hassan oil field, west of the multi-ethnic northern Iraqi city of Kirkuk in October. Below, Barham Salih, Iraq's new president, during the inauguration ceremony in Baghdad on Wednesday.

making; by late June 2014 its impact on Kurdistan was huge. I was in Baghdad back then and recall the media reports

that ISIS fighters were within 30 miles of Irbil, the capital of Iraqi Kurdistan. Having fighters so close terrified the oil expatriates who had gone to Kurdistan and turned it into a petroleum boomtown. The parties ended. The construction stopped. Shopping malls and the high-rise apartments were left half built as oil prices plummeted.

In short, Kurdistan's economy was hit by the financial and humanitarian costs of the war against ISIS and a collapse in business confidence. This led to an exodus of international oil companies and other key investors. The result was a severe financial crisis from which the region has yet to recover. Oil prices have bounced back, but it has become clear that Kurdistan's oil reserves were over-

stated and that the region's production is not sufficient to cover its operational costs.

How did the failed independence referendum impact Kurdistan's oil output, and what's the situation like now?

The 2017 referendum was catastrophic in terms of the Kurdish economy and oil production. Shortly after 92 percent of Kurds voted to leave Iraq, Baghdad and the regional countries responded harshly. The most brutal response was that the disputed oil producing city of Kirkuk fell to Iraqi forces. The city was taken out of the Kurds' hands after they had fought a hard battle to liberate it from ISIS. It was a bitter humiliation, a political suicide for Kurdish leader Masoud Barzani, who resigned. But most of all, it denied the Kurds of the Kirkuk oil.



What's keeping Kurdistan from reaching its full oil-production potential?

In my view, there are two key factors going on. The first is corruption, which is endemic to the region and embedded in the society. Then there's Kurdistan's complex internal politics; chiefly between the main Kurdistan Democratic Party (K.D.P.) and the Patriotic Union of Kurdistan, as well as with smaller fringe groups. Those two major parties, who've both been accused of graft, each look in different directions for patronage and support. The P.U.K. to Tehran, while the K.D.P. is traditionally more aligned with Baghdad, the United States and Western-aligned regional countries. And these rivalries have important petroleum implications.

How so?

Take a recent 2016 export agreement. Two years ago, as internal political rivalries worsened within Kurdistan, its regional government (officially the Kurdistan Regional Government or K.R.G.) and Baghdad agreed to export 150,000 barrels of oil per day through Kurdish pipelines to the Turkish port of Ceyhan.

The resulting revenue was to be shared by both governments and marked an important new era in relations between the Iraqi and Kurdish leaders. Yet the agreement only exacerbated internal Kurdish tensions. The P.U.K. accused the K.D.P. of lacking transparency; the K.D.P. accused the P.U.K. (who had always been close to Tehran) of selling Kirkuk's oil via trucks to Iran, and keeping the money for themselves.

Are you optimistic about the future of Kurdistan to ultimately develop as both a nation and major oil producer.

I would like to be, because I love Kurdistan — I love Iraq. I've been working there since the time of Saddam Hussein. But signs are not positive. In January, the United States Institute of Peace issued a report that said that Kurdistan was on the brink of "economic collapse." A rapid solution is needed, and will most likely have to come from the central government in Baghdad, to reassure investors that they are needed to rebuild Kurdistan after ISIS tore it to shreds. The only way for that to happen is for the two to renegotiate Kurdish oil policy and revenue sharing in terms of the Iraqi na-

tional budget. That is the core of it.

In terms of Kurdistan becoming independent, the country must develop core institutions which they have failed to do — there must be rule of law and transparency and the level of corruption must be crushed. Both Baghdad and Irbil point fingers and offer accusations, but the lack of transparency is at the core of the distrust.

Iraq has a Kurdish president, Barham Salih, as part of the new government in Baghdad. How might this new leadership change things?

The post of president is largely ceremonial and always goes to a Kurd under an unofficial agreement following the fall of Saddam Hussein. Mr. Salih is a moderate Kurd and former P.U.K. deputy, and there is hope in him; following his election, the Iraqi foreign minister spokesman, Ahmed Mahjoub, announced, "Iraq is starting a new phase, a new era." Mr. Salih is a British-educated engineer and an avid supporter of higher education for the young, which is desperately needed to get the economy back on track. Mr. Salih is also well-regarded in Washington. ●



OCTOBER 9, 2018

Turkey arrests over 150 Kurdish politicians, journalists, and activists

Ari Khalidi / October 09-2018 <http://www.kurdistan24.net>

ERBIL (Kurdistan 24) – Turkish authorities on Tuesday arrested at least 151 people, among them activists, members of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), and six journalists across eight provinces.

The sweeping new wave of an ongoing two-year-long crackdown came after operations last week saw 140 taken into custody, as Turkey prepares to go to the ballot box in less than six months for local elections.

Kurdistan 24's bureau in Diyarbakir reported that the detentions were part of an investigation into the Kurdish civic organizations in the city which the Turkish government ties to "terrorism."

HDP said the arrests were "yet another step to institutionalize fascism" by the right-wing coalition of the Islamist-rooted Justice and Development Party (AKP) of President Tayyip Erdogan and its junior partner in the Parliament, the far-right Nationalist Movement Party (MHP).

According to a press release on the party's website, police entered multiple houses "by breaking their doors and putting guns on the head of those wanted by prosecutors" in Diyarbakir, Mardin, Batman, Sirkak, Urfa, Van, Mersin, and Istanbul provinces.

Diyarbakir's central government-appointed Chief Public Prosecutor's Office wrote in a statement that those targeted were affiliates of the banned Kurdistan Workers' Party (PKK), a group designated terrorist by Turkey and its Western allies for leading a decades-long armed uprising for Kurdish self-rule.

There were conflicting numbers regarding the number HDP gave



of those arrested as the Turkish Interior Ministry said 90 were under arrest while the state news agency Anadolu put the figure at 158.

Among those detained were HDP's Diyarbakir provincial Co-chair Mehmet Serif Camci, journalists Kibriye Evren, Abdurrahman Gok, Semiha Alankus, Cihan Olmez, and Islamic theologian Nurettin Turgay.

Gok, a photographer, working for local media, is known in Turkey for documenting frame by frame the shooting to death by Turkish police of student, Kemal Korkut, 23, who was attending Kurdish New Year (Newroz) celebrations in Diyarbakir last year.

According to the HDP's accounts, figures show the number of political detainees and prisoners in Turkey exceed 50,000. ◆

REUTERS

Seven Turkish soldiers killed, three wounded in Kurdish militant attack

October 4, 2018 by Tuvan Gumrukcu -ANKARA (Reuters)

SEVEN TURKISH SOLDIERS were killed and three others were wounded after a roadside bomb in the southeastern province of Batman was detonated by Kurdish militants, security sources said on Thursday.

Kurdistan Workers Party (PKK) militants detonated the improvised explosive during the passage of a military convoy in the Gercus region of the province, the local governor's office said. An operation was launched to capture the perpetrators, it said.

The PKK, considered a terrorist organization by the United States, Turkey

and the European Union, has waged an insurgency against the state since the 1980s. Violence in the largely Kurdish southeast has escalated since the collapse of a ceasefire in 2015.

Separately, the Turkish military said 13 PKK militants were killed in air strikes in northern Iraq's Avasin-Basyan and Zap regions and in Turkey's southeastern province of Siirt in air strikes over the past two days.

Turkey has in recent months carried out strikes on PKK bases in northern Iraq, especially its stronghold in the Qandil mountains, where Ankara has also threatened to carry out a ground offensive. ●

REUTERS

Turkish President Erdogan vows to 'finish' Kurdish militants in Iraq to avenge dead soldiers

October 6, 2018 / ANKARA (Reuters) -

TURKISH PRESIDENT TAYYIP ERDOGAN on Saturday vowed to "finish" Kurdish militants in Iraq's Sinjar and Qandil regions to avenge eight Turkish soldiers killed in a bomb attack in southeastern Turkey earlier this week.

On Wednesday, eight Turkish soldiers were killed and two were wounded after a roadside bomb in the southeastern province of Batman was detonated by outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) militants.

Speaking to members of his ruling AK Party at the start of a two-day summit in the outskirts of Ankara, Erdogan said the PKK would pay the price for the eight soldiers.

"Do we have eight martyrs? Then let those terrorists know that they will pay the price for this with at least 800," he said. "We will finish them by going into their dens, their holes. We will end them in Sinjar and in Qandil."

The comments marked Erdogan's strongest warning of a potential offensive

against Kurdish militants in northern Iraq in recent weeks.

Turkey has in recent months carried out strikes on PKK bases in northern Iraq, especially its stronghold in the Qandil mountains, but warnings of a ground offensive into the area had largely died down following the June elections.

The PKK, considered a terrorist organisation by the United States, Turkey and the European Union, has waged an insurgency against the state since Turkish the 1980s.

Violence in the largely Kurdish southeast has worsened since the collapse of a ceasefire in 2015 and the government has carried out widespread operations to capture the militants in Turkey as well.

Over the past two days, Turkish authorities have detained 137 people over suspected links to the PKK in operations across the nation, the Interior Ministry said on Saturday. ●

ASHARQ AL-AWSAT

October 12, 2018

Syria Kurds Say they Hold 900 Foreign ISIS Militants

12 October, 2018 -Qamishli (Syria)
<https://aawsat.com/>

Syrian Kurdish forces battling ISIS hold around 900 of the terrorist organization's foreign militants, a spokesman said on Thursday, a sharp increase from a previous figure.

In lengthy battles against ISIS in the war-torn

country, the Kurdish People's Protection Units (YPG) have rounded up thousands of alleged ISIS members, Syrian and otherwise.

"Around 900 ISIS terrorists are in our jails... from 44 countries," YPG spokesman Nuri Mahmud told Agence France Presse.

That is a sharp rise from the figure of 520, given by another Kurdish official last month.

"The war is ongoing and until now we are arresting terrorists," Mahmud explained, referring to ongoing battles against ISIS in eastern Syria.

"The numbers have increased over the past months from the battles between our forces and ISIS," he said.

Syrian Kurds also hold 550 women and around 1,200 children from the families of ISIS members, according to local officials.

ISIS seized large swathes of Syria and neighboring Iraq in 2014, declaring a so-called "caliphate" in areas they controlled.

But multiple offensives in both countries



Fighters from the Kurdish People's Protection Units. AFP file photo

have since decimated that proto-state.

In Syria, the YPG-led Syrian Democratic Forces last month launched a battle to expel the militants from their last eastern redoubt of Hajin near the Iraqi border.

Idlib «Les plus chanceux n'ont perdu que leur maison»

REPORTAGE

Au terme, ce lundi, de l'ultimatum lancé par Al-Assad et ses alliés, les habitants de la province syrienne rebelle réfugiés en Turquie redoutent un massacre.

Par
LUC MATHIEU
Envoyé spécial à Reyhanli
et Gaziantep (Turquie)

Le rebelle syrien a donné rendez-vous dans un café de Reyhanli, en Turquie, mais il a l'impression d'être chez lui. Depuis la terrasse, il voit le haut mur de ciment gris qui court sur la montagne et délimite la frontière. Son pays, la Syrie, et sa province, Idlib, sont juste derrière, à quelques centaines de mètres. «S'il n'y avait pas ce mur, on pourrait y aller à pied», sourit-il. Najî Mustafa, porte-parole du Front national de libération (FNL), coalition de groupes rebelles du nord-ouest syrien, a l'air reposé. Depuis un

mois et la signature d'un accord entre la Turquie et la Russie, Idlib, dernière province encore contrôlée par l'opposition au régime de Bachar al-Assad, est calme. Les avions et hélicoptères de l'armée syrienne et de son allié russe ne bombardent plus. Les soldats du régime et les milices qui les soutiennent ne se massent plus à ses abords. Seul le président syrien menace régulièrement de relancer l'offensive. Il n'est, pour l'instant, pas passé à l'acte. Le répit pourrait s'achever ce lundi. L'accord de cessez-le-feu, décrit dans un mémorandum en dix points plus ou moins vagues, fixe un ultimatum au 15 octobre. Si l'un des points n'est pas respecté, la guerre pourrait reprendre.

-ZONE TAMPON-

Najî Mustafa ne fait pas de pronostic. «Je ne peux pas parler pour les autres mais de notre côté, nous avons tenu nos engagements. Nous n'avions pas vraiment le choix. Sans accord, les bombardements recommenceront et ce sera une catastrophe pour les civils.» Le traité turco-russe repose sur la création d'une zone démilitarisée, large de 15 à 20 kilomètres, aux frontières d'Idlib. Une sorte de «zone tampon», censée empêcher le lancement d'attaques. L'un des points clés de l'ultimatum était que les armes lourdes des groupes rebelles et jihadistes soient évacuées avant le 10 octobre. Il a été respecté. «Nous les avons toutes retirées. Et qu'on ne vienne pas nous dire que nous mentons, nous avons tout documenté et filmé», assure Khaled Sandeh, commandant de Faylaq al-Sham, l'un des groupes du FNL. Le ministère turc de la Défense a affirmé mercredi que les groupes jihadistes s'étaient eux aussi pliés à l'accord. Mais le cessez-le-feu pourrait

achopper sur une autre condition : le retrait des jihadistes de la zone démilitarisée. Dimanche soir, le plus puissants des groupes, Hayat Tahrir al-Sham (HTS), issu d'Al-Qaeda mais avec qui il a rompu, déclarait vouloir poursuivre le combat. «Nous n'abandonnerons pas le choix du jihad et du combat pour réaliser les objectifs de notre révolution bénie, en premier lieu faire tomber le régime criminel», déclarait ses membres dans un commu-

niqué. Avant cette annonce, un diplomate turc observait que s'ils refusaient l'accord «cela donnerait une raison supplémentaire au régime de repasser à l'offensive. Ils se feront bombarder, c'est à eux de voir».

La province d'Idlib est contrôlée par différents groupes. Le Front national de libération, créé sous l'impulsion de la Turquie, est un regroupement large : des salafistes d'Ahrar al-Sham à plusieurs groupes rebelles issus de l'Armée syrienne libre (ASL). Il revendique environ 75 000 combattants. Une majorité est originaire d'Idlib.

D'autres se sont agrégés au fil de la guerre, après avoir perdu chez eux, à Deraa (Sud) ou dans la Ghouta, en banlieue de Damas. Ils ont reçu ces deux derniers mois de nouvelles armes de la Turquie. Début septembre, jusqu'à 20 camions franchissaient chaque jour la frontière. Idlib compte aussi plusieurs groupes jihadistes. Difficile d'estimer le nombre de combattants de HTS. Le chiffre le plus régulièrement avancé oscille entre 10 000 et 15 000. «C'est surestimé, assure Hisham Eskalf, conseiller politique de plusieurs groupes du FNL. Ils sont affaiblis depuis la fin de l'année dernière. Beaucoup de combattants sont partis, il en reste peut-être 5 000. Mais ceux qui restent sont dangereux et bien entraînés. Et contrairement à ceux du FLN, ils obéissent sans discuter aux ordres de leurs chefs.»

-KILL LIST-

D'autres formations, encore plus radicales, ont essaimé dans les campagnes d'Idlib. Parmi elles, Nourras al-Din, qui se revendique d'Al-Qaeda, et le Front islamique du Turkestan, qui regroupe des combattants ouïghours. Dès la signature du cessez-le-feu, Nourras al-Din a dénoncé un accord «dangereux», fomenté par «les ennemis de la religion». La semaine dernière, ses hommes ont tenté de lancer une attaque contre les forces du régime dans les montagnes qui surplombent Lattaquié (dans l'ouest du pays). Ils en ont été empêchés par les jihadistes de HTS. La survie du cessez-le-feu dépendait en réalité de la direction de HTS. Les demandes d'interview, y compris celles de Libération, ont été refusées. Même les commandants ou les simples combattants ne veulent pas répondre.

Le groupe est dans une position délicate, tiraillé entre ses membres les plus radicaux, dont certains étrangers, et ceux qui sont favorables au cessez-le-feu. Tous subissent la pression de la Turquie, qui ne veut pas d'une



Un combattant du Front national de libération, entre Alep et la province d'Idlib, le 15 octobre. PHOTO AAREF WATAD A:FP

offensive provoquant un nouvel exode alors qu'elle accueille déjà plus de 3,5 millions de réfugiés syriens. Ankara est décidé à dissoudre HTS et à imposer le FNL comme seule force d'opposition. Sa stratégie s'est déployée à partir de la fin 2017 lorsque son armée a installé des postes d'observation de son armée - 12 au total - aux frontières de la province. Les premiers convois de matériel et de soldats ont été escortés par des combattants de HTS. «C'est à ce moment qu'ont commencé leurs problèmes», explique Hisham ESKAIF. Jusque-là, HTS dénigrerait les autres groupes en disant qu'ils étaient aux ordres de la Turquie. Mais en ouvrant la route à son armée, ils se sont contredits. Cela a énervé des combattants qui sont partis. Certains ont rejoint les plus radicaux, d'autres le FNL.» Depuis, les postes d'observation ont été équipés d'armes lourdes et se sont transformés en bases militaires. Environ 3 000 soldats turcs sont installés à Idlib. En parallèle, les chefs jihadistes de HTS ont subi une vague d'assassinats. Plusieurs dizaines au total sont tombés dans des embuscades. La semaine dernière, un commandant de premier plan a été tué : le Saoudien Abou Mohammed Jazrawi, considéré comme le bras droit d'Abou Jolani, dirigeant de l'organisation. «Il ne faut pas se leurrer, ce ne sont pas des rebelles qui ont pu faire ça. Les chefs de HTS sont extrêmement méfiants et très bien protégés. Lorsqu'ils se dé-

placent, très peu de personnes sont au courant. Seuls les services de renseignement turcs sont capables de monter des opérations de ce niveau», explique une source de l'opposition.

Dans les rangs de HTS, la peur s'est propagée. Plusieurs dirigeants se terrent dans des maisons de la campagne d'Idlib dont ils ne sortent plus. Selon la même source, les services de renseignement turcs ont établi une «kill list» de combattants à éliminer. Elle comporterait environ 150 noms. L'organisation jihadiste ferait-elle vraiment capoter l'accord? «On ne peut jamais savoir avec eux. Mais la Turquie a d'autres moyens de pression, notamment économiques. La majorité des revenus de HTS proviennent des taxes qu'ils prennent à la frontière lors des passages de marchandises. Si le poste principal, celui de Bab el-Hawa, ferme, ils perdront quasiment tout», poursuit Hisham ESKAIF. Les combattants ne sont déjà plus payés que 50 dollars par mois, au mieux, contre environ 200 dollars auparavant.

►►►

Les ONG se sont préparées à une reprise de la guerre à Idlib. Ces derniers jours, le Programme alimentaire mondial a installé des stocks de vivres le long de la frontière pour

une réponse à «court et moyen terme». «Même une offensive limitée provoquerait le déplacement de centaines de milliers de personnes», ont prévenu plusieurs ONG, dont Care et Save the Children. Quant à un assaut d'ampleur, il aboutirait à «la pire catastrophe humanitaire du XXI^e siècle», selon l'ONU. La province est surpeuplée. Environ 3 millions de personnes y vivent alors qu'il y en avait moins d'un million avant le soulèvement de 2011. Elles viennent de tout le pays, de Homs, Hama, Deraa, Damas ou Raqqa. Plusieurs centaines de milliers s'entassent dans des camps de tentes qui s'étirent le long de la frontière turque. A Idlib, Hassan Barakat, un chauffeur de 41 ans, ne sait pas ce qu'il fera si le régime syrien et ses alliés lancent l'assaut. «Ce que je sais, c'est qu'on ne peut pas leur faire confiance. Là-dessus, aucun doute», dit-il par téléphone. Il est revenu dans son village il y a quatre ans, après un court exil en Turquie. Il vit chez un cousin avec ses cinq enfants; sa maison a été détruite dans une frappe aérienne. «Les plus chanceux sont comme moi, ils n'ont perdu que leur maison. Mais la quasi-totalité des familles ont eu des morts et des blessés.» Depuis l'arrêt des bombardements il y a un mois, il redécouvre ce qu'est une vie presque normale. «C'est bizarre de vivre sans la guerre. Les gens travaillent à nouveau, les fermiers vont dans leurs champs, les enfants à l'école. On pourrait presque commencer à reconstruire.» ◀

Europe 1

11 octobre 2018

Syrie : les forces kurdes disent détenir 900 jihadistes étrangers présumés

Qamichli (Syrie), 11 octobre 2018 (AFP)

<http://www.europe1.fr/>

«Environ 900 terroristes de l'EI sont dans nos prisons», a indiqué Nouri Mahmoud, porte-parole des Unités de protection du peuple, les milices kurdes en Syrie.

Les forces kurdes syriennes ont affirmé jeudi détenir plus de 900 djihadistes présumés appartenant au groupe État islamique (EI), soit bien plus qu'un précédent décompte, selon un porte-parole.

«Environ 900 terroristes de l'EI sont dans nos prisons», a indiqué Nouri Mahmoud, porte-parole des Unités de protection du peuple (YPG), les milices kurdes en Syrie.

«Nous continuons d'arrêter des terroristes». Ces détenus viennent «de 44 pays», a-t-il précisé. «La guerre est en cours et nous continuons d'arrêter des terroristes».

Jusqu'à présent, les autorités semi-autonomes kurdes en Syrie avaient indiqué avoir arrêté quelque 520 djihadistes présumés ressortissants de pays étrangers. Elles affirmaient avoir aussi détenu près de 550 femmes et environ 1.200 enfants, de nationalité étrangère également.

«Les chiffres ont augmenté au cours des derniers mois en raison des combats entre nos forces et l'EI», a expliqué Nouri Mahmoud.

LES DÉTENUÉS ÉTRANGERS : UN CASSE-TÊTE POUR LES AUTORITÉS KURDES.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les YPG constituent la colonne vertébrale, mènent depuis des mois une offensive pour



conquérir les territoires tenus par l'EI, progressant dans la province de Deir Ezzor (est) jusqu'à acculer les djihadistes dans Hajine, une localité proche de la frontière irakienne. Selon les FDS, quelque 3.000 combattants, en grande partie des étrangers, sont retranchés dans l'enclave de Hajine.

Les détenus étrangers accusés d'être membres de l'EI constituent un casse-tête pour les autorités kurdes, qui appellent leurs pays d'origine à les rapatrier. Or, de nombreux pays occidentaux font preuve de réticence sur ce dossier, leurs opinions publiques étant souvent hostiles à tout rapatriement. Au pic de son «califat» autoproclamé en Syrie et en Irak, l'EI avait attiré des milliers de combattants étrangers dans ses rangs. Quatre ans plus tard, chassé de la quasi-totalité des zones qu'il avait conquises, le groupe ultraradical ne maintient plus qu'une présence dans l'est de la Syrie et quelques poches désertiques.

US to plunge into dangerous game in Syria with unified Kurdistan gambit, warns Lavrov

Russian Politics & Diplomacy October 12, 2018
<http://tass.com>

Top diplomat does not rule out the United States is "seeking to keep the situation in the region that tense so that no one could calm down"

MOSCOW, October 12. /TASS/. The United States is bound to plunge into a dangerous game in Syria with idea of a unified Kurdistan, Russia's Foreign Minister Sergey Lavrov said in an interview with RT France, Paris Match and Le Figaro.

"Neither the United State nor France nor other Western countries want to create conditions for the return of refugees on the territories that are



controlled by Syria's legitimate government until <...> a reliable political process is launched," the Russian Foreign Ministry quoted him as saying.

In the meantime, the United States is establishing power bodies in alternative to the Syrian

legitimate authorities on a vast territory east of the Euphrates and is taking robust efforts to encourage the return of refugees there, Lavrov noted.

"The question is why it is not necessary to wait for the launch of a reliable political process on the Euphrates east bank that is controlled by the United States. There is only one answer to it - it is planned to establish a territory that would be a kind of a prototype of a new state. Or it will be another round of the most dangerous game with Iraqi Kurdistan, the idea of the so-called unified Kurdistan," he said.

"I don't rule out the United States is seeking to keep the situation in that region that tense so that no one could calm down," the Russian top diplomat said. "It is much easier for them to fish what they want in such roubles waters. It has never done any good," he stressed. ●

La Turquie libère le pasteur américain Andrew Brunson

Son incarcération, au lendemain du putsch raté de 2016, avait provoqué la colère des États-Unis et entraîné des sanctions.

Minoui, Delphine /12 octobre 2018 [Le Figaro.fr](http://LeFigaro.fr)

MOYEN-ORIENT C'est la fin d'un long tunnel pour Andrew Brunson. La fin, aussi, d'une saga judiciaire aux retombées économiques catastrophiques pour la Turquie et dont l'heureux dénouement semble s'être directement négocié entre Ankara et Washington. Ce vendredi, le tribunal d'Aliaga, dans la région d'Izmir, a finalement tranché : le pasteur américain, arrêté à la suite du putsch raté de 2016, est condamné à trois ans et un mois de prison. Mais en vertu du temps déjà passé derrière les barreaux - et de sa « bonne conduite » a précisé le juge -, il est désormais libre et pourra quitter le territoire turc. « Mes pensées et prières vont au pasteur Brunson, et nous espérons le revoir rapidement et sans encombre à la maison », a rapidement tweeté le président américain, après avoir indiqué dans un précédent message « travailler très dur » pour Andrew Brunson.

**BRAS DE FER
DIPLOMATIQUE**

Installé en Turquie depuis une vingtaine d'années, le pasteur américain diri-

geait une petite église protestante à Izmir, sur la côte égéenne. Dans la foulée du coup d'État avorté, il avait été interpellé et accusé de « soutien à des organisations terroristes », en l'occurrence le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le réseau de Fethullah Gülen, l'instigateur présumé du putsch. Cet été, il avait fait l'objet d'une miniclémente quand les autorités judiciaires turques avaient décidé de le faire sortir de prison pour le placer en résidence surveillée. Mais le refus turc de le libérer, malgré l'absence de preuves invoquées par son avocat et les demandes pressées de Washington, avait fini par déclencher un bras de fer diplomatique entre les deux pays.

Au mois d'août, les relations turco-américaines, déjà envenimées par le soutien militaire des États-Unis aux milices kurdes de Syrie, s'étaient d'autant plus dégradées que Washington avait fini par imposer des sanctions contre la Turquie. Les mesures de rétorsion, comprenant un doublement des taxes sur l'acier et l'aluminium, avaient alors précipité l'effondrement de la devise nationale et fait vaciller l'économie turque.



Après une longue crise diplomatique entre Ankara et Washington, le pasteur américain Andrew Brunson a finalement été libéré et doit atterrir ce samedi aux États-Unis, où il sera reçu par Donald Trump

La libération du pasteur a-t-elle fait l'objet d'un « accord » entre la Maison-Blanche et le gouvernement turc, comme l'évoquait, dès jeudi, la chaîne américaine NBC News ? Si aucun détail n'a filtré sur ce deal, certains observateurs y voient un possible geste d'Ankara, à l'heure où la Turquie cherche le soutien des Américains dans l'affaire de la disparition du journaliste saoudien, Jamal Khashoggi, au sein du consulat saoudien d'Istanbul.

Des raisons économiques ont également pu pousser la Turquie à vouloir

apaiser les relations avec Washington. Interrogé sur le procès Brunson, le président Recep Tayyip Erdogan avait affirmé, mercredi, que la justice était indépendante et qu'il n'avait aucun pouvoir pour intervenir dans ce dossier. « Je dois respecter ce que les tribunaux décident », avait-il déclaré. Un détail, pourtant, n'a échappé à personne : ce vendredi, trois témoins sont soudainement revenus sur leurs déclarations contre le pasteur. Des témoignages qui auraient grandement facilité sa libération. ■

Afrin residents suffering from Turkish-backed rebels' abuses

Residents of Syria's Afrin region say fear of harassment has kept them shuttered inside their homes since Ankara and its Arab rebel allies overran the then overwhelmingly Kurdish city in March

AFRIN, Syria - October 12, 2018 -AFP
<http://en.rfi.fr/>

FROM KIDNAPPINGS for ransom to armed robberies and torture: residents of Syria's Afrin region say they are suffering a litany of abuses at the hands of Turkish-backed rebels.

They say the fear of harassment has kept them shuttered inside their homes since Ankara and its Arab rebel allies overran the then overwhelmingly Kurdish city in March after a two-month air and ground offensive.

Their testimonies, given under pseudonyms because of fear of retribution, paint a picture of a chaotic city with little protection for civilians.

"They robbed my son's house and didn't leave a thing -- not even the clothes," says 55-year-old resident Ahmad.

His own motorcycle and 20 gas canisters were seized by rebels, who also looted his family's liquor store.

Since Turkish troops and pro-Ankara Arab rebels captured the city from the Kurdish People's Protection Units (YPG), the United Nations and human rights groups, including Amnesty International, have documented widespread abuses.

Half of the enclave's 320,000 residents fled, according to a recent report by the UN Commission of Inquiry, and most are unable to return.

Those who have often found their homes occupied by fighters or by Arab civilians displaced from other parts of Syria, the UN said.

Others returned to homes "stripped of furniture, electrical appliances and all decor," in large-scale looting.

Ahmad and his family fled the fighting but came back recently to scenes of devastation with their property looted and their hometown barely recognisable.

"When we came back, not even our tractor was left," he said.

"They don't even let us sleep at night, with all the shooting."

KIDNAP FOR RANSOM

Other residents have been forced to buy back stolen cars for up to \$5,000 or pay bribes at checkpoints to access their property, according to the UN commission.

Salim, 50, owns several olive groves in the fertile agricultural land outside the city but he can no longer reach them without permission from the new authorities.

"If you don't get a paper from the local council, you can't enter your own land," the father of three complains.

Even with authorisation, the roads are dangerous for Kurdish civilians.

"A rebel faction could find you on the way to your land and kidnap you for a ransom," ranging from \$15,000 to \$50,000, he says.

"Kurds don't dare leave their homes."

Both the UN and the Syrian Observatory for Human Rights reported cases of kidnapping for ransom.

The Britain-based Observatory said it documented at least 40 people abducted and taken to "hostage houses" in recent weeks.

Detainees are tortured and beaten, their relatives asked to pay to secure their release.

Abductions have become "a way to make money," the monitor said.

Rebel factions have accused Kurdish residents of being loyalists of the Damascus regime, or members of the YPG or its Turkish rebel ally, the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"They accused me once of being a shabiha (pro-government militiaman), and another time of being a PKK member," says Ibrahim, an industrial worker in Afrin.



From kidnappings for ransom to armed robberies and torture

Ankara is bitterly opposed to the YPG, which also holds swathes of northern and northeastern Syria with the backing of a US-led coalition, regarding it as an extension of the PKK, which has waged a deadly insurgency against Kurdish troops in southeastern Turkey since 1984.

"They arrested me, took me to a base outside Afrin, hung me on the balango and hit me," says Ibrahim.

The "balango" is a torture method notorious across Syria, by which the victim is hoisted in the air for hours from wrists tied behind the back.

'BLOOD SPILT FOR NOTHING'

Turkey has denied allegations of abuses, and rebels say proven offenders are punished.

But residents say not enough is done to curb violations. And it is not only Kurds who have fallen victim to the lawlessness.

Samia, an Arab student in Afrin, says she has been permanently scarred by her father's brutal killing by armed men trying to steal their family car.

"The first time they tried, my father kicked them out of the house. They came back a second time for revenge and killed him," she recounts.

Rebels investigated, but "the killer went to jail for just one month," she said.

"My father's blood was spilt for nothing."

The UN and Amnesty have also reported patterns of house appropriations by fighters and civilians bussed to Afrin during the April surrender to government forces of the rebel enclave of Eastern Ghouta suburb outside Damascus.

Some relocated families have opened businesses in Afrin, including the Ghouta Pastryshop and Damascene Dame restaurant.

Parts of Afrin have even been renamed to reflect its new authorities.

One is a traffic roundabout formerly called Kawa, after the legendary blacksmith and Kurdish symbol of resistance whose statue once stood there but was destroyed by the rebels after their capture of the city.

Now, a banner in Arabic and Turkish identifies it as "Olive Branch Circle," after the name that Turkish commanders gave to their operation to drive Kurdish forces out of the enclave on the border with Turkey.

Another sign reads: "President Recep Tayyip Erdogan Square."

Abu Jihad, 60, misses Afrin's calmer days, before its seizure by the Turkish-backed rebels.

"Injustice, injustice, injustice, and no one is holding them accountable," he sighs. ●

What does the latest vote mean for Iraq's Kurdish region?

September's parliamentary elections came a year after historic independence referendum, with tensions high among Kurdish parties



Bashdar Pusho Ismaeel
14 October 2018
//www.middleeasteye.net

Following a dramatic independence referendum and increasing disunity among Kurdish parties, last month's parliamentary elections came at a crucial juncture for Iraq's Kurdish region.

The vote on 30 September came a year after the historic independence referendum, where national pride was quickly replaced by animosity after Baghdad's heavy-handed response led to the loss of Kirkuk and other disputed territories, as well as punitive measures against the region.

The fallout led to the reemergence of old enmities between the two ruling parties, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The discord was evident as the two parties were at loggerheads over their nominations for the Iraqi presidency.

POWER-SHARING DEAL

In the end, Barham Salih, the PUK nominee, won by a comfortable margin as the decision went to a vote by the Iraqi parliament. The KDP did not hide its frustration with the PUK and their failure to agree on a single Kurdish candidate, resulting in "other people" and "not representatives of the Kurdistan nation" deciding their fate.

KDP President Massoud Barzani stressed that the Iraqi presidency "is directly associated with the political merits of the people of Kurdistan and it is not exclusive to any person or any specific political entity".

The KDP and PUK have a long-established power-sharing agreement that has not resulted in a unified administration, such as a single com-

Divisions between Kurdish parties have been worsened by infighting and leadership battles; the PUK has been gripped by a power struggle since Talabani passed away last year

mand of the Peshmerga forces, but has instilled a degree of balance between both parties. The emergence of the Gorran (Change) movement in 2009, however, shook up the status quo. As Gorran splintered from the PUK, the latter took big electoral hits in 2009 and 2013.

Now, with the suspension of the Kurdish presidency, the marked decline of PUK seats since 2009, and the death of PUK founder Jalal Talabani, the KDP does not feel that old agreements are reflective of today's realities. Divisions

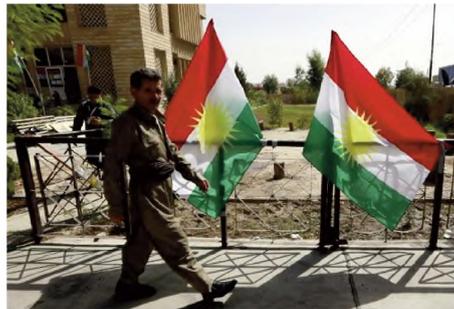


Photo: An Iraqi Kurdish man leaves after casting his ballot for the parliamentary elections in Erbil on 30 September 2018 (AFP)

between Kurdish parties have been worsened by infighting and leadership battles; the PUK has been gripped by a power struggle since Talabani passed away last year.

Salih only recently rejoined the PUK after forming the Coalition for Democracy and Justice as an opposition force. Gorran has also suffered after the death of its own founder, Nawshiran Mustafa, last year.

ALLEGED FRAUD AND VIOLATIONS

The recent parliamentary elections were marred by Kurdish parties accusing each other of fraud and violations, with some even threatening to reject the results. The vote's credibility now lies in the ability of the Kurdish region's Independent High Election and Referendum Commission to carefully investigate each of 1,045 complaints.

Preliminary results showed the KDP with a massive lead, securing 44 seats compared with the PUK's 21. Gorran had a poor showing, winning just 12 seats, half of what it had won in the last election. The opposition New Generation party took eight seats, the Kurdistan Islamic Group won seven and the Towards Reform alliance earned five.

Many predicted that the KDP would suffer at the polls as a result of the referendum fallout, but in fact, it increased its seats by six from 2013. Nationalist support may have boosted the KDP in the wake of Baghdad's heavy-handed actions.

The KDP continued to count on its strong voter base in Erbil and Duhok, and the party can point to stability and significant achievements under its rule. However, what is lacking is a credible alternative in these provinces to challenge the KDP's dominance.

The failure of opposition parties to make significant inroads in this election ultimately suggests that the public remains unconvinced they can deliver meaningful change.

VOTER TURNOUT



KDP leader Masoud Barzani casts his ballot in Erbil on 30 September 2018 (AFP)

After the elections comes the painful process of forming the Kurdish government. As the post-2013 crisis showed, maintaining stability and harmony in any coalition will be tough. If opposition parties feel marginalised, public protests could erupt and paralyse parliament.

An important indicator of political sentiment is turnout. While higher than in the recent Iraqi elections, voter turnout for the Kurdish parliamentary elections, at around 57 percent, was the lowest of any Kurdish vote since 1991. This might signal public apathy at the prospect of challenging the status quo, along with a perception that

Their final choice may not be a coalition favoured by the US, but one that can grant Kurds the concessions they desire

the opposition groups are not credible.

The continued lack of consensus between Kurdish parties directly harms their influence in Baghdad. The Kurds have for years been considered kingmakers in Iraqi politics, but their future clout will depend on the unity they can muster.

With independence shelved, the future prosperity and stability of the Kurdish region runs through Baghdad. Without a strong hand in the new government, the Kurds risk diluting their voice - a problematic prospect, considering the number of unresolved issues between Erbil and Baghdad.

RISKS OF CONTINUED RIVALRY

Issues such as the status of Kirkuk and other disputed territories, the share of the national budget, oil exports, and payment of Peshmerga salaries are largely in the hands of Baghdad. Only a strong, united and determined stance will see Kurds win key concessions.

A continued rivalry between the KDP

and PUK not only increases the danger of a return to a dual administration, that emanated from a failed power-sharing agreement in the 1990's and subsequent civil war in which the region was divided between the PUK centered in Suleimaniya and KDP based in Erbil, but also heightens the risk that rifts will be exploited by Turkey, Iran and other foreign powers.

Kurdish factions have yet to formally join one of the rival coalitions vying to form the next Iraqi government. Prime minister-designate Adel

Abdul Mahdi now has the tough task of bridging fractious political parties to form a cabinet within 30 days of his appointment, and present it to parliament for approval.

The Kurds' hesitancy is owed to intra-Kurdish strife, in addition to unease with Baghdad and their traditional Western allies.

Their final choice may not be a coalition favoured by the US, but one that can grant Kurds the concessions they desire. ●

- Bashdar Pusho Ismaeel is a writer and ana-

lyst whose primary focus and expertise is on Iraq, Syria, Turkey and Middle Eastern current affairs. His work has previously appeared in the BBC World Service, RT, al-Sharq al-Awsat, the Washington Examiner, Rudaw, Kurdistan 24 and the Daily Sabah.

The views expressed in this article belong to the author and do not necessarily reflect the editorial policy of Middle East Eye.

THE HILL

October 16, 2018

By SETH J. FRANTZMAN,
opinion contributor- 10/16/18
<https://thehill.com>

A strong Kurdistan region is good for US in Iraq

Over 200 publishing companies from 35 countries converged on northern Iraq on Oct. 10 to showcase their work at the city's 13th annual Erbil International Book Fair. Leading officials came to see the ribbon cutting to open the fair in the Kurdistan region's capital. It was a symbol of the normality that has swept the region more than a year after ISIS was defeated in Mosul, an hour's drive northwest of the city.

The Kurdistan region is calm and stable one year after a momentous independence referendum led to Iraq's central government sending tanks into the disputed city of Kirkuk, south of Erbil, and threatening the region with sanctions. Baghdad ordered the Erbil International Airport closed last September and many Kurds wondered what would come next. It was a time of uncertainty as Iranian-backed militias wandered freely in Kirkuk, and many Kurds thought the United States had abandoned them after years of fighting ISIS together.

Now the Kurdish region is a key to U.S. strategy in Iraq and the larger post-ISIS desire for stability in the Middle East. On Sept. 30, the autonomous region held elections for its parliament. The Kurdistan Democratic Party (KDP) came in first with 43 percent of the vote; the Patriotic Union of Kurdistan took second place with 20 percent. These traditional parties in the region had been challenged in the past decade by the rise of a party called the Gorran Movement for Change, which promised to reduce the role of large families in the political system and reform the economy and Kurdish army, or Peshmerga. But in 2014, the arrival of ISIS brought a crisis to the region, and people fell



back on the traditional politics that had helped Kurds gain their autonomy in the 1990s.

The two largest parties must try to form a new government, likely led by Prime Minister Nechirvan Barzani. This will provide democratic continuity for the Kurdish region — a region historically close to the United States and more pro-Western than the Iranian-backed Shi'ite sectarian parties that have come to power in Baghdad.

However, one problem that Washington faces in its relations with the Kurds is the United States' preoccupation with its campaign to confront Iran in the Middle East. Secretary of State Mike Pompeo has put together the U.S. Action Group to coordinate the U.S. attempt to prevent Iran's entrenchment in Iraq, Lebanon and Syria. One aspect of countering Iran is sanctioning the militias it backs that operate in Iraq. These include Asaib Ahl Al-Haq and Harakat Hezbollah Al-Nujaba, which Congress is attempting to target for sanctions.

The United States generally has had a complex relationship with Erbil and Baghdad because Washington wants a strong Baghdad, to work against Iranian encroachment, yet understands that the Kurdish region is its closest ally. During the war on ISIS, for example, the United States helped train, equip and fund the Iraqi army and the Peshmerga. But the United States traditionally has backed Baghdad in disputes with the Kurds, such as over Kirkuk.

Now Washington faces this test again. The new president of Iraq, Barham Salih, is Kurdish. Pompeo has encouraged the new speaker of parliament to embrace a "nationalist" Iraq. But Iraqi nationalism generally has threatened the Kurdish region. When the U.S. Consulate in Erbil tweeted a hashtag of "national pride" on Oct. 10, with photos of the Kurdish region, a series of angry responses ensued. "What a sad event you do not even mention the name of Kurdistan," one man wrote. This shows how sensitive language is and how Kurds feel the United States is trying to shoehorn their region into having "pride" in

Baghdad, which has been seen as an aggressor pressuring the region after its independence referendum.

Now is an optimal time for the United States to show the Kurdish region that Washington understands its strategic importance. The Kurdish Peshmerga and Iraqi Security Forces are still fighting an ISIS insurgency. In addition, Iran fired seven ballistic missiles at the Kurdish region in early September, targeting Kurdish opposition groups. The Iranian attack was exactly the opening Washington needs to confront Iran (and Vice President Mike Pence did condemn the attack). At the time, the United States was waiting for the formation of a new Iraqi government. But that government will be backed by parties linked to Iran, meaning the Kurdish region will remain the closest U.S. ally.

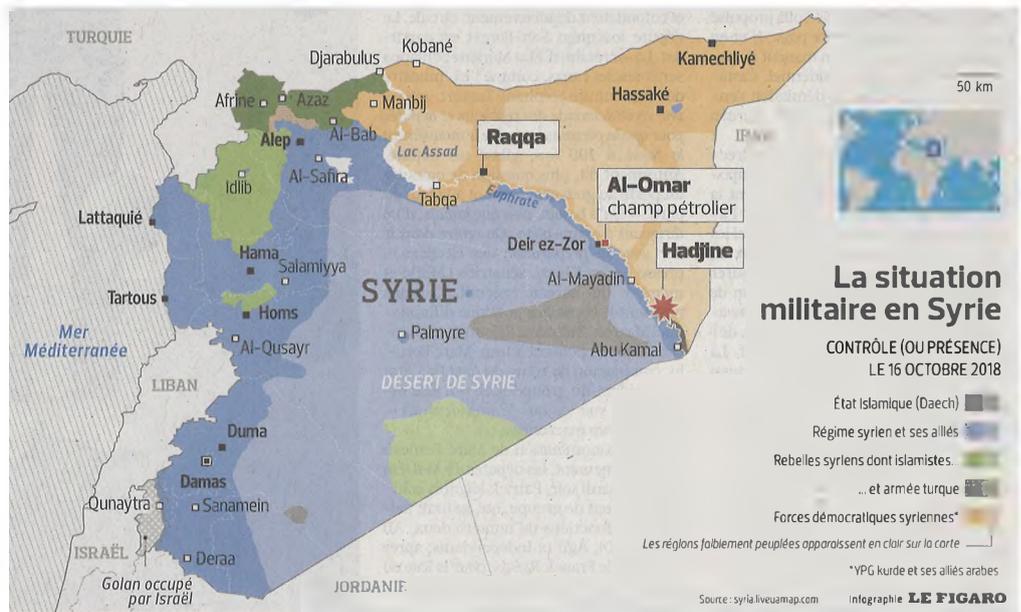
The region also is a hinge on which Iraq, Syria, Turkey and Iran pivot. It is an economic link to Turkey, to which it exports hundreds of thousands of barrels of oil taken from the ground daily. It is a strategic link to U.S. forces operating in Syria. And it is at the doorstep of Iran. It also plays a key role in government coalitions in Baghdad.

Seth J. Frantzman spent three years in Iraq and other countries in the region researching the war on terror and Islamic State. He is executive director of the Middle East Center for Reporting and Analysis. A former assistant professor of American Studies at Al-Quds University, he covers the Middle East for The Jerusalem Post and is a writing fellow at the Middle East Forum. He is writing a book on the state of the region after ISIS. ●

En Syrie, la coalition à l'assaut du dernier réduit de Daech

Appuyées par la coalition internationale dirigée par les Américains, les FDS sont à l'offensive dans la région de Hadjine, où seraient retranchés al-Baghdadi et ses principaux lieutenants.

SYRIE L'hélicoptère Chinook des forces spéciales américaines largue ses leurres, pour dévier d'éventuels tirs ennemis à l'approche de l'atterrissage. Les hommes se sont posés à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Hadjine, où ils livrent bataille contre le dernier réduit de Daech dans le nord-est de la Syrie. Les carcasses de conteneurs de brut et de pompes à balancier calcinées s'enchaînent à l'infini sur l'étendue ocre du désert. Au loin une flamme jaillit d'un derrick encore en activité. Au sol, perdues au milieu d'un paysage à la *Mad Max* offert par le champ pétrolier d'al-Omar, théâtre de combats acharnés contre les djihadistes en octobre 2017, les recrues du général Chiya, commandant des FDS (Forces démocratiques syriennes) dans la vallée de l'Euphrate, se préparent au combat.



Les 200 recrues des FDS s'exercent au tir sur de vieux barils à pétrole remplis de sable. À l'issue de l'entraînement de base, les plus doués seront formés au tir de précision ou à des fonctions d'encadrement. Le général Patrick Roberson, commandant américain des forces de la coalition, qui porte sur son uniforme l'écusson des Rangers et celui des forces spéciales, passe en revue les troupes, affichant un sourire approbateur. « Nous apprécions beaucoup ce que vous faites pour le monde ici, leur lance-t-il. Utilisez votre entraînement pour combattre Daech. »

Une âpre bataille

Les forces américaines offrent un appui aérien aux combattants kurdes depuis 2014 en Syrie. Depuis janvier 2015, elles ont aussi renforcé leur présence au sol pour épauler et conseiller leurs partenaires sur le terrain. « Après la prise de Kobané et de Manbij, d'où venaient les terroristes français du Bataclan, alors que nous nous apprêtions à nous lancer à l'assaut de Raqqa, une ville arabe, il était clair que nous ne pouvions pas le faire avec nos alliés des YPG (les forces kurdes des Unités

de protection du peuple, NDLR) », explique un commandant américain des SOF (Special Operation Forces). Les Kurdes se sont réorganisés sous la bannière des FDS, en y ralliant des combattants arabes issus de milices anti-Assad. Le 10 septembre 2018, les FDS ont lancé quelque 6 000 hommes à l'assaut de Hadjine, une ville de 30 000 habitants sur les rives de l'Euphrate, où seraient retranchés 2 000 à 3 000 djihadistes, dont 600 combattants étrangers et des « émirs importants ».

Le « calife » de l'État islamique, Abou Bakr al-Baghdadi, ainsi que son état-major, y ont été repérés à plusieurs reprises et se déplaceraient entre Hadjine et les localités voisines le long de la vallée de l'Euphrate, jusqu'à la frontière irakienne. Appuyées par les hommes du général Chiya, les forces spéciales américaines le traquent inlassablement et recueillent l'ADN des ennemis « VIP » tués pour confirmer leur identité. « Je suis persuadé que Baghdadi fera surface tôt ou tard, confie le général Roberson. Il est là-bas, quelque part dans cette zone. Je suis confiant que nous l'aurons. » Cependant, la mission

« S'attaquer au dernier bout de territoire physique du califat, c'est une mission pleine de défis. Les combattants de Daech lancent contre nous tout ce qu'ils ont »

GÉNÉRAL PATRICK ROBERSON, COMMANDANT AMÉRICAIN DES FORCES DE LA COALITION

première consiste à éradiquer Daech de son dernier repaire et de lui infliger une « défaite durable » en combattant aussi les causes qui ont provoqué son apparition. « L'ennemi n'a plus besoin de démontrer son extrême capacité transformative, souligne le général Roberson. Les combattants forment des cellules dormantes, ils s'infiltrer dans la population pour provoquer des troubles au sein de la société et

ressurgir encore plus méchants. Il faudra du temps et des changements en profondeur pour parvenir à une défaite durable de l'EI. »

Sur le terrain, c'est une âpre bataille. « S'attaquer au dernier bout

de territoire physique du califat, c'est une mission pleine de défis, confirme Roberson. Les combattants de Daech lancent contre nous tout ce qu'ils ont. » Selon les FDS et les SOF, Hadjine serait un concentré de tout ce que l'EI sait faire de pire, avec des djihadistes aguerris et expérimentés, qui livrent leur dernier combat. L'EI utiliserait les voitures-suicides et les kamikazes à une échelle jamais atteinte, ainsi que des enfants pour transporter leur matériel ou comme boucliers humains à côté de leurs positions de mortiers. L'organisation a creusé des tunnels pour relier les bâtiments entre eux et a piégé des centaines de maisons avec des IED (des engins explosifs artisanaux).

Les djihadistes harcèlent les positions des forces de la coalition avant de s'échapper en se fondant dans la population civile. « Les Kurdes sont très doués pour repérer l'ennemi et nous transmettre les informations, raconte un officier

américain. Nous traitons les informations en les recoupant avec les allées et venues que nous surveillons. Ce n'est pas parce qu'un groupe de combattants se cache dans un immeuble que nous allons déclencher une frappe aérienne. Avant de frapper, nous nous assurons qu'il n'y a pas de civils, y compris cachés dans le sous-sol. » Après l'hécatombe de victimes civiles dénoncée à Raqqa par Amnesty International, les Américains tentent ainsi d'en réduire le nombre à Hadjine.

700 combattants étrangers faits prisonniers

Les combattants étrangers - notamment des Caucasiens, Maghrébins, Kosovars, Français, Britanniques

et Allemands -, dont l'espérance de vie serait spécialement faible en raison de leurs difficultés à disparaître dans la population, seraient particulièrement redoutables. « Lorsque vous poussez un animal sauvage dans un placard, il est clair qu'il se battra féroce-ment. D'autant plus qu'ils sont accompagnés de leurs familles », remarque un officier des forces spéciales américaines. Le général Chiya résume la situation de façon plus prosaïque : « Ceux qui se battent nous les tuons. Ceux qui tentent de s'enfuir, nous les pourchasserons. Ceux qui se rendent... nous leur donnerons leurs droits de l'homme. » Le commandant kurde, qui détient dans ses gères près de 700

combattants étrangers, faits prisonniers ces derniers mois, se plaint aussi du manque d'empressement des pays de la coalition, notamment de la France, à récupérer les djihadistes issus de leur pays. « Nous n'avons pas les moyens de les détenir dans de bonnes conditions », prévient le général Chiya.

Alors que le dénouement de la bataille approche, d'autres défis se profilent déjà. Avec les Turcs, que l'état-major kurde des FDS accuse de tous les maux et qu'il redoute de devoir affronter une fois que le combat anti-Daech sera fini. Aussi avec les forces du régime de Damas et ses alliés, notamment iraniens, dont les Américains tentent d'entraver les activités dans la région.

« Les forces du régime et les milices pro-iraniennes traversent l'Euphrate et œuvrent de façon insidieuse pour dresser les Arabes contre les Kurdes », raconte un officier américain. En maintenant leur présence dans le nord-est de la Syrie, riche en pétrole, les Américains espèrent contraindre le régime de Bachar el-Assad et ses parrains russes et iraniens à revenir dans le processus de Genève, pour négocier un accord politique offrant un large degré d'autonomie et de décentralisation aux régions dans leur giron... Un vœu pieux, alors qu'Assad et ses alliés émergent comme les grands vainqueurs de plus de six ans de guerre en Syrie. ■

P. S.-P.

(DANS LE DISTRICT DE DEIR EZ-ZOR)

lepoint.fr 22 octobre 2018

« Tant que les Russes et les Iraniens seront en Syrie, les Américains resteront »

INTERVIEW. Selon Aldar Khalil, un haut responsable kurde syrien, la bataille d'Idleb, dernière enclave rebelle en Syrie, pourrait affaiblir la Turquie. Propos recueillis par Marc Nexon

Publié le 22/10/2018 Le Point.fr



Aldar Khalil est l'homme fort du Kurdistan syrien. © DR

Kurdistan ?

Lorsque ce territoire sera libéré, trois choix s'offriront à la population locale : le retour dans le giron de Damas, mais je n'y crois pas car le régime y est détesté ; la radicalisation islamiste, et nous pouvons faire confiance à nos voisins turcs pour y envoyer leurs représentants et les pousser dans cette direction ; ou alors un système démocratique tel que celui que nous mettons en œuvre chez nous. Après les hostilités, nous dépêcherons pendant deux ou trois mois des négociateurs d'expérience qui discuteront avec la population locale de la possibilité d'instaurer une forme de démocratie. Nous leur demanderons aussi s'ils souhaitent que nous assurions leur défense. On fera tout pour gagner leur confiance. Déjà, certains nous disent : « On ne pensait pas que vous étiez comme ça. » Mais, s'ils veulent nous voir partir, ce n'est pas un problème, nous partirons.

Comment les négociations avec Damas sur le sort du Kurdistan syrien se déroulent-elles ?

Les discussions avec Damas sur notre futur statut sont gelées. Nous nous sommes rendus là-bas avec un épais dossier contenant nos propositions sur la façon dont nous souhaitons nous admin-

istrer. Un représentant de Bachar el-Assad nous a écoutés, mais, à ce stade, nous n'avons reçu aucune réponse. Et je pense que ça ne bougera pas tant que le régime syrien n'aura pas récupéré le canton d'Idleb actuellement aux mains des djihadistes contrôlés par la Turquie.

En quoi la bataille qui se profile à Idleb, au nord de la Syrie, sera-t-elle décisive pour vous ?

Tout ce qui affaiblit la Turquie est bon pour nous. Si la bataille s'engage, elle sera violente. Les Turcs se battront durement pour soutenir les milices extrémistes présentes là-bas. Et elle entraînera une détérioration des relations entre Moscou et Ankara. Or c'est là que nous avons une carte à jouer : on peut espérer reprendre notre district d'Afrine que l'armée turque a envahi au début de l'année.

Comment ?

En négociant avec la Russie l'établissement d'une « no fly zone ». Moscou pourrait décider d'interdire le survol d'Afrine par l'aviation turque. Ce serait une véritable opportunité. Si c'est le cas, nos hommes peuvent alors récupérer Afrine en une semaine. Allez, un mois si vous tenez compte de quelques aléas. Nous menons là-bas tous les jours des actions de guérilla, mais les avions turcs ne nous permettent pas de mener une offensive d'envergure.

Craignez-vous un retrait des États-Unis de la Syrie après la fin de Daech ?

Non, ils ne partiront pas. Ils nous l'ont confirmé, car ils n'entendent pas laisser les Russes et les Iraniens occuper le terrain. Damas et Moscou s'imaginent que Washington veut plier bagage au plus vite, mais ils se trompent. Et puis la présence des Américains est notre assurance-vie.

Qu'en est-il des Français ?

Les autorités françaises nous ont assuré qu'elles ne nous laisseraient jamais tomber. Ça veut tout dire, non ? ●

C'est l'homme fort du Kurdistan syrien. À la tête du comité exécutif chargé de l'administration du Rojava, la région autonome frontalière de la Turquie, Aldar Khalil est de toutes les négociations. Il discute avec Paris et Washington de la coordination des offensives contre le groupe État islamique au sein d'une coalition de 30 000 hommes. Et participe aussi aux tractations avec Damas afin de consolider le statut des Kurdes au sein de la Syrie. Parmi ses priorités : remettre la main sur l'enclave kurde d'Afrine conquise en mars par l'armée turque et permettre ainsi le retour de 200 000 déplacés.

Le Point : Vous combattez la dernière poche de Daech à Hadjine, près de la frontière irakienne, avec l'aide de la coalition. La fin de cette bataille marquera-t-elle la disparition de l'organisation ?

Aldar Khalil : Tant que Daech se maintient à Hadjine, le monde est en danger. Mais on est en train de casser leurs dernières forces. Cela dit, ne nous faisons pas d'illusions. Des djihadistes vont continuer à opérer. Il s'agira de petits groupes parfois alliés avec d'autres qui mèneront des offensives partout où ils le peuvent. On devra aussi faire face à de nombreuses cellules dormantes.

Maintiendrez-vous votre présence dans cette région sunnite située en dehors du



The US never supported Kurdish secession, either in Syria or Iraq

Analysis: Russian claims that Washington is trying to break up Syria are not grounded in either history or reality, writes Paul Iddon.

Paul Iddon / 15 October, 2018
<https://www.alaraby.co.uk/>

Russian Foreign Minister Sergei Lavrov recently accused the United States of plotting to establish a Kurdish entity in north-eastern Syria.

If there is even a semblance of truth to his allegation then it would be a radical departure from US policies towards the region's various Kurds stretching all the way back to the end of the Second World War.

Lavrov claims the US is supporting the Syrian Kurds as an alternative to Damascus' rule over all of Syria and is laying the groundwork for a partition of the war-torn country.

"The question is: why it is not necessary to wait for the launch of a reliable political process on the Euphrates east bank that is controlled by the United States?" Lavrov told Russia's TASS news agency.

"There is only one answer to it - it is planned to establish a territory that would be a kind of a prototype of a new state," he added. "Or it will be another round of the most dangerous game with Iraqi Kurdistan, the idea of the so-called unified Kurdistan."

The Russian foreign minister previously suggested that this was the US goal in Syria last January, alleging that Washington "does not want to keep Syria as a state in its current borders".

While the US is retaining its troop presence in Syria, its support for the Kurdish-led forces there since 2014 has been solely militarily against the common enemy embodied by the Islamic State group. Going forward, it's not likely to support anything more than the de-facto internationally unrecognized semi-autonomous region that exists there, certainly nothing close to a "unified Kurdistan".

Washington did not use its political weight to push for the inclusion of the Syrian Kurds in past Geneva peace talks over the future of Syria. Salih Muslim, the former co-leader of the leading Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD), was twice denied a visa to visit the United States when he was invited to attend conferences there.

The US does not recognise the federal



Syrian Kurds want greater autonomy for their region, not total independence [AFP]

system the PYD declared in March 2016, which the Kurdish party sees as the first major step towards realising its vision of a decentralised federal Syrian state.

The PYD has consistently denied that it seeks an independent state for the Syrian Kurdish region. Rather, it believes in decentralisation and increased autonomy rather than the formation of any new nation-state. Even if the US supported an autonomous polity in Kurdish-majority north-east Syria, this would not necessitate the partition or break-up of the Syrian state.

The broader historical record of US dealings with the Iraqi Kurds over the past 40 years unequivocally demonstrates that Washington has never sought to break-up Iraq through its support of the Kurds.

When the US first supported the Iraqi Kurds against the central government in Baghdad - as part of a covert programme carried out along with the Shah of Iran and the Israelis in the mid-1970s - it backed the Shah's efforts to embroil the Iraqi army in Kurdistan.

This policy essentially ensured the Kurds were not given enough support to actually prevail against the Baathists on the battlefield. This cynical initiative was well documented in the US Pike Commission shortly after the Shah withdrew support from the Kurds in early 1975 to cut a deal with Saddam Hussein in Algiers and resolve the Shatt al-Arab border dispute.

Later, the post-Gulf War no-fly zone estab-

lished in 1991 by the US, along with Britain and France, was created ostensibly to alleviate the humanitarian crisis there and prevent Saddam's helicopter gunships from slaughtering innocent Kurdish civilians fleeing into the mountains.

US officials were nervous about taking any action that would result in Kurdistan seceding from Iraq. Nevertheless, the decisive action did incubate Iraqi Kurdistan's autonomy. As one account retrospectively

The PYD believes in decentralisation and increased autonomy rather than the formation of any new nation-state

quipped, Washington's actions "accidentally created Kurdistan".

The 2003 US-led invasion that finally toppled Saddam did see Washington work with the Iraqi Kurdish Peshmerga, which secured the northern front against Baghdad. That came as a direct result of Turkey's decision not to participate in the war, leaving the US with no other feasible alternative to establish a northern front.

Washington publicly opposed its Iraqi Kurdish allies from pursuing their independence referendum

Washington had sought to use strategic Turkish bases to support the northern front. Had that original invasion plan been executed, tens of thousands of Turkish troops would have also crossed the border into Iraqi Kurdistan where they would likely have forcibly dismantled its nascent autonomy - which Ankara staunchly opposed -

— at the time - with American acquiescence.

In September 2017, Washington publicly opposed its Iraqi Kurdish allies from pursuing their independence referendum and sided with Baghdad against their efforts in support of a unified Iraq.

Lavrov voiced some support for the Kurdish referendum as the right of Kurds to express their aspirations, which was more than any senior US official at the time was willing to do. He later asserted, following Baghdad's post-referendum takeover of the Kirkuk region from Kurds, that Moscow fully supported Iraq's unity.

It was the Soviet Union that backed the only independent Kurdish state in history.

The short-lived Republic of Mahabad in 1946 broke away from Tehran as part of Moscow's efforts to secure oil concessions in northwest Iran.

This sparked the Azerbaijan crisis, arguably the first major superpower confrontation of the then-fledgling Cold War.

In adherence to the containment policy it had just adopted against Moscow, Washington backed Tehran in its bid to reclaim these territories and successfully exerted pressure against Moscow to withdraw the Red Army from Iran, which it did. This enabled Tehran to reassert control over its Azerbaijan province, which isolated Mahabad and quickly led to the complete dismantlement of the Iranian Kurdish state

barely two years after its inception.

Without decisive US support against the Soviets it's arguable the Mahabad Republic would not have been defeated so rapidly.

In light of these historical episodes, and the lack of any evidence that the US is presently seeking to use Syrian Kurdish forces to spearhead the division of Syria, the prospect of Washington supporting any Kurdish secession in the Middle East is extremely unlikely. ●

Paul Iddon is a freelance journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan, who writes about Middle East affairs. Follow him on Twitter: @pauliddon

algemeiner



OCTOBER 17, 2018

Turkey Experts Worry Erdogan Might Use Al Qaeda Against Kurds

By John Rossomando / October 17, 2018
<https://www.algemeiner.com>

Although Turkey and Russia agreed last month to “withdraw” all jihadist groups from Syria’s Idlib Province, a former Turkish National Police official warns that Turkey may use Al Qaeda-tied Syrian fighters against Syria’s Kurds.

Turkey’s MIT intelligence agency started cultivating relations with Hayat Tahrir al-Sham (HTS) in 2014, Ahmet Yayla told the Investigative Project on Terrorism (IPT). MIT has used Turkey’s Humanitarian Relief Foundation (IHH) as an intermediary to arm the Al Qaeda terrorists.

Yayla was chief of counter-terrorism in the city of Sanliurfa near the Syrian border, and now teaches at Georgetown University and MIT. Turkey’s President Recep Tayyip Erdogan replaced all of his counter-terrorism police chiefs in 2014, and ordered all intelligence operations against Al Qaeda be stopped.

“Anyone who is saying that Erdogan, AKP, and Al Qaeda are enemies are making a huge mistake,” Yayla said. “They don’t like democracy, but they see that Erdogan is the best way for them to reach their objectives.”

So far, HTS refuses to withdraw from Idlib, but Yayla believes the Turkish army will coerce it into laying down its arms. Erdogan likely will incorporate former HTS jihadists into the forces he will use against the Kurds, because he wants to create a buffer area controlled by men loyal to Turkey.

Erdogan has already warned that Turkey will cleanse northern Syria of Kurdish militiamen linked to the Marxist PKK. Turkey seized control of the formerly Kurdish-held Afrin area in northwestern Syria earlier this year.



Russian President Vladimir Putin (R) and his Turkish counterpart Recep Tayyip Erdogan shake hands during a news conference following their talks in Sochi, Russia, Sept. 17, 2018. Photo: Alexander Zemlianichenko / Pool via Reuters.

“It is logical for HTS to work with Turkey, otherwise the Russians are going to crush them,” Yayla said. “Eventually they are going to give in.”

Members of the jihadist-dominated Free Syrian Army (FSA) appear ready to attack the Kurds further east in the city of Manbij from adjacent Turkish-held areas, Syrian Democratic Council (SDC) member Bassam Ishak told the IPT. US troops currently are stationed in Manbij.

“This has been the model. Using Syrian and foreign jihadis with the logistics and support of the Turkish military to conquer Syrian land,” Ishak said.

It is plausible that some former HTS fighters may be used against the Kurds, though terrorism research Kyle Orton said he doubts they will be employed in areas where American troops are stationed.

Turkey’s ultimate goal is to divide HTS and liquidate elements that refuse reconciliation with Erdogan, Orton said, suggesting that the US mediate between the PKK and Turkey to defuse the situation and block Russia from chipping away at NATO in the process.

John Rossomando is a senior analyst at The Investigative Project on Terrorism. ■

IRGC masses troops on Iraq border amid rising tensions with Kurdish groups

The Islamic Revolutionary Guard Corps is beefing up its control of Iran's border with Iraqi Kurdistan a month after its missile strike on the headquarters of the main armed Iranian Kurdish opposition group.



Fazel Hawramy
October 16, 2018
www.al-monitor.com

Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) is launching increasingly daring operations to degrade the capabilities of armed Kurdish opposition groups. In its latest move, it has deployed thousands of troops to difficult mountain ranges in the western part of the country used as safe havens by the groups for decades. The IRGC's operations have taken on an air of urgency since US President Donald Trump's May 8 announcement that he was withdrawing the United States from the Joint Comprehensive Plan of Action, the nuclear deal between Iran and six world powers, and re-imposing sanctions against Iran.

The IRGC mobilized thousands of troops, including Special Forces, and on Oct. 3, launched Muharram, a multi-front operation across Iran's Kurdish region, employing helicopter gunships, heavy artillery and drones. While the operation was officially described as a drill, IRGC commanders acknowledged that the aim was also to showcase Iran's latest sophisticated technology and to reclaim control over several strategic mountain ranges across the Kurdish region. Mohammad Taghi Oslanlou, the IRGC commander in charge of the western Kurdish areas, threatened during the operation to attack any country that supports the armed Kurdish opposition groups, which are based in neighboring Iraqi Kurdistan.

This is the first time since 1979 that Iran has attempted to fully bring the mountain ranges under its full control.

"This is a real theater. Today we carry out a drill, but also we will clear these areas completely," an unnamed IRGC second brigadier general shouted into a microphone to some dozen senior IRGC officials watching with binoculars as the second stage of the operation unfolded on Oct. 7.

Live on Iranian television, as helicopter gunships attacked locations where Kurdish rebels were reportedly hiding, plumes of white and gray smoke could be seen rising from the slopes of the Shaho mountain range, a protected wildlife sanctuary that the second brigadier general had helpfully pointed out encompasses 1,400 square kilometers (540 square miles). Iranian-made drones circled overhead as the hammering roar of a 130-mm artillery battery and T72 tanks reverberated across the mountains.

"The counter-revolutionaries had a permanent presence here prior to [the Iranian year] 1390 [beginning March 21, 2011], and there was no possibility of ... deploying [troops] to these heights," the second brigadier general said.

"This is a kind of thorough preparation for the security forces in the region to show that they are ready at all times and for any situation," Bahman Moradnia, governor of Iran's Kurdistan province, told a TV crew in the mountains on Oct. 7. As the governor, dressed in military fatigues, spoke, an IRGC banner in the background proclaimed, "We will crush America under our feet."

As tensions between Iran and the United States rise over Iran's nuclear program and its involvement in several war-torn countries across the Middle East, the IRGC has launched a concerted effort to consolidate its control over the country's porous western border. Tehran sees the Kurdish opposition groups, which are based in Iraqi Kurdistan and consist of several thousand fighters, as a serious security threat.

The IRGC is concerned in particular about two foes among the Kurdish groups — the Kurdistan Free Life Party (PJAK) and the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) — which have dozens of units roaming the mountain ranges and countryside of western Iran.

Top IRGC commanders are worried about the Kurdish groups being influenced by foreign powers and have repeatedly warned the United States, Israel and Saudi Arabia against interfering in Iranian affairs through them and other rebel groups. The Kurds do not hide that they are trying to woo the Trump administration into providing them with support to weaken and even-



A general view of Palangan village in Kurdistan province, Iran, May 11, 2011. REUTERS/Morteza Nikoubazi

tually topple the Islamic Republic. Indeed, earlier this month, Al-Monitor reported that Komala, a small Iranian Kurdish group with communist roots, had recently registered with the Justice Department to lobby on its own behalf to "establish solid and durable relations" with the US administration.

Fearing unrest in the Kurdish areas, the IRGC began earlier this year to seriously crack down on PJAK and KDPI units operating in remote mountain areas. The armed groups responded with similar intensity.

The PJAK launched a daring raid on July 21 near the city of Marivan in which 11 Iranian soldiers were killed, and the KDPI has clashed with the IRGC on a number of occasions. In the latest major development, the IRGC on Sept. 8 fired several missiles into northern Iraq, targeting the main KDPI base, and also striking an offshoot of the KDPI, killing a number of senior officials.

The day before the missile attack, two senior members of the PJAK were killed near the Shaho range alongside two other fighters. Iran also executed four well-known Kurdish political prisoners on Sept. 8, prompting the Kurdish groups to call a general strike on Sept. 12 in Iran's Kurdish areas.

The IRGC responded to the call for a strike by targeting those thought to be leading it. On Oct. 7, with the last part of the Muharram operation underway in the Shaho range, the unnamed second brigadier general told Iranian TV that on Oct. 3, a group of 1,500 police officers, accompanied by eight Basij battalions as well as four IRGC battalions, had launched a large-scale operation in the city of Sanadaj to thwart another strike.

Fouad Khaki Beygi, KDPI representative in the Iraqi city of Sulaimaniyah, told Al-Monitor, "Spending huge sums of money on operations like the one in Shaho at a time when people in Iran are under severe economic pressure is to intimidate the population into submission." Khaki Beygi claimed that his party had not sustained any casualties during the Muharram operation. Al-Monitor attempted to contact a PJAK spokesperson for comment, but received no response.

The battle between armed Iranian Kurdish groups and the IRGC will likely continue for the foreseeable future as US pressure mounts on Tehran. Although it is unclear whether the Kurdish groups will manage to secure US support in their campaign against Tehran, the IRGC is taking no chances and is shoring up its defenses in Iran's Kurdish areas.

"As it has been repeatedly said, the Iranian nation's security is a red line for the armed forces," Maj. Gen. Mohammad Bagheri, chief of the General Staff of the Armed Forces, said on Oct. 10 at the border with Iraqi Kurdistan, "I am warning the counter-revolutionaries who are based here and are supported by ill-wishers of the Iranian people." ♦

Fazel Hawramy is an independent journalist currently based in Iraqi Kurdistan. Twitter: @FazelHawramy

Massoud Barzani sort renforcé des législatives kurdes

L'ex-président de la région autonome est en position de force pour négocier des portefeuilles dans le futur gouvernement de Bagdad

Un an après le fiasco du référendum sur l'autodétermination du Kurdistan irakien du 25 septembre 2017, Massoud Barzani engrange les dividendes de son entêtement à porter coûte que coûte le rêve d'indépendance kurde. La formation de l'ancien président kurde, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a remporté une victoire écrasante sur son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), aux élections législatives de la région autonome, selon les résultats définitifs, publiés dimanche 21 octobre.

Vainqueur à l'échelle locale, le PDK est en position de force pour obtenir des portefeuilles au sein du futur gouvernement fédéral. Or l'avenir pour le camp kurde, miné par les divisions, se joue plus que jamais à Bagdad. Massoud Barzani a su tirer profit de son pari perdu de septembre 2017, en dépit de la reconquête consécutive par Bagdad des territoires disputés – dont la province pétrolière de Kirkouk – que les forces kurdes occupaient depuis 2014 et la guerre contre l'organisation Etat islamique.

Après trois semaines de recomptage des votes sur fond d'allégations de fraude, la commission électorale kurde a confirmé, dimanche, la victoire du PDK avec 45 sièges sur les 111 au Parlement local. Second avec 21 sièges, l'UPK n'obtient que trois sièges supplémentaires. Le parti rival de la famille Talabani paie le prix de ce que M. Barzani avait dénoncé comme une « haute trahison » en octobre 2017, quand les combattants kurdes peshmergas de l'UPK s'étaient retirés sans combattre de Kirkouk face à l'avancée des forces fédérales.

« Erreur stratégique »

L'UPK conserve cependant sa position dominante dans ses bastions traditionnels du sud du Kurdistan. Le scrutin du 30 sep-



Une affiche à l'effigie de Massoud Barzani, lors d'un meeting du Parti démocratique du Kurdistan, le 25 septembre à Erbil. SAFIN HAMED / AFP

tembre marque ainsi un retour au bipartisme entre deux clans, qui se partagent politiquement, économiquement et militairement la région autonome. Il voit aussi la montée en puissance de personnalités sécuritaires au détriment de membres de la société civile. Le parti d'opposition Goran (« changement ») a perdu la moitié de ses sièges, avec 12 députés élus. Les deux partis islamistes sont également en recul. Outsider, le parti Nouvelle Génération réalise une percée, avec huit sièges. Dénonçant des fraudes, tous ont annoncé leur intention de contester les résultats. La victoire des deux partis historiques est nuancée par un fort taux d'abstention – 42 % selon les chiffres officiels –, signe d'une défiance accrue de la population envers les responsables politiques.

Avec les 11 députés issus des minorités, le PDK est en position d'obtenir la majorité au Parlement et de former seul le futur gouvernement de la région autonome. Pour la première fois depuis vingt-six ans, le PDK dit exclure de former un gouvernement d'union nationale avec

Hosham Dawood, chercheur à l'EHESS. De fait, la rivalité entre les deux partis a été aiguisée par la bataille inédite qu'ils se sont livrée pour la présidence de l'Irak, dévolue à un Kurde, le 2 octobre au Parlement fédéral à Bagdad. Après avoir démissionné de la présidence du Kurdistan irakien en novembre 2017, Massoud Barzani avait décidé de remettre en cause l'arrangement tacite qui, depuis 2005, garantissait ce poste honorifique à l'UPK.

Appuyé en principe au Parlement par la coalition de partis chiites pro-iraniens et leurs alliés sunnites, qui voient dans le PDK la seule force à même de stabiliser le Kurdistan, M. Barzani pensait pouvoir imposer son candidat, son fidèle conseiller Fouad Hussein. C'était sans compter les ambitions du candidat de l'UPK, Barham Salih, qui a rejeté l'accord que négociaient les deux partis kurdes pour présenter un candidat unique. « C'était, pour M. Salih, le moment ou jamais. S'il n'avait pas ce poste, il était mort politiquement », analyse Adel Bakawan. Partisan de l'intégrité de l'Irak, M. Salih a pu compter sur le profond rejet de M. Barzani chez les députés chiites, qui ont ignoré les consignes de vote. Il l'a emporté avec 219 voix sur 329, infligeant un revers cinglant au candidat du PDK.

Ce camouflet a été dénoncé comme une nouvelle trahison de l'UPK par Massoud Barzani. Face au risque d'une escalade entre les deux rivaux, acteurs locaux et régionaux s'évertuent à apaiser les tensions. Ami proche de M. Barzani, le nouveau premier ministre irakien, Adel Abdul Mahdi, « a joué un rôle positif de dédramatisation de ses rapports avec l'UPK, assure M. Bakawan. Et l'UPK est disposé à lâcher beaucoup de lest envers le PDK. » ■

HÉLÈNE SALLON

Le scrutin du 30 septembre marque un retour au bipartisme des deux partis-clans qui se partagent le Kurdistan

l'UPK. « Ce serait une erreur stratégique. On voit mal comment le PDK peut gérer le sud du Kurdistan qui est contrôlé politiquement, militairement et économiquement par l'UPK. Ce serait prendre le risque d'un retour à la guerre civile des années 1990 et de la division en deux gouvernements [celui du PDK à Erbil et celui de l'UPK à Souleimaniyé de 1994 à 2006]. Le PDK est dans l'obligation de cohabiter avec l'UPK », estime Adel Bakawan, chercheur associé à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

« Toutes les discussions kurdes sur leur avenir passent désormais par Bagdad, et non plus par Erbil. Ce déplacement du centre de gravité est lourd de conséquences dans le camp kurde », analyse

En Iran, les pauvres, premières victimes des sanctions

Déjà affectés par l'inflation, les Iraniens redoutent les mesures que Washington doit adopter le 4 novembre

REPORTAGE

TÉHÉRAN - correspondance

Il y a deux mois que Fatemeh n'a pas acheté de viande pour ses deux fils. Cet été, pendant un mois, cette femme de ménage de 42 ans du quartier défavorisé de Nazi Abad, dans le sud de Téhéran, a même dû renoncer à acheter des tomates. Leur prix était passé de 21 000 à 71 000 rials (soit de 0,12 à 0,40 euros) le kilo en quelques semaines, avant de redescendre. Cette femme volontaire ne ménage pourtant aucun effort. Depuis le mois d'avril, Fatemeh travaille aussi le week-end et parfois même le soir. « Si les clients font appel à moi », précise-t-elle.

Elle n'a plus vraiment le choix. Le prix des marchandises en Iran ne cesse d'augmenter depuis la décision, en mai, du locataire de la Maison Blanche, Donald Trump, de se retirer unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 et de rétablir graduellement les sanctions américaines contre Téhéran. « L'année dernière [achevée le 21 mars dernier, selon le calendrier persan], il me fallait 15 millions de rials pour finir le mois. Aujourd'hui, même en étant propriétaire, avec 30 millions je n'y arrive pas », déplore Fatemeh.

La promesse, faite par le président Rohani au début de son premier mandat, en 2013, d'une reprise rapide de l'économie a fait long feu. L'arrivée massive des investissements étrangers en Iran escomptée après la signature de l'accord en 2015 a été remise en cause. Le retour des sanctions a déclenché le départ de presque tous les investisseurs européens.

La crise a gagné le marché des devises étrangères. Depuis février, le rial a perdu 70 % de sa valeur face au dollar. Aujourd'hui, malgré une reprise légère de la valeur de la monnaie iranienne, le billet vert s'achète à 140 000 rials (contre 40 000 en février,



Dans une pharmacie d'hôpital à Téhéran, le 11 septembre. AFP

avant le début de la crise). Des économistes craignent qu'avec l'imposition du deuxième volet des sanctions américaines, le 4 novembre, visant le secteur pétrolier et gazier ainsi que la Banque centrale iranienne, la chute du rial reprenne de plus belle.

Lors du rétablissement du premier volet de sanctions, le 6 août, comprenant des blocages des transactions financières et des importations de matières premières, ainsi que des mesures pénalisant les achats dans le secteur automobile et l'aviation commerciale, un sentiment de panique s'est emparé de la population. Soucieux d'avoir des réserves en produits dont les matières premières sont importées en Iran, notamment les mouchoirs, les couches pour bébé, les serviettes hygiéniques et les détergents, des Iraniens ont afflué dans les supermarchés du pays, obligeant les commerçants à imposer des quotas sur l'achat de ces marchandises. Les prix ont augmenté, parfois de manière vertigineuse.

Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, publié début octobre, la détérioration de l'économie iranienne va se poursuivre : elle devrait se contracter de -1,5 % cette année et de -3,6 % en 2019, alors que

l'Iran a enregistré, en 2017, une croissance de 3,7 %. Les prévisions du FMI concernant l'inflation ne sont pas plus prometteuses : cette année, elle devrait atteindre 29,6 %, et 34,1 % en 2019.

Fatemeh, elle, n'a pas besoin de chiffres pour savoir que son pouvoir d'achat a baissé. Elle n'a plus les moyens d'acheter des mouchoirs, devenus trop chers : pour ses deux fils, Alireza et Mehdi, âgés de 22 et 15 ans, elle a acheté à chacun une petite serviette. Dans ce contexte économique difficile, il n'est plus question pour cette famille iranienne, où seule la mère travaille, de céder à la tentation de manger au restaurant. « Pour l'anniversaire de mon aîné, nous sommes sortis dîner mais, une fois arrivés sur place, vu les prix, nous avons décidé de ne prendre que des boissons », se rappelle Fatemeh.

« Très pessimiste »

Pour faire des économies, elle a commencé, comme beaucoup de femmes lors des années de la guerre Iran-Irak (1980-1988), à faire du double concentré de tomate et du yaourt à la maison. Elle compte en faire un nouveau gagne-pain. Et si avant elle se permettait de prendre un taxi collectif pour ses déplacements, aujourd'hui, elle n'utilise que le

« Avant, il me fallait 15 millions de rials pour finir le mois. Aujourd'hui, même en étant propriétaire, avec 30 millions, je n'y arrive pas »

FATEMEH

femme de ménage

bus et le métro, des moyens de transport beaucoup moins chers. « Je mets donc beaucoup plus de temps à arriver à destination, surtout le soir où je passe presque trois heures dans les embouteillages pour arriver chez moi. » Alors que son aîné doit finir son service militaire en mars 2019, et même s'il a une formation en mécanique de maintenance automobile, Fatemeh n'a pas espoir qu'il trouve un travail, tant le chômage est élevé chez les jeunes dans certaines régions (allant jusqu'à 30 %, selon les chiffres officiels). « Lui aussi est très pessimiste, confie Fatemeh. Il avait une copine avec qui je voulais le marier. Mais il a rompu avec elle. Il lui a dit : "Je ne peux pas t'offrir une vie." Le destin de son frère, ingénieur civil et titulaire d'un master, qui travaille depuis trois ans comme chauffeur chez Snapp (la réplique iranienne d'Uber), n'a pas été très encourageant non plus. »

Alors que le président Rohani a promis, lors d'un discours à l'université de Téhéran, le 14 octobre, que « rien ne se passera le 4 novembre » et a appelé à garder « l'espoir » de voir surmontés les problèmes actuels, Fatemeh, elle, n'a pas de doute que les choses « iront de mal en pis ». Elle n'a pas voté pour Hassan Rohani, qui est aujourd'hui très critiqué pour sa gestion de la crise. En fait, cela fait « des années » qu'elle n'a pas voté tout court. « Rien de bien n'arrive avec aucun de ces prési-

dents », dit-elle, ignorant tout des promesses de début de mandat du président Rohani et de l'accord sur le nucléaire iranien.

Fatemeh est loin d'être un cas isolé. La crise commence à gagner d'autres pans de l'économie et un nombre croissant d'Iraniens. Parmi les classes moyennes, nombreux se voient désor-

Fatemeh n'a pas voté depuis «des années». «Rien de bien n'arrive avec aucun de ces présidents», dit-elle

mais obligés de faire preuve d'ingéniosité pour faire des économies. Les pénuries de médicaments, dont ceux pour traiter les hépatites B et C et le sida, ainsi que les traitements de chimiothérapie, se multiplient. Cela anguste Fatemeh plus que tout. «Une fois, dans le métro, j'ai entendu qu'un médecin parlait des

queues interminables dans certaines pharmacies. Elle disait : "Priez pour que rien ne vous arrive en ces temps difficiles." » ■

GHAZAL GOLSHIRI

L'EXPRESS.fr 22 octobre 2018

Leader au Kurdistan, bien placé à Bagdad, Barzani gagne sur tous les tableaux



Leader au Kurdistan, bien placé à Bagdad, Barzani gagne sur tous les tableaux © AFP/Archives

Souleimaniyeh (Irak) (AFP) - 22/10/2018
www.lexpress.fr/

Un an après le fiasco du référendum d'indépendance porté par son chef Massoud Barzani, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) s'est imposé comme le leader sans partage du Kurdistan irakien, tout en gagnant des points sur la scène politique fédérale à Bagdad.

Le PDK a certes échoué à ravir la présidence de l'Irak à son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dont le candidat Barham Saleh a obtenu le poste, honorifique.

Mais le rapport de force dans la course aux portefeuilles du gouvernement fédéral --qui sera formé d'ici novembre-- est à l'avantage du PDK.

Il se targue même, un brin provocateur, d'être depuis les législatives fédérales de mai, le premier parti de tout l'Irak, avec 25 députés. Les listes arrivées devant lui, avance-t-il, sont des coalitions de partis, alors qu'il est le seul à avoir rassemblé autant sous sa seule étiquette.

Dimanche, les résultats définitifs lui ont par

ailleurs donné 45 des 111 sièges du Parlement local du Kurdistan, région autonome dans le nord de l'Irak. Il peut donc aussi se targuer d'être, de loin, le plus grand représentant des Kurdes irakiens.

Désormais en position, théorique, de former le gouvernement local du Kurdistan uniquement avec les 11 députés des minorités --qui bénéficierait d'un système de quota-- et sans aucun de ses rivaux politiques, le PDK, maître dans son fief, peut aussi réclamer des postes fédéraux à Bagdad.

"PERSONNE NE PEUT FAIRE SANS LUI"

"Maintenant qu'il est le grand poids lourd de la politique kurde, personne ne peut faire sans lui à Bagdad: Massoud Barzani va demander des ministères comme les Affaires étrangères, les Finances, le poste de vice-Premier ministre", prédit Adel Bakawan, chercheur associé à l'École des Hautes Études en Sciences sociales de Paris (EHESS).

"Il a perdu le pari du référendum, mais les législatives de mai ont été un formidable moment de grâce: il a été courtisé par Américains et Iraniens", deux puissances influentes en Irak,

poursuit le sociologue.

Et, loin de Bagdad, le PDK pourrait maintenant régler ses comptes avec ceux qui ont préféré pactiser avec le pouvoir central quand il a agi en reprécailles au référendum d'indépendance.

Quand les blindés irakiens ont pris la direction du Nord, pour reprendre aux Kurdes des zones disputées et leurs précieuses ressources pétrolières, les peshmergas de l'UPK s'étaient retirés sans combat en octobre 2017.

Une "haute trahison", selon les mots de Massoud Barzani, sur laquelle l'UPK n'est pas parvenue à capitaliser. Avec 21 députés au nouveau Parlement, elle n'a gagné que trois sièges.

Le parti Goran (changement en kurde), qui jusqu'alors représentait l'alternative la plus crédible au bipartisme, n'a lui conservé que 12 sièges sur les 24 qu'il détenait.

"ESPOIR PERDU"

La crise économique au Kurdistan et les coupes salariales qui en ont découlé "ont éloigné les gens de la politique et fait grimper l'abstention", assure à l'AFP Raouf Othmane, cadre de Goran. "Les gens ont perdu espoir dans l'avenir des institutions, de la démocratie et de la politique au Kurdistan", accuse-t-il.

Pour les observateurs, la chute de Goran est le fruit de la division de l'opposition au bipartisme: alors que Goran perdait la moitié de ses sièges, le dernier-né de la politique kurde irakienne, Nouvelle génération, en emportait huit.

Ce mouvement qui se présentait pour la première fois a déjà annoncé refuser les résultats et appelé à une union de l'opposition ainsi qu'à un boycott des institutions kurdes.

Depuis 1991 et l'autonomie, "cela fait 27 ans que nous vivons une mascarade à cause des fraudes électorales du PDK et de l'UPK", dénonce l'un de ses cadres, Aram Saïd.

Le danger de la division guette au Kurdistan irakien. Déjà, en raison d'affrontements fratricides de 1994 jusqu'en 2006, les Kurdes avaient eu deux gouvernements: l'un, du PDK, à Erbil et l'autre, de l'UPK, à Souleimaniyeh.

Plus d'une décennie après la réconciliation, "nous pourrions revoir deux directions", prévient le politologue Ouathiq al-Hachémi.

Mais, aujourd'hui, nuance-t-il, "cela ne dégènera pas en violences, du fait de pressions régionales" d'Etats voisins peu désireux de voir un conflit supplémentaire déchirer le Moyen-Orient. ●

Erdogan se place au centre du jeu sunnite

Le président turc utilise l'affaire Khashoggi pour renforcer sa position sur la scène internationale

ISTANBUL - correspondante

Il y a quelques mois, Recep Tayyip Erdogan apparaissait affaibli par la crise diplomatique avec les Etats-Unis, amoindri par les mauvaises performances de l'économie turque promise à la récession. Transformé par l'affaire Khashoggi, il est désormais celui qui donne le ton.

Critiqué hier par la presse internationale pour sa propension à jeter ses journalistes et ses opposants en prison à la moindre critique, le président turc est devenu une source d'information de première main, faisant presque figure de défenseur de la liberté de la presse et dont le discours « de vérité », prononcé mardi 23 octobre devant les parlementaires de l'AKP, le parti islamo-conservateur qu'il a créé en 2001 et qui gouverne la Turquie depuis 2002, a été suivi par tous les grands médias internationaux.

Au-delà de son caractère monstrueux, l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi – découpé en « quinze morceaux » par des barbouzes venues spécialement de Riyad selon la presse turque ; tué par inadvertance puis roulé dans un tapis et remis à un « intermédiaire turc » d'après des sources saoudiennes anonymes – révèle au grand jour la compétition existant entre la Turquie et l'Arabie saoudite pour s'affirmer en tant que porte-étendard de l'islam sunnite.

Deux axes antagonistes

Ulcéré par le fait que les Saoudiens aient pu perpétrer un assassinat sur le sol turc, M. Erdogan entend faire de cette affaire, digne d'un mauvais film de série B, le catalyseur d'un changement de pouvoir à Riyad. En réfutant la version officielle avancée par le royaume, celle d'un interrogatoire ayant mal tourné pour Jamal Khashoggi, le numéro un turc veut prouver au reste du monde que le prince héritier Mohammed Ben Salman (« MBS ») n'est pas un partenaire fiable. L'incompé-

tence des officiels saoudiens, en- glués depuis le début de l'affaire dans des déclarations incohérentes, peut l'aider à y parvenir.

Aux yeux d'Ankara, MBS est non seulement « un ennemi de la Turquie » mais, vu son jeune âge, 33 ans, il est voué à présider « pour cinquante ans encore » aux destinées du royaume, comme le faisait remarquer lundi le quotidien progouvernemental *Yeni Safak*.

La région est traversée par deux axes antagonistes. L'un est représenté par l'alliance entre la Turquie et le Qatar, deux pays favorables au courant de pensée de la confrérie des Frères musulmans, qui est hostile à l'autocratie wahhabite (un courant rigoriste de l'islam sunnite) en vigueur à Riyad.

L'autre pôle est emmené par l'Arabie saoudite, laquelle, alliée aux Emirats arabes unis et à l'Egypte, s'oppose avec virulence à cette notion d'islam politique vantée par Recep Tayyip Erdogan comme « une source d'inspira-

Erdogan entend faire de l'affaire Khashoggi le catalyseur d'un changement de pouvoir à Riyad

tion » pour les sunnites. « La Turquie est le seul Etat capable de conduire le monde musulman », a-t-il répété encore, le 15 octobre, à l'occasion d'une rencontre avec les muftis (dignitaires religieux). L'idée majeure des islamo-conservateurs au pouvoir à Ankara est que le drapeau de l'islam sunnite doit réémerger là où il est tombé en 1924, au moment de l'abolition du califat, peu après la chute de l'Empire ottoman.



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, après son discours sur l'affaire devant les parlementaires de son parti, le 23 octobre, à Ankara. KAYHAN OZER, HO/AFP

Exilé volontaire aux Etats-Unis depuis 2017, le journaliste saoudien Jamal Khashoggi partageait ce tropisme. Dans l'une de ses dernières chroniques, publiée par le *Washington Post* le 28 août, il vantait les mérites de l'islam politique, assurant qu'un « nombre significatif de citoyens issus de pays musulmans seraient prêts à donner leurs votes à des partis de l'islam politique au cas où une forme de démocratie viendrait à y être autorisée ».

Méfiance du prince héritier

Dans la même chronique, il soulignait que « la seule façon d'empêcher l'islam politique de jouer un rôle dans la politique arabe est d'abolir la démocratie, privant ainsi les citoyens du droit essentiel de choisir leurs représentants politiques ».

Cette empathie pour l'islam po-

litique ne pouvait qu'attiser la méfiance du prince héritier saoudien, convaincu que le journaliste était acquis à la confrérie des Frères musulmans. Celle-ci est perçue à Riyad comme un mouvement terroriste dès lors qu'elle remet en question le principe des monarchies au profit d'une compétition politique exercée par le biais d'élections démocratiques.

La Turquie, avec laquelle M. Khashoggi partageait de lointains origines, l'un de ses ancêtres d'origine turque étant venu s'installer en Arabie saoudite à l'époque ottomane, était devenue son nouveau foyer. Il s'appêtait à y démarrer une nouvelle vie. Peu avant sa mort, il avait acheté un appartement à Istanbul, où il comptait s'installer avec sa fiancée turque, Hatice Cengiz. ■

MARIE JÉGO

Washington annule les visas de 21 Saoudiens impliqués

Les Etats-Unis ont engagé, mardi 23 octobre, la révocation des visas de 21 Saoudiens impliqués dans le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul. L'annulation de ces autorisations de séjour est la première décision concrète annoncée par Washington à l'encontre de son allié de longue date. Donald Trump a dénoncé l'opération de dissimulation des Saoudiens dans l'affaire, qualifiée de « fiasco total ». Restant évasif sur d'éventuelles décisions à venir, M. Trump a souligné combien Riyad était un « excellent allié » depuis des décennies, et a rappelé que le royaume sunnite était « l'un des principaux investisseurs aux Etats-Unis ».

Election commission publishes official KRG election results

By Rudaw.net 21/10/2018

ERBIL, Kurdistan Region – Weeks after the Kurdistan Region held parliamentary elections on September 30, the election commission has published official results.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) achieved 688,070 votes, giving it a big lead over its rivals, securing 45 seats in the 111-seat parliament – leaving it 12 seats shy of an outright majority. The party will therefore need to enter a coalition agreement to form a government.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) came in at a distant second with 319,219 votes, securing 21 seats. This marks an improvement on its 2013 result of 18 seats.

The Change Movement (Gorran) was pushed into third place with 186,903 votes, securing just 12 seats – down from 24 in the last parliament.

New Generation got 127,115 votes, securing eight seats, Komal seven seats, and the leftist Modern coalition one.

In a sign of continued decline, the joint Kurdistan Islamic Union (KIU)-Islamic Movement of Kurdistan (IMK) Reform List won five seats. When the KIU ran alone in 2013, it



secured 10.

The Communist Party, as part of the Azadi List, secured one seat, while the Coalition for Democracy and Justice (CDJ), which officially boycotted the election, failed to secure a seat.

Of the 11 seats reserved for the Kurdistan Region's minority groups, the Turkmen secured five, the Christians five, and the Armenians one. No seats are reserved for the Yezidis.

Among the Turkmen parties, the Turkmen Development Party secured two seats, the Nation List one, the Turkmen Reform party one, and the Turkmen Front one.

Among the Christian parties, the Rafidain List secured one seat, the Assyrian Syriac Chaldean Popular Council one, and the National Union Coalition three.

An Arminian independent secured one seat.

The election commission also published figures detailing which candidates secured the most votes.

Qubad Talabani, head of the PUK list, won 182,000. Shaswar Abdulwahid, head of New Generation, won 106,289. Ali Hama Salih, head of the Gorran list, won 81,934. Hemin Hawrami, head of the KDP list, won 47,000.

The election commission had delayed the announcement of official results while it investigated several allegations of fraud and violations of commission regulations.

After investigating these complaints, the commission decided to annul the results of 96 polling stations, voiding around 119,000 votes. The majority of annulled ballots were in Erbil province.

A number of opposition parties threatened to boycott the next parliament if the preliminary results were approved by the commission. There are no substantial differences between the preliminary results and official figures.

The Kurdistan Regional Government (KRG) issued a statement following the results urging people – in the interests of public safety – not to shoot firearms into the air in celebration.

Breakdown of seats by party

Kurdistan Democratic Party (KDP) - 45 seats

Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - 21 seats

Gorran - 12 seats

New Generation - 8 seats

Komal - 7 seats

Reform List - 5 seats

Modern Coalition - 1 seat

Azadi List - 1 seat

11 minority quota seats

Turkmen:

Turkmen Development Party - 2

Nation List - 1

Turkmen Reform party - 1

Turkmen Front - 1

BRafidain List - 1

Assyrian Syriac Chaldean Popular Council - 1

National Union Coalition - 3

Armenian:

Independent - 1

Last updated 12.54 a.m. ■

PM Barzani Hails Renowned Intellectual Besikci for Defending Kurds' Rights

BasNews 21/10/2018 <http://www.basnews.com>

ERBIL - Kurdistan Region PM Nechirvan Barzani has hailed the efforts made by the well-known Turkish sociologist Ismail Besikci in defending the rights of the Kurds.

The Kurdish premier received Besikci in Erbil on Sunday where he stated that the Kurdistan Region and the Kurdish people are proud of the views and perspectives of the intellectual figure.

Besikci, in return, expressed happiness to have visited Erbil and to see the great hospitality offered by the people, briefing the Kurdish leader with a number of cultural and educational activities which he attended.

The well-known Turkish figure is known to be a good friend of the Kurds, especially after he publicly showed his support to the independence referendum held by the Kurdistan Region last year. ●



Turkey-KRG relations one year after Kurdish independence vote



Paul Iddon
Oct 22 2018
<https://ahvalnews.com/>

More than a year after Iraqi Kurdistan's referendum on independence soured hitherto good ties with Turkey, relations are still very significant, particularly on the economic front. However, analysts anticipate that political relations are unlikely to once again become as close and cordial as they were before that referendum.

"Considering its current economic crisis resuming close economic relations with Iraqi Kurdistan, as they existed in the pre-referendum era, will be good for Turkey," Mutlu Çiviroglu, a Syria and Kurdish affairs analyst, told Ahval.

"I don't think politically Turkey's relations will be as they used to be, especially with Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP)," he said, referring to the former president of the Iraqi Kurdistan region. "But economically Turkey would like to take advantage of the region. Many Turkish companies have been very active in Kurdistan, especially in the western parts of the region where the KDP is the predominant party. To some extent, this is continuing and will likely continue and even get stronger since the Kurdistan region is too important economically for Turkey to ignore or let go."

Economic ties between the Kurdistan Regional Government (KRG) and Turkey continued throughout the tense months following the referendum. While Ankara harshly condemned the KRG it never closed its border crossings with it in order to blockade the region, which Iran did from September 2017 to January 2018.

Joel Wing, an Iraq analyst and author of Musings on Iraq, believes that Ankara and the KRG "are set to repair their relationship" one year after it became strained during the referendum.

"While Turkish President Recep Tayyip Erdoğan was angry at the vote, he didn't put as many sanctions on the KRG as he could have," Wing told Ahval. "Given that it was only natural that the two would eventually move back together."

At present, economic ties between the KRG and Turkey are still very significant. Turkey's pro-government Daily Sabah newspaper reported this month that Turkey would "undertake the lion's share of infrastructure projects in northern Iraq".

Turkey and the KRG also agreed to open a new international border crossing between the two, the first with the Kurdish province of Erbil, where the autonomous region's capital city is located.

"Two weeks ago there was an underground tunnel built in the Iraqi Kurdish border city of Zakho by a Turkish company," Çiviroglu said. Iraqi Kurdistan regional Prime Minister Nechirvan Barzani "is very keen to improve relations and open doors for Turkish companies, construction and other, in the region. As a result,



we can see the continuation of economic relations and maybe even improvement of relations overall."

Wing agreed that Kurdistan was an important economic partner that Turkey did not want to lose.

For Turkey, the KDP, the predominant Kurdish party in Iraqi Kurdistan's western Erbil and Duhok provinces, remains "an important ally within Iraq and a counter to other Kurdish groups in the region", Wing said.

"For the KDP, it's of utmost importance to maintain this ally as the KRG is economically dependent upon its northern neighbour for its oil exports, trade, and investment," Wing said. "The referendum was more of a bump in the road than a lasting break between the two."

Bilal Wahab, the Nathan and Esther K. Wagner Fellow at the Washington Institute think-tank, where his focus is on KRG governance, also sees the Turkish-KRG relationship improving, but does not see it reverting to its pre-referendum heights.

"Turkish-Iraq economic and security relations are improving, which enables Turkey to be less dependent on the KRG," Wahab told Ahval.

Wahab is also sceptical that economic relations will return to pre-referendum heights since the KRG will no longer be the exclusive Iraqi market for Turkish investors.

In the immediate aftermath of the Kurdish referendum, Turkey's ultra-conservative press reported that Ankara was contemplating opening a new border crossing near the village of Ovaköy, where the borders of Turkey, Iraq and Syria meet, to bypass and economically isolate the KRG, and trade directly with Iraq.

Ankara is exploring the feasibility of opening a crossing in that area today. Given that relations have thawed significantly since last year it is much less likely that Turkey is now seeking to isolate the KRG economically. It is more likely trying to lessen its sole dependence on that autonomous region for trade with the rest of Iraq. At present, it is unclear if this project will actually get off the ground anytime soon since the KRG still controls all of Iraq's border with Turkey.

Çiviroglu does not see military and political relations between Ankara and Erbil improving anytime soon.

"In Turkey, there have been calls to carry out more operations against PKK (Kurdistan

Workers' Party) bases in Iraqi Kurdistan," he said. "This may lead to Turkey trying to get the KDP to help them in such an operation. Although this will unlikely be possible in the near future since Kurds are more careful not to allow themselves to fight one and another."

Another major hurdle in the way of restoring Turkish-KRG relations to pre-referendum levels was the political fallout and the harsh words Erdoğan used against then Iraqi Kurdistan President Masoud Barzani.

"The referendum in the mindset of Turkish leaders was a betrayal by Barzani, and Iraqi Kurds generally, so maybe political relations will never be as good as before," Çiviroglu said. "But still I think compared to Turkish and Syrian Kurds the Iraqi Kurds comparatively still enjoy better relations."

Of course, compared to the PKK and other Kurdish groups that Turkey opposes outright the KDP will always be a favourable choice for Ankara and economic relations will likely endure.

The relationship between Turkey and the KDP is also much more cordial than the one between Ankara and the Patriotic Union Party (PUK), the most powerful party in Iraqi Kurdistan after the KDP.

In August 2017 Ankara expelled PUK representatives from Turkey after the PKK kidnapped Turkish intelligence agents in Sulaimani province, the PUK's main stronghold in Iraqi Kurdistan. Furthermore, while Turkey opened its airspace to Erbil International Airport, following Baghdad's lifting of the post-referendum flight ban over the Kurdistan region's airspace in March, it has not yet done the same for Sulaimani International Airport.

"The KRG is not the united front it once was, whereby the PUK's relationship with the PKK is not the same as the KDP's," said Wahab. "This manifests in Turkey banning its flagship airlines from flying to Sulaimani."

Çiviroglu sees Turkey's refusal to reopen its airspace to air traffic going to Sulaimani as "an indicator of Turkish anger and displeasure with the PUK."

He said the "PUK's warm relations with Rojava (Syrian Kurdistan) and HDP (Peoples' Democratic Party) in Turkey, and generally with the PKK, makes the PUK less favourable to Turkey."

But now that Iraq is working to establish

☞ a new government, in which there has been consensus "about the designated prime minister, speaker of parliament and Barham Salih being elected president there is some gradual optimism in Baghdad", he said.

In light of these developments, Çiviroğlu does not believe that Ankara would try to be a spoiler, "but instead may try and use these changes for its advantage, especially Barham Salih becoming president."

Ankara may also "use these developments to reset relations with Iraq generally and the Kurdistan region in particular, especially Sulaimani which has been suffering from Turkey's closure of its airspace," Çiviroğlu said.

The selection of Salih, a long-time PUK member, as Iraqi president was warmly welcomed by Ankara. İlınur Çevik, an advisor to Erdoğan, described Salih as a good ally of Turkey.

"Dr. Barham has always appreciated the importance of Turkey and has cherished the friendship of Ankara. Now we have a good ally in Baghdad just like Mam Jalal," Çevik said in a recent editorial. Mam Jalal - Kurdish for 'Uncle Jalal' - is an endearing term many Kurds call the late former Iraqi President Jalal Talabani, who was also the leader of the PUK.

Such sentiments could signify that relations between Ankara and the PUK will be restored in the foreseeable future.

Wahab reasoned that while thawing the fro-

zen relations between Ankara and the PUK "would be an opportunity for President Salih" he also argued that "what factors greater into PUK's calculation of cosier relations with the PKK is its rivalry with the KDP - one that has heightened since the referendum and recently over Iraq's presidency and election results."

The KDP had sought to have its own candidate, Fuad Hussein, run as the next president of Iraq, a position traditionally reserved for the PUK, but lost that bid to Salih.

While Turkey's relationship with Iraqi Kurdistan successfully endured the worst crisis since its establishment a decade ago, it still has some ways to go before it completely normalises. ●

The Arab Weekly 22 October 2018

Barzani makes double comeback in Iraq

One year since failed independence campaign, Barzani's KDP wins Kurdish parliamentary elections while becoming largest single party in Iraq.

Monday 22/10/2018
<https://theArabweekly.com/>

SULAIMANIYAH - A year after a disastrous independence vote he had championed in Iraqi Kurdistan, veteran leader Massud Barzani has made a strong comeback both on the home front and in Baghdad.

While Iraq's presidency, a ceremonial post, has gone to Barham Saleh of the rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) was on Sunday declared the clear winner of the September 30 parliamentary elections in the autonomous region of northern Iraq.

In the political manoeuvring for ministerial posts in Baghdad, meanwhile, the KDP can also even boast it is the largest single party in Iraq. The party garnered 25 seats in Iraq's legislative elections in May, contested mainly against party lists.

With 45 seats won in the 111-member Iraqi Kurdish parliament, Barzani's party can form a majority without the PUK.

It can, in theory, rely solely on the 11-seat allocation reserved for the region's minority Turkmen, Christian and Armenian communities.

"Now that he is the great heavy-weight of Kurdish politics, no-one can do without him in Baghdad," said Adel Bakawan, a

research associate at the School for Advanced Studies in the Social Sciences in Paris (EHESS).

He predicted Barzani would seek the deputy premier, foreign and finance minister posts for the KDP in the federal government that is to be formed by November.

"He lost the gamble of the referendum, but the legislative (polls) in May were a tremendous moment of grace; he was courted by the Americans and the Iranians," the two key powerbrokers in Iraq, he said.

NEW OPPOSITION MOVEMENT

Barzani looked down and out after the Kurdistan independence vote, which was ruled illegal by Iraq's central government and resulted in Baghdad imposing economic penalties and retaking disputed territory.

The Iraqi Kurdish presidency has been left vacant since Barzani stepped down following the fiasco.

The appointment of a new president has been on hold, pending the drafting of a new Kurdish constitution for which no timetable has been set.

The leaders of the region's top two political parties also took their rivalry to Baghdad, contesting the role of Iraqi president.

The PUK's candidate Saleh won that race, maintaining a tacit



The Iraqi Kurdish presidency has been left vacant since Barzani stepped down following disastrous independence bid.

accord between the two parties which sees the PUK take the federal presidency while the KDP holds the Kurdistan presidency.

Kurdistan is split politically and geographically between the KDP and the PUK, which won 21 seats in the region's election, but unlike in the past they no longer have to work together to form a government.

According to political scientist Wathiq al-Hashemi, the region could "see the return of two leaderships" but "regional pressures" from neighbouring states are likely to rule out a return to the deadly clashes of 1994-2006

when the Kurds had rival governments.

Kurdistan's parliamentary vote also saw the emergence of the New Generation movement, which was founded this year to channel public anger at the region's elite.

The movement picked up eight seats in the vote, while the main opposition Goran (Change) party lost half of its seats and was left with 12 lawmakers.

Analysts put Goran's losses down to the arrival of New Generation, whose candidates stood in opposition to the KDP and PUK. ◆

Syrie : Erdogan se place au centre du jeu

En invitant samedi à Istanbul Merkel et Macron, le président turc veut sortir de son tête-à-tête avec son homologue russe.

Par Anne Andlauer 26/10/2018
<http://www.lefigaro.fr/>

À Istanbul / Samedi, Recep Tayyip Erdogan s'installera à la table du sommet d'Istanbul sur la Syrie en estimant, à peu de chose près, avoir rempli sa part du contrat à Idlib. Dans cette province du Nord-Ouest syrien, dernière zone contrôlée par des groupes opposés à Bachar el-Assad, le président turc et son homologue russe, Vladimir Poutine, supervisent depuis mi-septembre l'établissement d'une zone tampon de 15 à 20 km de large. Le contrat, scellé à Sotchi, prévoyait le retrait de toutes les armes lourdes aux mains des opposants avant le 10 octobre et le départ de ces derniers avant le 15 octobre. Ankara, appui des rebelles modérés, avait accepté de convaincre les djihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham, issus de l'ex-branche locale d'al-Qaïda.

Le président Recep Tayyip Erdogan a salué vendredi une « victoire de la diplomatie ». « Depuis que (l'accord) a été signé, nous n'avons plus de problème à Idlib », a assuré le chef de l'État. « À ce jour, une grande partie des armes lourdes ont été retirées de la région. Une grande partie des (combattants) radicaux se sont aussi retirés et les violations du cessez-le-feu ont baissé de 90 %. Nous le voyons, et nos amis russes le disent », s'était félicité mercredi son ministre de la Défense, Hulusi Akar.

La Turquie, comme la France, veut profiter du sommet d'Istanbul pour « trouver des solutions politiques, a poursuivi Hulusi Akar. Les étapes pour y parvenir sont claires : d'abord une nouvelle Constitution pour la Syrie, ensuite des élections et le départ d'el-Assad, qui n'a pas hésité à tuer son propre peuple ».

LA QUESTION KURDE

Le ministre de la Défense, qui était chef d'état-major lorsque la Turquie a lancé ses deux incursions militaires dans le nord de la Syrie (Djarabulus en août 2016 contre Daech, Afrin en janvier 2018 contre les forces kurdes), ne s'est pas appesanti sur l'attitude de son pays si des djihadistes s'obstinaient à maintenir leur présence à Idlib. « Une intervention militaire limitée de la Turquie serait



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et Emmanuel Macron, à l'Élysée, le 5 janvier 2018. Ludovic Marin/AP

envisageable, car leur présence comporterait des risques à la fois sur le terrain mais aussi en Turquie, où les plus radicaux d'entre eux pourraient tenter des attaques », estime Sinan Ülgen, directeur du Centre d'études sur les affaires économiques et diplomatiques (Edam) à Istanbul. Leur maintien placerait aussi Ankara en difficulté vis-à-vis de Moscou, qui a certes accordé un délai à l'accord de Sotchi, mais n'atténue pas ses pressions sur son partenaire turc.

Outre que le processus politique voulu par Ankara, Paris et Berlin manque encore d'un engagement ferme de la part de Moscou, des désaccords risquent d'émerger sur le comité constitutionnel appelé à doter la Syrie d'une nouvelle Loi fondamentale. Lors du sommet de samedi, Recep Tayyip Erdogan rappellera à ses interlocuteurs - au président français, Emmanuel Macron, en particulier - son refus catégorique d'accorder aux Kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD, groupe terroriste pour Ankara) un rôle dans la Syrie de demain.

Interrogé mercredi sur le souhait de certains États d'inclure le PYD dans ce processus politique, le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Çavuşoglu, confiait ainsi n'avoir «

pas entendu de telle proposition de la part de l'Allemagne, contrairement à la France et aux États-Unis. La Russie aussi a fini par voir que le PYD était un groupe terroriste », a expliqué le ministre turc.

Reste qu'en invitant Emmanuel Macron et Angela Merkel à le rejoindre à Istanbul pour un sommet sur la Syrie aux côtés de Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan agit avant tout dans l'intérêt de son pays. « Il en va de l'intérêt national de la Turquie que ses partenaires occidentaux commencent à s'intéresser de plus près à la Syrie car, finalement, l'Iran et la Russie ne sont pas des partenaires naturels pour Ankara », observe l'ancien diplomate Sinan Ülgen, en référence au processus d'Astana, qui voit depuis l'année dernière Turcs, Russes et Iraniens se réunir régulièrement sur le dossier syrien, sans les Occidentaux. « On voit bien les limites, pour la Turquie, d'un accord politique avec la Russie d'un côté et l'Iran de l'autre », ajoute Sinan Ülgen. Ce sommet est donc un moyen de remettre à la France et à l'Allemagne de revenir dans le jeu syrien, de sorte que la Turquie ne se retrouve pas isolée. ■

En Irak, Adel Abdel Mahdi obtient la confiance du Parlement

Le premier ministre, personnalité de compromis sans base de pouvoir forte, devra mener la reconstruction et lutter contre la corruption

Les premiers pas d'Adel Abdel Mahdi comme premier ministre sont un avant-goût des marchandages et des compromissions qui l'attendent à la tête de l'Irak. A l'issue de plusieurs heures de débats houleux au Parlement, à Bagdad, mercredi 24 octobre, les députés ont accordé leur confiance à cet indépendant chiite de 76 ans et à quatorze de ses vingt-deux ministres.

Jusque tard dans la nuit, ce politicien aguerri et au physique massif a poursuivi les tractations qu'il avait entamées dès sa désignation, le 2 octobre, avec les principales formations politiques pour la répartition des postes. Objets de crispation, huit portefeuilles n'ont pas été soumis au vote, dont ceux de la défense et de l'intérieur. M. Abdel Mahdi occupera ces fonctions jusqu'à un vote du Parlement, de nouveau convoqué le 6 novembre.

Candidat de compromis entre les deux coalitions qui ont remporté les législatives de mai – Saïroun, du chef populiste chiite Moktada Al-Sadr, et Fatih, des partis-militaires chiites pro-iraniens emmenée par Hadi Al-Améri –, M. Abdel Mahdi n'a pu s'extraire totalement des convoitises partisanses pour former le gouvernement de technocrates qu'il appelait de ses vœux. Le renouvellement qu'il avait tenté de promouvoir, en recevant certains des 601 prétendants sélectionnés lors d'une campagne de candidatures en ligne, n'est pas au rendez-vous.

« Libéral et laïc »

Rares sont les nouveaux visages et les figures indépendantes dans ce gouvernement, toutefois pourvu d'experts comme Louaï Al-Khatib à l'électricité, un chercheur reconnu dans le domaine des énergies, ou Mohammed Ali Al-Hakim, cadre onusien et ancien ambassadeur d'Irak à l'ONU.

Dans ce Parlement plus divisé que jamais, jusque dans le camp chiite majoritaire, Adel Abdel Ma-

« Abdel Mahdi peut jouer un rôle très positif pour la construction de la nation »

JOOST HILTERMANN
International Crisis Group

hdi ne peut pas compter sur le soutien fort d'un parti ou d'une base électorale pour mener à bien les nécessaires réformes structurelles. Quinze ans après la chute du dictateur Saddam Hussein et plusieurs guerres, dont celle achevée fin 2017 contre l'organisation Etat islamique, le chantier de la reconstruction est immense, tant sur le plan des infrastructures que du tissu social, déchiré par le confessionnalisme. La lutte contre la corruption est une priorité. « On ne peut pas exclure que M. Abdel Mahdi y parvienne, mais je suis sceptique. Pas sur sa personne. N'importe qui à sa place aurait grand mal à corriger les écueils de l'Irak post-2003 », estime Joost Hiltermann, directeur Moyen-Orient de l'ONG International Crisis Group.

Issu d'une grande famille chiite de Bagdad et fils d'un ex-ministre de l'éducation sous la monarchie, M. Abdel Mahdi bénéficie d'un a priori favorable. On vante sa « flexibilité idéologique ». « Il est libéral et laïc. C'est un homme compétent, vu comme un technocrate et un indépendant. Il peut jouer un rôle très positif pour la construction de la nation », ajoute M. Hiltermann.

Des rangs baasistes qu'il a rejoins à l'université d'économie et de commerce, à Bagdad, il est passé à l'opposition à Saddam Hussein qui prend le pouvoir en 1979. En exil en France, où il a étudié les sciences politiques et l'économie, il devient maoïste et se rapproche de la cause palestinienne. Il vit alors entre la France, le Liban et la Syrie. Proche de Mo-



Le premier ministre irakien, Adel Abdel Mahdi, au Parlement, à Bagdad, le 24 octobre.

HANDOUT / REUTERS

LE PROFIL



Adel Abdoul Mahdi

Adel Abdoul Mahdi, un économiste de 76 ans, né à Bagdad, s'était exilé en France en 1969, où il a travaillé pour des cercles de réflexion et diverses publications. Ex-vice-président et haut dirigeant d'un parti proche de l'Iran, c'est un vétéran de la politique irakienne depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. En 2006, il tente sans y parvenir d'être candidat au poste de premier ministre. En 2007, il est légèrement blessé dans un attentat qui fera quatre morts. Il a été ministre du pétrole de septembre 2014 à mars 2016. Son père était un membre du clergé chiite très respecté ayant siégé au gouvernement sous la monarchie renversée en 1958.

ammed Baqir Al-Hakim, président du Conseil suprême islamique d'Irak (CSII), il adhère à ce groupe d'opposition islamiste chiite fondé en Iran en 1982.

A la chute de Saddam Hussein en 2003, Adel Abdel Mahdi devient brièvement ministre des finances dans les autorités intérimaires. Après les premières élections multipartites d'Irak, en 2005, il est nommé vice-président, échappant à une tentative d'assassinat en 2007. « C'est un personnage entier, dit de lui un ami qui souhaite garder l'anonymat. Il a renoncé car il ne pouvait pas faire ce qu'il voulait. Il écoute et révère l'ayatollah Ali Al-Sistani », la plus haute autorité des chiites d'Irak, figure nationaliste et réformiste.

M. Abdel Mahdi apparaît comme un candidat acceptable aux yeux de l'ensemble des acteurs irakiens et des deux parrains que sont l'Iran et les Etats-Unis. « Il a de très bonnes connexions dans les cercles diplomatiques et il a su

jouer l'équilibre pour survivre politiquement », note M. Hiltermann. Les liens d'amitié qu'il a tissés avec les Kurdes sont un autre atout. Représentant du CSII au Kurdistan lors de la guerre civile intrakurde de 1994 à 1998, « il a joué un rôle de pacificateur entre les deux rivaux Massoud Barzani et Jalal Talabani et a gagné en respectabilité auprès des deux », note Adel Bakawan, chercheur associé à l'EHESS.

En nommant aux finances Fouad Hussein, le fidèle conseiller de M. Barzani et candidat déçu à la présidence, Adel Abdel Mahdi fait un geste fort envers son ami de longue date. Il pourrait jouer un rôle pour retisser les liens entre Bagdad et Erbil, après le fiasco du référendum d'autodétermination du Kurdistan fin 2017. « Les Kurdes n'attendent pas de lui un miracle, estime M. Bakawan. Massoud Barzani sait qu'il ne détient pas la clé de toutes les décisions. Mais sa nomination est un symbole. » ■

HÉLÈNE SALLON

OFFENSIVE : Au moins 70 combattants tués par Daech en Syrie

Les victimes, étaient membres d'une coalition arabo-kurde soutenue par Washington.

L'EXPRESS.fr avec AFP, le 27/10/2018

Nouveau drame dans la province de Deir Ezzor, dans l'est de la Syrie. Au moins 70 membres des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition de combattants kurdes et arabes soutenue par Washington, ont été tués lors d'une contre-attaque d'envergure des djihadistes du groupe Daech.

Les djihadistes ont mené des attaques meurtrières "entre vendredi soir et samedi à l'aube contre des positions reconquises par les FDS" dans le dernier réduit de Daech près de la frontière irakienne, a indiqué ce samedi soir le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. Il avait donné plus tôt dans la journée un bilan de 41 morts.



Des membres des Forces démocratiques syriennes, une coalition arabo-kurde engagée dans la lutte contre les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi. afp.com/Delil_souleiman

Daech a revendiqué ces attaques sur ses chaînes de propagande sur Telegram, indiquant que "les soldats du califat ont lancé ce matin (vendredi) une offensive d'envergure contre des positions des apostats" dans la localité de "Soussa et ses environs".

DEUX LOCALITÉS EN LIGNE DE MIRE

A coups d'attentats à la voiture piégée et d'opérations à la ceinture piégée, Daech a repris des secteurs récemment reconquis par les FDS, notamment dans les localités de Soussa et de Baghouz. Samedi, des pans

entiers des deux localités sont retombés dans l'escarcelle de l'organisation extrémiste.

Ces événements surviennent après que les FDS ont lancé le 10 septembre l'ultime étape d'une offensive visant à mettre un terme à la présence de Daech dans l'est syrien. Cette opération cible un secteur situé sur la rive Est du fleuve Euphrate, qui comprend, outre Soussa et Baghouz, les localités de Hajine et Al-Chaafa. ■



Samedi 27 et Dimanche 28 Octobre 2018

Turquie: Erdogan, la fièvre ottomane

L'autocratie du président turc, qui incarnait dans les années 2000 la cohabitation entre islam et démocratie, rappelle aujourd'hui les dictatures les plus dures.

La différence des populistes occidentaux, le nationalisme turc exalté par Recep Tayyip Erdogan ne s'appuie nullement sur la xénophobie. L'ouverture de la Turquie au monde et son influence sur la scène internationale sont au contraire des arguments majeurs utilisés par le président turc pour conforter son autorité auprès de ses partisans. On a pu le constater ces derniers jours à l'occasion de l'affaire Khashoggi. C'est de-

vant les parlementaires ou les délégués de son parti, l'AKP, qu'Erdogan a fait ses déclarations importantes attendues par le monde entier sur le dossier. Que ce soit pour révéler des éléments de l'enquête sur l'assassinat du journaliste saoudien dissident ou pour faire pression sur l'Arabie Saoudite en vue d'obtenir des réponses aux questions qui restent à éclaircir.

Purges. Le temps où celui qui a incarné à ses débuts au

pouvoir dans les années 2000 la cohabitation possible entre islam et démocratie est révolu aux yeux du monde. L'autocratie de plus en plus affirmée de Recep Tayyip Erdogan ces dernières années a même évolué vers des pratiques répressives familières des dictatures les plus dures, depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016. Mais l'étranglement des libertés publiques, le musellement des médias et les arrestations de journalistes, les purges massives qui ont suivi dans l'armée et les administrations n'ont pas empêché la réélection d'Erdogan avec plus de 52% des voix en juin.

Excès. Le Président qui «sait le mieux lire son peuple», selon l'expression du directeur de l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul, Bayram Balci, joue sur une aspiration partagée pour la grande Turquie. Il

exalte l'ultranationalisme de ses compatriotes tantôt en prétendant à un rôle de leader dans le monde musulman, tantôt par ses coups de gueule face à une Europe qui le rejette. Ses excès de langage – allant jusqu'à qualifier de «pratiques nazies» les décisions de l'Allemagne et des Pays-Bas qui lui avaient interdit de faire campagne sur leur territoire en faveur du oui au référendum l'année dernière – étaient davantage destinés à la consommation intérieure. Ses coups de boutoir ont d'ailleurs été applaudis par les Turcs vexés comme lui par le mépris des Européens. Ainsi, le discours nationaliste d'Erdogan s'inscrit en opposition à la xénophobie des droitistes européens, en revendiquant une vocation pour la Turquie, héritière de l'Empire ottoman.

HALA KODMANI

France to take in 100 Yazidi women stranded in Iraqi Kurdistan

25 October 2018 - PARIS (AFP) - <https://www.france24.com>

FRENCH PRESIDENT EMMANUEL MACRON has pledged to bring to France 100 Yazidi women who were victims of assault by Islamic State fighters in northern Iraq beginning in 2014, his office said Thursday.

Macron's offer came after a meeting in Paris with Nadia Murad, who was awarded the Nobel Peace Prize this month for her campaign to end sexual violence as a weapon of war.

Murad was one of thousands of Yazidi women captured by IS jihadists before they were driven out of Sinjar and other parts of Iraq, starting with campaigns by Kurdish forces backed by US-led coalition forces.

Macron said that in response to Murad's request, 20 of the refugees being held without access to care in Iraqi Kurdistan would come to France by the end of this year, and the remainder in 2019.

He said he would also back Murad's launch of a reconstruction fund for Sinjar to build hospitals and schools, hopefully encouraging Yazidis who had fled to return to their bastion.

Murad was in Paris to present a report from the International Federation for Human Rights (FIDH) on the brutalities inflicted on Yazidi women during the IS siege, in particular those by foreign fighters who had joined the IS jihadists.



French President Emmanuel Macron (L) meets with 2018 Nobel Peace laureate Iraqi Yazidi human rights activist Nadia Murad Basee Taha (R) at the Elysee palace in Paris © POOL/AFP |

More than 6,800 Yazidis were kidnapped, of which 4,300 either escaped or were bought as slaves, while 2,500 remain missing, the report said.

The federation called on governments to pursue its citizens who fought alongside IS for participating in genocide and crimes against humanity ♦

US troops in Syria take fire from Turkish proxy fighters

By: Kyle Rempfer October 24 <https://www.militarytimes.com>

A U.S. patrol came under fire in the Syrian region of Manbij, allegedly from Turkey's local proxy forces.

American officials with Operation Inherent Resolve confirmed to Military Times that coalition forces exchanged fire with an unknown armed group on Oct. 15 near Manbij — a region in northern Syria that has stoked tension between the U.S. and Turkey, both NATO allies, over the past year.

"Troops were on a patrol with Manbij Civil Council and received gunfire from an unknown source," Army Col. Sean Ryan, spokesman for the Inherent Resolve coalition to defeat the Islamic State, told Military Times.

"It was over quickly and a reminder to stay vigilant," he added.

Ryan said the coalition patrols in Manbij do not often receive fire. He also did not confirm whether those firing at the Americans were Turkey's proxy forces.

"Manbij has been relatively safe but it is still Syria, and a lot of malign actors are looking to cause trouble," he said.

The Syrian Kurdish journalist Hosheng Hesên posted a video of the skirmish on his Twitter account. He wrote a caption stating that the video shows a clash between U.S. troops and armed rebel factions sponsored by Turkey.

Earlier this year, Inherent Resolve confirmed to Military Times that coalition forces have received fire from suspected Turkish-supported groups sporadically over the time they have been patrolling near Manbij.

Regardless, Ryan said he didn't expect this incident to derail efforts to cool tensions between Turkey and the U.S.

Manbij has been a flash point in relations between the U.S. and Turkey, with coalition troops caught in the middle of a geopolitical rivalry between the two NATO allies.

Inherent Resolve coalition forces, including U.S. and French troops, have been patrolling Manbij over the past year, amid Turkish demands for the withdrawal of the People's Protection Units, or YPG, a Kurdish militia that dominates the U.S.-backed Syrian Democratic Forces and helped expel ISIS from the area in 2016.

Turkey views YPG fighters as terrorists



U.S. personnel provide security during an independent patrol outside Manbij, Syria, Aug. 11, 2018. These independent, coordinated patrols are conducted with Turkish military forces who stay on the opposite side of the demarcation line. (Sgt. Nicole Paese/Army)

because of their links to the ongoing Kurdish insurgency in southeastern Turkey.

In order to defuse tensions with Turkey, U.S. officials reached an agreement on a Manbij road-map to determine how the area would be governed that involves the departure of YPG fighters.

Since June, troops from the two countries have been conducting "coordinated independent patrols" along the demarcation line north of Manbij. And training for actual joint patrols between U.S. and Turkish troops is also underway, Pentagon officials told reporters this month.

Turkey's proxy force — ethnically Syrian Arab and Syrian Turkmen rebels who are known as the Turkish-backed Free Syrian Army, or TFSA — have been used in the past by the Turkish military during operations in

northern Syria, such as the battle to uproot Kurdish fighters from Afrin.

TFSA rebels have also threatened to retake Manbij.

However, Ryan confirmed U.S. troops would not be conducting joint patrols with TFSA fighters.

Instead, they will directly work with Turkish uniformed soldiers.

"The patrols will be with the Turkish Army and should start soon," Ryan said.

Despite the roadmap, Turkish President Recep Tayyip Erdogan has continued to accuse

the U.S. of not pushing the YPG hard enough to depart.

"America has not kept up with the roadmap and schedule for Manbij," Erdogan told Turkish media in September. "The [YPG] has not left the region." ●



OCTOBER 28, 2018

Iranian security shoot, kill two teenagers across border in Kurdistan Region

Kosar Nawzad / October 28-2018 www.kurdistan24.net

ERBIL (Kurdistan 24) – Iranian security forces on Saturday shot and killed two teenage Iranian Kurds in a Kurdistan Region border town, according to local police.

The bodies of Bilal Tahami, 18, and Ayoub Pallani, 19, were found in a resort area in Halabja province's Byara district, which borders Iran, the spokesperson for the province, Barzan Othman, was quoted as saying by Kurdpa media outlet.

According to a police investigation following the incident, Iran's border guards directly shot and killed the two Kurdish teens, Othman added.

Kurdpa claimed the youths had crossed over to the Kurdistan Region to seek better employment opportunities.

Iran's border guards regularly shoot individuals who cross over from or into the Region. The primary victims of these attacks are couriers who smuggle small amounts of goods, including tea, tobacco, and tires, as an occupation.

These couriers risk criminal charges, their safety, and their lives by making the perilous treks on a regular basis. They routinely spend days climbing near-impassable paths while carrying back-breaking amounts of goods.

In 2018, Iran's already strained economy declined even further as the US pulled out from a landmark nuclear deal – which had freed the Gulf Country's economic activities in the region – and the subsequent reinstitu-



tion of sanctions.

Another set of sanctions are expected to come into effect in November, targeting the country's oil and financial sector.

Along with the sanctions, provinces that have higher rates of unemployment, according to official numbers, are mostly occupied by the countries' minorities – among them the Kurds. The population in these regions have limited sources of income available to them. ■



Syrie : la Turquie prête pour une nouvelle offensive contre une milice kurde

Ankara, 30 octobre 2018 (AFP)

LA TURQUIE A TERMINÉ SES "PRÉPARATIFS" en vue d'une nouvelle offensive dans le nord de la Syrie pour "détruire" une milice kurde soutenue par Washington, mais qu'Ankara considère comme "terroriste", a déclaré mardi le président Recep Tayyip Erdogan.

"Nous allons détruire la structure terroriste à l'est de l'Euphrate. Nous avons terminé nos préparatifs, nos plans et nos programmes à ce sujet", a déclaré le chef de l'Etat turc dans une intervention devant les députés de son parti au Parlement.

"Nous avons commencé il y a quelques jours notre intervention contre cette organisation terroriste", a-t-il ajouté. "Bientôt, il y aura des opérations plus efficaces et de plus grande ampleur".

L'armée turque a en effet pilonné dimanche des positions des Unités de protection du peuple (YPG) situées sur la rive est de l'Euphrate dans le nord de la Syrie, à l'ouest de Kobané (Ain al-Arab, en arabe), selon l'agence de presse étatique turque Anadolu.

Les YPG sont l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-kurde soutenue par les Etats-Unis pour combattre le groupe Etat islamique (EI).

Mais Ankara les considère comme une extension en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe qui livre une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

Si le PKK est classé comme "terroriste" par les alliés occidentaux de la Turquie, ce n'est pas le cas des YPG.

"Chaque fois que la Turquie voit que la situation en Syrie évolue vers une stabilité et une solution politique, elle menace l'est de l'Euphrate et les régions du nord de la Syrie (...)", a regretté mardi soir auprès de l'AFP le porte-parole

des YPG, Nouri Mahmoud.

"Les Unités de protection du peuple réagiront à toute menace ou attaque", a-t-il prévenu, qualifiant de "légitime défense" toute éventuelle riposte des YPG à une offensive turque.

M. Erdogan a plusieurs fois menacé ces derniers jours de lancer une offensive à l'est de l'Euphrate, après deux précédentes opérations menées depuis 2016 à l'ouest du fleuve, pour en repousser à la fois l'EI et les YPG.

La Turquie redoute en effet que l'établissement d'une entité kurde à sa frontière ne galvanise les velléités séparatistes sur son sol.

D'après Anadolu, les bombardements turcs ont visé dimanche des abris et des tranchées des YPG sur une colline dans le village de Zur Maghar, situé sur la rive orientale de l'Euphrate en face de la ville de Jarablous.

Le ministère français des Affaires étrangères a fait part dimanche de sa "préoccupation" au sujet de ces frappes, appelant "toutes les parties impliquées à la plus grande retenue".

Le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, cité par Anadolu, a quant à lui affirmé que l'est de l'Euphrate serait la prochaine étape après Minbej, située à l'ouest du fleuve et où les YPG sont une force dominante.

Au cours des derniers mois, la Turquie a plusieurs fois menacé d'attaquer Minbej, où des militaires américains sont également déployés.

Afin d'éviter une confrontation entre les deux pays alliés au sein de l'Otan, Ankara et Washington sont parvenus à une "feuille de route" prévoyant notamment le retrait des YPG de Minbej. Mais la Turquie s'est plainte récemment de la présence continue de membres de la milice kurde.

La Turquie et les Etats-Unis mènent depuis plusieurs mois des patrouilles séparées mais "coordonnées" à Minbej. Selon M. Akar, des patrouilles "conjointes" prévues par la feuille de route doivent commencer "aujourd'hui (mardi) ou demain". ●

Viewpoint

Erdogan, Qatar and the drop-by-drop strategy



Amine Ben Messaoud

On the back of Turkey's drop-by-drop policy, Qatar is jumping on the wagon to settle old and new scores with Riyadh.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan is dealing with the Jamal Khashoggi case the same way Turkish soap opera directors deal with their viewers. Every day they offer them a fresh episode and a few new developments.

And, just like a show producer deals with advertisers, Erdogan deals with regional and international actors. The Khashoggi case is a golden goose that he has tried to exploit.

Erdogan regulates the pace of leaks and statements to the tune of political aims and possible gains. While observers and public opinion are expecting the full details of the Khashoggi's death in the Saudi Consulate in Istanbul story as possessed by Turkish intelligence, Erdogan chooses instead to raise more questions and create additional developments, alluding to the possibility of holding more "surprises and shockers" up his sleeve.

Through the Khashoggi case, Erdogan achieved at least three

important strategic objectives: restoring the momentum to relations with US President Donald Trump's administration and pushing for cooperation instead of sanctions; bringing Turkey to the forefront of regional affairs and the international limelight when its reputation was seriously damaged due to mismanagement of internal and external affairs; and scoring points in its competition with the Saudis over the Sunni leadership of the

Islamic world.

These objectives will be put to use internally and externally, from improving Turkey's bargaining position with the European Union by distancing itself a bit from accusations of restricting media and political freedoms to gaining some leeway on the Kurdish issue, whether in the south-east of Anatolia or in Syria to perpetuating Erdogan's image of the supreme leader and legitimising the reduction of the Turkish state to his own person.

Part of the reason Turkey is trickling out details of the Khashoggi case drop by drop is that Ankara looks at the case as a gift from heaven. For the first time in nearly a decade, Erdogan is speaking about press freedom, the rights of journalists and the sanctity of journalistic work. For the first time in a decade, Erdogan bypassed, formally at least, the charge of having turned his country into a large prison for journalists, bloggers, thinkers, university professors, judges and lawyers.

On the back of Turkey's drop-by-drop policy, Qatar is jumping on the wagon to settle old and new scores with Riyadh. European capitals are escalating their rhetoric with Riyadh to improve their negotiating positions in trade deals with Saudi Arabia.

Finally, Washington gets to play its favourite game of working every side against the middle, especially since the Americans were not so pleased with Saudi Crown Prince Mohammed bin Salman bin Abdulaziz's response to Trump's offers of "money for security."

The question is: When will the credits roll on this Turkish soap opera? There is no doubt that many regional and international actors are aspiring for a full settlement,

starting with the Gulf crisis and the embargo on Qatar, passing through a different approach for dealing with the Muslim Brotherhood and Islamist movements and the lifting of the Saudi veto on the Turkish presence in the Red Sea.

Riyadh must take a big leap and go beyond the trickling of leaks to pre-empt Erdogan's political finger-



A hunt for clues. Forensic police officers arrive at an underground car park cordoned off by Turkish police after they found an abandoned car belonging to the Saudi Consulate in Istanbul, on October 23. (AFP)

wagging during his speech before the Turkish parliament. Perhaps the most important thing for Riyadh to do is to hold the perpetrators publicly accountable and expedite fair and just sentences, in addition to moving the media space towards more freedom and the acceptance of dissenting opinions and stopping the persecutions of those with differing opinions.

In other words, the Saudis must quickly and symbolically retake Jamal Khashoggi and save him from those transacting with his bloodied shirt and they are numerous.

This may be one of the few times I agree with the Tunisian Foreign Minister Khemaies Jhinaoui concerning his position about the crisis. He called for a thorough investigation and for not purposely and maliciously targeting Saudi Arabia.

Jhinaoui is aware that Saudi Arabia's enemies are many and ready to pounce at any chance they get. He knows that many covet the kingdom's religious soft power.

However, Jhinaoui also knows that even if the solution to the Khashoggi crisis is purely Saudi, it must be convincing on the local, regional and international levels and it must be something that Riyadh can do quickly.

Amine Ben Messaoud is a Tunisian writer and political analyst.

En Syrie, Daech ne désarme pas

Acculés dans une petite poche de territoire à l'est de la Syrie, 3 000 djihadistes ont réussi à repousser les forces de la coalition. Explications. Par Armin Arefi

Le Point.fr / 30/10/2018

Ce devait être l'ultime bataille contre l'État islamique (EI). Lancée le 10 septembre dernier, l'offensive finale des forces démocratiques syriennes (FDS), armée kurdo-arabe de 30 000 hommes soutenue par l'aviation de la coalition internationale anti-EI, devait rapidement venir à bout de la poche de Hajine. Située sur la rive est de l'Euphrate, ce territoire, l'un des derniers encore entre les mains de l'EI en Syrie, compte encore quelque 3 000 djihadistes expérimentés, dont de nombreux étrangers.

Or, près d'un mois et demi après le début de l'assaut, alors que Daech enchaîne les défaites militaires depuis maintenant deux ans en Syrie et en Irak, l'organisation a réussi dimanche, à la surprise générale, à repousser entièrement les FDS de son dernier bastion dans l'Est syrien. À en croire le colonel Sen Ryan, porte-parole de la coalition internationale anti-Daech, cette déconvenue s'explique avant tout par une « tempête de sable (qui) a facilité cette contre-attaque » djihadiste.

« Les djihadistes connaissent parfaitement le terrain »

En effet, les délicates conditions météorologiques qui touchent actuellement cette portion de territoire désertique, située entre l'Euphrate et la frontière irakienne, rendent particulièrement difficile toute couverture

aérienne des combats par l'aviation de la coalition anti-Daech (majoritairement américaine, NDLR), indispensable à l'avancée des FDS au sol. Contrairement à l'EI, « nos forces ne connaissent pas la région et ne peuvent pas se déplacer dans des conditions de visibilité nulle », a expliqué, sous le couvert de l'anonymat, un commandant des FDS à l'Agence France-Presse.

« La grande faiblesse de Daech se situe dans leur vulnérabilité face aux bombardements aériens. Mais les djihadistes sont très bien organisés et connaissent parfaitement le terrain », souligne au Point Thomas Pierret, chargé de recherche au CNRS-Iremam (Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans) à Aix-en-Provence.

« Le mouvement s'est réorganisé en groupe de guérilla cherchant à épuiser ses adversaires dans le désert en lui infligeant de lourdes pertes. »

Deux poches de « résistance » en Syrie

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme, ONG disposant d'un vaste réseau de sources fiables sur le terrain, la contre-attaque djihadiste a été réalisée à l'aide de ceintures explosives et d'attentats à la voiture piégée. Elle a fait 72 morts au sein des Forces démocratiques syriennes, ce qui porte le bilan à près de 300 combattants kurdo-arabes tués depuis le début de l'offensive, contre environ 500 du côté djihadiste. Mais l'État islamique s'en prend également à l'armée régulière syrienne, dans le sud



Arsenal ayant appartenu aux djihadistes de Daech, retrouvé par les forces kurdes dans la ville syrienne de Kobané en décembre 2014 (photo d'illustration). © NurPhoto/AFP/ Gail Orenstein

du pays.

Outre la poche de Hajine, les djihadistes sont également présents dans la localité désertique de Tloul al-Safa, située dans la province de Soueida, à 100 kilomètres au sud-est de Damas. Le 25 juillet dernier, Daech a perpétré une série d'attaques coordonnées, faisant plus de 250 morts, dans cette région druze (communauté arabe appliquant une version hétérodoxe de l'islam chiite ismaélite, NDLR) aux mains du régime syrien. En outre, l'EI y a enlevé une trentaine de civils, dont deux ont été exécutés (six ont été libérés par la suite, NDLR).

« Guerre du désert »

Depuis, les combats entre forces pro-Bachar el-Assad et djihadistes sont quotidiens. Le 10 septembre dernier, pas moins de 21 soldats syriens ont été tués dans une embuscade montée par Daech dans le village de Tloul al-Safa. « Les djihadistes se montrent particulièrement redoutables dans cette guerre du désert, souligne Thomas Pierret, car ce terrain favorise le mouvement, l'organisation et la cohésion, qui sont les points forts de l'EI. »

Dès lors, l'État islamique est-il en mesure aujourd'hui de se servir de ces poches de « résistance » comme base pour se lancer à la reconquête des territoires qu'il a perdus (l'organisation ne contrôle plus que 3 % du territoire du « califat » qu'elle a proclamé en juin 2014, à cheval entre la Syrie et l'Irak, NDLR) ? Loin s'en faut. « Depuis longtemps, Daech sait qu'il a perdu la bataille pour le contrôle des villes, tranche Thomas Pierret. Leur stratégie se fonde sur le long terme : il s'agit de maintenir une capacité d'action militaire pour tirer parti de futurs conflits. »

Tensions entre Kurdes et Arabes

Une stratégie a déjà été observée par l'ancêtre de Daech, l'État islamique en Irak. Après avoir été vaincue sur le plan militaire en 2008, l'organisation s'est maintenue dans la clandestinité, avant de réapparaître en 2012, à la faveur de la crise politique en Irak et de la guerre civile syrienne. « De même, l'EI a la capacité de tirer profit à l'avenir des tensions entre les Kurdes et les Arabes en Syrie. » En effet, si elles sont multi-ethniques, les Forces démocratiques syriennes sont aujourd'hui dominées par les Kurdes de Syrie (les YPG ou « unités de protection du peuple », le bras armé du PYD, le Parti de l'union démocratique), qui ont noyauté les administrations locales dans les villes reprises à Daech.

Or, à l'est de l'Euphrate, ces localités



Sources : Thomas van Linge sur Twitter et iswnews.com.

Les djihadistes de l'État islamique ont réussi à repousser les assauts des forces démocratiques syriennes. © Thomas van Linge/iswnews.com

⇒ sont majoritairement à population arabe. Parmi celle-ci, certaines tribus sunnites sont hostiles aux Kurdes et ont même fait preuve de complaisance à l'égard des djihadistes. « Toutes les tribus arabes ne sont pas sur cette position », insiste Khaled Issa, représentant du Rojava (le Kurdistan syrien) en France. « Un grand nombre des combattants des FDS, si ce n'est la majorité, sont arabes (d'après les estimations, seuls 5 000 soldats arabes seraient présents au sein des FDS, NDLR). »

« Erdogan au secours de Daech »

À entendre ce membre du PYD, le recul des forces kurdo-arabes face à Daech aurait un seul

responsable : Recep Tayyip Erdogan. Dimanche, pendant que les FDS combattaient les djihadistes à l'est de l'Euphrate, elles ont été bombardées par l'armée turque, dans le village de Zur Maghar. « Il s'agit d'un coup de poignard dans le dos », s'insurge Khaled Issa, interrogé par Le Point. « Alors que les djihadistes de Daech contre-attaquaient face aux FDS, ils ont été aidés par Erdogan, qui a ouvert un autre front contre nous. »

Considérant, à juste titre, le PYD comme l'émanation syrienne du PKK, une organisation terroriste selon Ankara, Bruxelles et Washington (à la différence du PYD, NDLR), le rais turc s'emploie depuis le début du conflit syrien à affaiblir

les Kurdes de Syrie, pourtant alliés de l'Occident dans la lutte anti-djihadiste, afin d'annihiler toute velléité d'indépendance au nord de la Syrie. Depuis 2016, l'armée turque a lancé deux offensives dans le Rojava contre Jarablous (en 2016) et Afrine (2018) officiellement pour déloger les djihadistes de Daech, mais surtout empêcher toute jonction entre les trois cantons kurdes du nord du pays (Afrine, Kobané, Djéziré). Or, d'après Khaled Issa, Erdogan aurait en réalité fait à chaque fois le jeu des combattants de l'EI, au détriment de ses ennemis kurdes. Et le responsable kurde de résumer : « À chaque fois que l'EI est en difficulté, le président turc vole à leur secours. »●

FranceSoir

29 octobre 2018

La Turquie s'enracine et étend son influence dans le nord syrien

Par Nazeer Al-Khatib -29 Octobre 2018

Azaz (Syrie) (AFP)

<http://www.francesoir.fr>

"La fraternité n'a pas de limites". La phrase est soigneusement peinte en arabe et en turc sur un mur de la ville d'Azaz, située au cœur du protectorat de facto de la Turquie dans le nord de la Syrie.

Enseignement du turc dans les écoles, implantation de l'opérateur mobile Turk Telekom... Le rôle d'Ankara dans cette région sous contrôle rebelle ne cesse de s'étendre.

"Tout ici vient de chez nos frères turcs", explique Mohammad Hamdan Keno, président du conseil local d'Azaz, à la frontière avec la Turquie.

Dans son bureau, le drapeau de la révolte syrienne avec ses trois étoiles côtoie celui de la Turquie, frappé d'une étoile et d'un croissant blancs.

Ankara a commencé à fournir un soutien humanitaire, politique et militaire à l'opposition syrienne peu après le début des manifestations anti-régime en 2011.

Mais son influence s'est amplifiée à partir de 2016 à la faveur d'une opération militaire conjointe menée par ses troupes et leurs supplétifs syriens contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) d'une part, et les combattants kurdes, d'autre part.

Ensemble, ils ont délogé les jihadistes des villes de Jarablous et d'Al-Rai, avant de conquérir cette année l'enclave kurde adjacente d'Afrine.

- "GARANTIE POUR NOS ENFANTS" -

La Turquie a maintenu des soldats et membres des services de renseignement dans la région, et continue de soutenir la police locale.

Des institutions étatiques et sociétés privées turques s'y sont également installées.

A Jarablous, le principal hôpital, désormais géré



Un garçon marche le long d'une rue dans la ville d'Azaz, dans le nord de la Syrie, près de la frontière turque, le 16 octobre 2018 © Nazeer AL-KHATIB / AFP

par une direction turque, arbore des portraits du président Recep Tayyip Erdogan. Et la ville est éclairée par un réseau électrique installé par Ankara.

Un projet similaire, encore embryonnaire, est en cours d'exécution à Azaz par AK Energy, une société privée turque. D'un coût de trois millions de dollars, il a déjà permis de raccorder au réseau plusieurs quartiers de la ville, affirme M. Keno.

Selon lui, la Turquie a par ailleurs aidé le conseil de la ville à paver des routes, rénover des mosquées et réhabiliter des salles d'écoles endommagées par les combats.

"Ils ont fourni des bureaux, des livres, des cartables, des ordinateurs et des imprimantes", énumère le responsable local.

En guise de reconnaissance, le conseil de la ville a introduit l'enseignement de la langue turque dans le cursus scolaire destiné aux 18.000 élèves d'Azaz et de ses environs.

"Nous avions auparavant deux langues étrangères dans notre programme: l'anglais et le français", mais il a récemment été décidé de "remplacer le français par le turc", indique M. Keno.

Il s'agit d'une "garantie pour l'avenir de nos enfants", d'autant que "la Turquie est désormais l'Etat parrain".

Illustrant le phénomène, la plupart des panneaux dans les rues sont bilingues, et les résidents ont de plus en plus recours à des puces télépho-

niques turques.

"La demande est soutenue", se félicite le représentant de Turk Telekom, Ahmad Hadbeh. "Nous avons érigé des tours (de télécommunications) à Al-Bab, Azaz et Jarablous".

- "SORTE DE MANDAT" -

Pour Ahmet Yayla, professeur à l'université DeSales aux Etats-Unis, la Turquie table sur le long terme.

"Toutes les administrations de ces villes sont dirigées par la Turquie. C'est une sorte de mandat", dit-il à l'AFP. "Ces zones ne feront pas officiellement partie de la Turquie", mais Ankara y "régnera de facto".

Sur le plan commercial, cette tutelle se traduit par des échanges accrus avec la Turquie.

Le principal centre commercial à Azaz regorge de produits turcs: sucreries, riz, vêtements et produits ménagers.

Salim Horani y vend du tissu, des chaussures et des équipements industriels importés de l'autre côté de la frontière.

"Les produits en Turquie sont beaucoup plus abordables" que ceux venant de l'intérieur de la Syrie, assure-t-il.

Certains Syriens de la région se font même livrer leurs vêtements et autres produits par le biais du service postal national turc (PTT), qui a récemment ouvert une succursale à Azaz. ●

Syrie : un sommet inédit à Istanbul pour tenter de garantir le cessez-le-feu à Idlib

Merkel, Poutine, Erdogan et Macron n'ont pas caché leurs divergences sur Bachar Al-Assad



De gauche à droite : la chancelière allemande Angela Merkel, le président russe Vladimir Poutine, le président turc Tayyip Erdogan et le président français Emmanuel Macron, lors de la conférence de presse ayant suivi leur entretien, à Istanbul, le 27 octobre 2018. POOL / REUTERS

ISTANBUL - correspondante

Réunis pour un sommet inédit, samedi 27 octobre, dans le palais stambouliote du sultan ottoman Vahdetin, qui domine le Bosphore à Çengelköy, les dirigeants Recep Tayyip Erdogan, Vladimir Poutine, Angela Merkel et Emmanuel Macron ont rappelé la nécessité d'un règlement politique en Syrie, où le conflit a fait 360 000 morts depuis 2011.

Ce rapprochement est « un travail utile qui nous engage », s'est félicité le président français. C'est la première fois que l'Allemagne et la France, deux des membres du groupe de contact (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Arabie saoudite, Jordanie) prennent langue à ce point avec Ankara et Moscou, deux Etats du groupe d'Astana (Russie, Turquie, Iran), pour relancer les efforts de paix en Syrie.

Résolus à mettre l'accent sur ce qui les unit plutôt que ce qui les divise, les quatre ont vanté l'accord de cessez-le-feu intervenu le 23 septembre entre la Russie et la

Turquie dans la région d'Idlib, le dernier fief rebelle dans le nord-ouest de la Syrie, épargnée par l'offensive d'ampleur qui lui était promise par l'armée de Bachar Al-Assad et par son allié russe.

« Garantir un cessez-le-feu stable et durable à Idlib » est une priorité, a insisté Emmanuel Macron, invitant Moscou « à exercer une pression » sur le régime syrien « qui lui doit sa survie ».

Accord fragile

Plus circonspect, le président russe, Vladimir Poutine, a rappelé le caractère fragile de l'accord, ainsi que le statut « provisoire » d'Idlib, vouée à terme à être restituée au régime syrien. « Tout n'est pas fait, mais on va continuer », a-t-il déclaré, saluant les efforts de la Turquie pour « épurer » la zone démilitarisée de ses éléments extrémistes et de leurs armes lourdes. Le cessez-le-feu peut-il tenir ? « Si les radicaux organisent des attaques sur d'autres régions depuis Idlib, la Russie aidera le gouvernement syrien à s'en débarrasser. »

Recep Tayyip Erdogan, Angela Merkel et Emmanuel Macron ont

insisté pour que le comité constitutionnel chargé de donner une nouvelle Loi fondamentale à la Syrie sous les auspices des Nations unies se réunisse avant la fin de l'année. Décidée il y a dix mois lors d'une conférence pour la paix organisée à Sotchi en Russie, la mise en place de ce comité est vue comme la première étape sur la voie d'un règlement politique. Elle tarde, en particulier à cause du blocage du régime syrien, qui rechigne à adouber la désignation d'un tiers de ses 150 membres, soit une liste de 50 représentants de la société civile.

Interrogé sur sa marge de manœuvre face aux réticences de son protégé syrien, M. Poutine a expliqué : « La tâche n'est pas facile, chaque partie essaie de mettre ses représentants sur cette liste [de la société civile]. Si les conditions sont réunies, ce comité verra le jour. (...) Il faut travailler aussi avec l'Iran qui, comme vous le savez, est l'un des Etats garants du processus d'Astana. Sans la participation de l'Iran, c'est impossible à réaliser. »

Damas ne semble guère pressé de voir l'amorce d'une solution

politique « inclusive », comme la décrit le président Macron, à savoir la tenue d'élections auxquelles participeraient non seulement les Syriens de Syrie mais aussi les millions de réfugiés de l'étranger.

Malgré l'entente manifeste entre les quatre, scellée par la publication d'un communiqué commun, des divergences sont apparues, en particulier dans leurs appréciations du président syrien, Bachar Al-Assad. « En Syrie, il y a deux guerres, l'une est menée contre les groupes terroristes, l'autre est celle du régime contre les rebelles et elle a poussé des millions de Syriens dehors », a tenu à rappeler M. Macron. « Le régime syrien a massacré un très grand nombre de personnes », a renchéri la chancelière Angela Merkel.

Le terme « régime » n'est pas du goût de Vladimir Poutine. « Tout le monde ici parle de régime, mais là-bas il y a un gouvernement qu'il faut respecter et dont il faut reconnaître la légitimité », a-t-il déploré, après avoir maintes fois souligné la nécessité de voir émerger un « Etat syrien fort ». ■

MARIE JÉGO

Turkey raises stakes in Syria with shelling of Kurdish targets

The Turkish military has fired on Syrian Kurdish positions east of the Euphrates River for the first time in a move that could heighten tensions with the United States.



Ayla Jean Yackley
October 29, 2018
www.al-monitor.com

Turkey's attack on Kurdish militants east of the Euphrates River in northern Syria for the first time escalates its fight against the US-allied group and raises the risk of a confrontation with American forces fighting alongside the rebels.

The shelling of People's Protection Units (YPG) positions on the Euphrates' eastern shore on Sunday came just two days after President Recep Tayyip Erdogan gave his "final warning" to Syrian Kurdish fighters to retreat and accused the United States of dragging its feet in an agreement to remove the group from Turkey's border.

The attack also followed a summit on Syria in Istanbul, hosted by Erdogan and attended by the leaders of Germany, France and Russia on Saturday. They called for a new Syrian constitution to be drafted before the end of this year, "paving the way for free and fair elections," according to a joint statement.

Turkey's active role on Syria appears to be part of Erdogan's wider strategy to reassert Turkish influence in the region. Nowhere is this more apparent than in the Turkish president's high-stakes standoff with Saudi Arabia's crown prince, Mohammed bin Salman, over the case of murdered journalist Jamal Khashoggi, a Washington Post columnist who was killed at the Saudi Consulate in Istanbul Oct. 2.

Since then, Erdogan's government has orchestrated a steady stream of leaks to the media with grisly details of the murder, piling pressure on Salman, who has denied involvement despite the alleged role of senior Saudi intelligence officials in the slaying. The reports of Khashoggi's gruesome murder have depicted the Saudi government as ruthless in its crackdown on dissidents and tested the kingdom's relations with the West.

Ties between Ankara and Riyadh were strained before Khashoggi's death over divergent views on Syria, Iran and Israel, and some observers describe Turkey's pressure campaign on the Saudis as a battle between Erdogan's nominally democratic version of political Islam and the absolute theocracy of Saudi Arabia, one of the world's biggest oil producers and the dominant force in the region.

For his part, Erdogan has worked closely with Russia, despite supporting opposite sides of the Syrian conflict, as Turkey's relationship with the United States has soured in recent years over delays in arm sales, the jailing of an American pastor in Turkey, the US collaboration with the YPG and Erdogan's perceived tilt away from the trans-Atlantic alliance.

Last month, Erdogan brokered a cease-fire in the Syrian town of Idlib, controlled by the rebels Turkey backs, with Vladimir Putin, Syrian President Bashar al-Assad's greatest defender, forestalling an imminent bombardment of the province where more than 3 million civilians live. At the Istanbul summit, French President Emmanuel Macron told reporters: "Russia and Turkey have negotiated an agreement that must be strictly implemented. Assurances were made on this point."

Macron said, "We are counting on Russia to exert a very clear pressure on the [Syrian] regime, which very clearly owes it its survival."

In June, NATO allies Turkey and the United States agreed to the withdraw-



A Turkish-backed Free Syrian Army fighter fires from a tank in Rajo, Syria, March 3, 2018. REUTERS/Khalil Ashawi

al of YPG forces from the Syrian town of Manbij, which the Kurdish fighters helped clear of Islamic State (IS) militants in 2016. But Erdogan has repeatedly accused Washington of delays in the deal.

Turkey views the YPG as a terrorist organization because of its close links with the Kurdistan Workers Party (PKK), an armed group that has waged a three-decade campaign of violence for greater autonomy for Turkey's 16 million Kurds. Its presence on Turkey's long border with Syria poses a national security threat, Erdogan says, and in January, the Turkish army and the fighters it backs took the Syrian province of Afrin from the YPG after taking another swath of Syrian territory to stymie Kurdish advances in 2016. Turkey now controls some 4,000 square kilometers of Syria.

Turkey fired howitzers against YPG targets east of Kobani in what appeared to be a limited offensive. Kurdish militants said one of their fighters was killed in Sunday's assault and accused Turkey of "indirectly helping IS." It vowed "no attack against the northern Syrian territory will be left unanswered," according to a statement on a YPG website.

"The Turkish government uses its military to great diplomatic effect with the United States," Aaron Stein, a senior fellow at the Atlantic Council, told Al-Monitor. "What Ankara is trying to do is to signal its continued displeasure with the status quo in Syria and to force the United States to make concessions. This was the model that led to the Manbij road map. Ankara would like to see this model replicated east of the river, so that it essentially will get a ribbon of controlled territory along the border to push the YPG deeper into Syria and off the border."

But if Turkish forces delve further east into Syria, they could face off with American troops. The United States has armed and trained the YPG in its fight against IS in Syria since 2014 and keeps some 2,000 of its special forces in areas controlled by the Kurds.

Stein said the delays in the agreement on Manbij have been due to negotiations on how to implement it, including the rules of engagement for patrols of the town and the locations of the patrols.

"Ankara wants to get into the city. The US wants the patrols limited to around the forward line of contact and in designated areas. There is a lot that needs to be settled, even though I expect the patrol will begin in November," Stein said, adding he believes the two sides have agreed that the US military will be in command.

Meanwhile, the investigation into Khashoggi's death continues in Istanbul, with Turkey continuing to demand greater cooperation from Saudi authorities. Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu warned on Monday that Saudi Arabia must not stall the investigation.

A top Saudi prosecutor met with Turkish counterparts for the first time in Istanbul on Monday. Over the weekend, Saudi authorities rejected Erdogan's demand that Riyadh extradite to Turkey the 18 citizens it arrested for their alleged involvement in his killing. ♦

Ayla Jean Yackley is a freelance journalist who has covered Turkey for nearly two decades. She previously worked as a correspondent for Reuters and Bloomberg News and writes mainly about politics and the economy, with a focus on minority and human rights. Her reporting has also taken her to Iraq, Iran, Syria, Afghanistan, Russia, Germany and Cyprus. You can follow her on Twitter: @aylajean

REUTERS

Turkish military says it killed 23 PKK militants in air strikes in northern Iraq

October 31, 2018 ISTANBUL (Reuters)

TURKEY'S MILITARY carried out air strikes in northern Iraq on Wednesday, killing 23 militants from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), it said on Twitter.

The air strikes targeted several regions in the neighboring northern Iraq, including the Qandil mountains, a PKK stronghold, the military

said.

Turkey has in recent months carried out regular strikes on PKK bases in northern Iraq. PKK is designated a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union. More than 40,000 people have been killed since the PKK launched its insurgency in Turkey in 1984. ●

FINANCIAL TIMES

October 30, 2018

Rosneft's Iraqi Kurdistan oil and gas play angers Baghdad

Kremlin-controlled oil major ignores political obstacles to throw KRG \$3.5bn lifeline

Henry Foy in Moscow
October 30, 2018
<https://www.ft.com>

When the Iraqi autonomous region of Kurdistan went looking for someone brave enough to pump billions of dollars into developing its large oil and gas reserves, it found a man who has never been accused of lacking courage: Igor Sechin, an old friend of Russian president Vladimir Putin.

The chief executive of Rosneft, Russia's state-owned oil company, has ignored fears of conflict, criticism from western powers and navigated a web of regional, religious and political associations to emerge as Iraqi Kurdistan's single biggest financier. In the process he has moved a US military stronghold much closer to Moscow.

Rosneft, the world's largest publicly listed oil producer, says the investments are just good business, and have nothing to do with politics. But the Kurdistan projects will produce just 10,000 barrels of crude per day by the end of this year — only 0.2 per cent of its total daily production: low on output and high on symbolism.

"Like any company, Rosneft seeks out deals that make commercial sense, but energy is one of Moscow's most powerful tools and its geopolitical priorities are a major factor in Rosneft's choice of commercial partners," said Chris Tooke,



principal analyst for Russia at GPW, a political risk consultancy. "Kurdistan is an example where Russia's geopolitical and commercial aims go hand in hand."

Kurdistan has long been considered a close ally of the US. But the recent expansion of the Kremlin-controlled oil major has given Russia a significant foothold in Erbil. This is part of a trend mirrored across the Middle

\$3.5bn Amount Rosneft paid to the Kurdistan regional government for commercial deals in the area

East as Moscow responds to a shrinking of US influence by stepping up its relations with countries such as Saudi Arabia and Iran.

Rosneft in May signed an agreement with the Kurdistan regional government to explore the potential of

developing its natural gas reserves and building a gas pipeline. This could in theory carry exports to Europe in one of a string of deals made between Mr Sechin and Erbil over the past two years.

Over the past 18 months, the Russian company has paid about \$3.5bn to the Kurdistan administration including: \$400m to develop five exploration blocks; \$1.8bn for control of the region's export pipeline, and a \$1.2 loan in pre-payment for oil produced by companies other than Rosneft.

While that has provided a financial lifeline to the region's government, it has angered the Iraqi administration in Baghdad, which says Erbil does not have the right to sign commercial deals with foreign oil companies without its blessing.

"In accordance with our constitution, only the central, Baghdad government has the authority to sign such contracts and so those ones are illegal," said Iraq's ambassador to

Moscow, Haidar Mansour Hadi.

After Kurdistan held an independence referendum in September 2017 — condemned by the EU, US and Turkey but not Russia — Baghdad sent troops to seize control of major Kurdish oilfields, disrupting the region's critical oil production and exports.

That makes Rosneft's control of the export pipeline, which pumps Kurdish crude to Ceyhan on Turkey's Mediterranean coast, a key lever in relations between Erbil and Baghdad, and places the Russian company at the centre of talks between the two.

Despite the military intervention last year, and the legal war of words over his already-signed deals, Mr Sechin doubled down in May with the gas pipeline agreement. If Rosneft were to go ahead with the pipeline, which could carry billions of cubic metres of gas to Turkey and Europe, the Russian company would have unrivalled control over the region's energy exports.

"This is a key project in the monetisation of the exploration and production opportunities Rosneft has been evaluating since signing a gas co-operation agreement with the Kurdistan Regional Government of Iraq," the company said in a statement. "Following the outcomes of the integral development plan in terms of the attractiveness and efficiency of the options, Rosneft will decide on how to participate in the regional gas business."

Kurdish natural gas — alongside Rosneft's 30 per cent stake in Egypt's massive Zohr gasfield — also gives Mr Sechin an opportunity to compete in the European market against domestic rival Gazprom Neft. ◆

Will Russia and Turkey's Deal Work? Syria Says 'Terrorists' Still Present And U.S. Allies Come Under New Attack

By Tom O'Connor - On 10/30/2018
<https://www.newsweek.com>

Allies Russia and Syria appear to be at odds over whether Turkey is abiding by an agreement regarding the removal of Islamist militant fighters from a rebel-held province, just as Turkish strikes prompted Syrian Kurds to appeal to both Washington and Damascus for support.

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said Tuesday that a deal reached last month by Russian President Vladimir Putin and Turkish President Recep Tayyip Erdogan in Russia's Black Sea city of Sochi "was being fulfilled," according to Turkish newspaper Habertürk. Putin spokesperson Dmitry Peskov told reporters the Kremlin shared this view, arguing that the arrangement was not at risk of unraveling, the state-run Tass Russian News Agency reported.

The deal stipulated that Turkey would facilitate the removal of heavy weapons and jihadi organizations from a de-confliction zone in Idlib, the last stretch of Syria under the control of an Islamist-led insurgency against the Syrian government, an ally of Russia and Iran. In a press conference alongside Erdogan, French President Emmanuel Macron and German Chancellor Angela Merkel, Putin said Saturday that Turkish officials "are fulfilling their obligations, although not everything has been done in full."

While both sides had previously affirmed the withdrawal of heavy weaponry by the October 15 deadline, Syrian Foreign Minister Walid al-Muallem said late Monday that "terrorists are still present with heavy weapons in this region and this indicates that Turkey does not want to implement its obligations and thus the city of



Syrian fighters fire Kalashnikov rifles as they attend a mock battle in anticipation of an attack by the government, during a graduation of new Hayat Tahrir al-Sham members at a camp in the countryside of the northern Idlib province, August 14. The U.K.-based, pro-opposition Syrian Observatory for Human Rights said that jihadis maintained their position despite a deal between Russia and Turkey that mandates them to leave a demilitarized zone. OMAR HAJ KADOUR/AFP/Getty Images

Idlib remains under the control of terrorism supported by Turkey and the West."

Muallem made the remarks while addressing visiting delegations of the Executive Committee of the World Peace Council and the World Youth Democratic Union in Damascus. He told the audience "that Syria is in full coordination with our Russian friends in regards to Idlib, whether through war or reconciliation," according to his ministry.

Russia intervened in 2015 to support Syrian President Bashar al-Assad against a rebel and jihadi uprising launched four years earlier with the backing of the United States and its regional allies—including Israel, Qatar, Saudi Arabia and Turkey. By the time Russia entered the fray, the U.S. had grown more focused on defeating the Islamic State militant group (ISIS) that emerged during the multi-sided civil war, but Washington remained adamant on Assad's removal, accusing him of war crimes.

In the years since, however, the Syrian armed forces—backed by Russian military power and

various pro-government militias, many of which received funding from Iran—have regained control of much of the country, leaving Idlib as the last major bastion of insurgent influence. As Syria amassed reinforcements around Idlib province and surrounding areas, the U.S. warned it may intervene should civilians be placed at risk. Turkey grew concerned about an influx of refugees and the potential of violence reaching its military personnel in the region.

While Turkey supports Syria's embattled opposition, it has worked with Russia and Iran in an effort to find peace to the country's seven-year conflict. Following Putin and Erdogan's deal, fears that the arrangement would be destabilized grew after Syrian anti-aircraft fire responding to an Israeli air raid hours later accidentally downed an allied Russian surveillance plane and the apparent refusal of Al-Qaeda-linked groups to leave the 9- to 12-mile demilitarized zone established in Idlib.

Restricted groups in Idlib include the dominant Hayat Tahrir al-Sham coalition—the latest incarnation of Nusra Front—along with Turkistan Islamic Party, Haras al-Din (Guardians of Religion) and Ansar al-Din (Supporters of Religion). Russia has continued to accuse Western powers of attempting to work with these groups in order to stage a chemical attack as a pretext for military intervention.

In a report published Monday, the U.K.-based, pro-opposition Syrian Observatory for Human Rights said that it had witnessed ongoing violations of the Russia-Turkey ceasefire and observed that "the jihadi factions and groups maintain their positions and points within the demilitarized zone stretching from the northeastern Latakia mountains through Hama and Idlib to the northwestern outskirts of Aleppo city, amid ongoing failed Turkish attempts to persuade these factions to withdraw from ➤



U.S.-backed Syrian Democratic Forces attend the funeral of one of their commanders, killed a day earlier in the town of Hajin during battles against the ISIS in the Kurd-controlled city of Al-Qamishli, northeastern Syria, October 29. Syrian Kurdish fighters now face attacks from Turkey as well and have called on both the U.S.-led coalition and Russia-backed Syrian government to take action. DELIL SOULEIMAN/AFP/Getty Images

► the demilitarized zone."

Across northern and eastern Syria, the U.S. has maintained its own lines of control via a mostly Kurdish faction known as the Syrian Democratic Forces. Despite receiving direct support from the Pentagon, this alliance of Syrian minority groups and Arabs has entered into off-stalled talks with the Syrian government. It has even called on the Syrian military to react to Turkish actions against Syrian Kurdish groups considered terrorist organizations by Ankara, but backed by the U.S.

While Russia has viewed Turkey as a strategic partner, Syria has branded it an occupying force due to its defense posts near the northern border. As Turkish forces launched Saturday what Erdogan has said would be the beginning of a wider offensive against Kurds in northeastern Syria, the political wing of the Syrian Democratic Forces issued a statement calling on both the U.S.-led coalition and Syrian government to take action in response to strikes against villages west of the city of Kobani.

"We call upon the United Nations and the international coalition against ISIS to intervene and

assume their responsibilities towards the Turkish provocation against the Syrian Democratic Forces. We affirm that such behavior would hinder the war on ISIS and give it another chance to expand in Syria," the Syrian Democratic Council said Monday in a statement.

"We also call on the Syrian government in Damascus not to stay on the sidelines, and begin to take legal action at the international level to end the Turkish violations and ambitions in Syria," it added. ●



31 October 2018

Turkish General Explains Why Ankara's Op East of the Euphrates is 'Inevitable'

Opinion 31.10.2018 <https://sputniknews.com>

Turkey's operation in the territory east of the Euphrates River held by the US-backed Kurdish militia is inevitable, Naim Baburoglu, a retired Turkish general, told Sputnik, expressing hope that Moscow and Tehran would support Ankara's plan to liberate the US-controlled area.

The US continues to provide military assistance to the Kurdish militia deployed east of the Euphrates River in Syria forcing Ankara to take decisive steps, Naim Baburoglu, a retired Turkish general, military strategist and academic at Istanbul Aydin University (IAU), told Sputnik Turkey.

"The elimination of Kurdish forces in this territory [east of the Euphrates] is not in the interests of the United States," the retired general remarked. "The Americans are strengthening their positions there, building new bases and airfields, and deploying radar systems. Under these circumstances Turkey will finally be forced to take decisive steps making a Turkish Armed Forces operation in the region east of the Euphrates inevitable."

A convoy of US forces armoured vehicles drives near the village of Yalanli, on the western outskirts of the northern Syrian city of Manbij, on March 5, 2017

Baburoglu's comment comes on the heels of President Recep Tayyip Erdogan's vow to crush Kurdish fighters east of the Euphrates. On October 30, the Turkish president announced a major military campaign against the Kurdish People's Protection Units (YPG) seen by Ankara along with the Democratic Union Party (PYD) as affiliates of the Kurdistan Workers' Party (PKK) designated as a terrorist organization in Turkey.

"This statement followed immediately after the quadrilateral summit in Istanbul, during which the Turkish side placed emphasis on the strategic importance of the territories located east of the Euphrates," the military strategist pointed out. "This was followed by Turkey's artillery strike on the positions of the Kurdish Democratic Union Party (PYD) east of the Euphrates in the Kobani district. All these indicate the seriousness of Ankara's intentions and its determination to conduct the operation."

Baburoglu highlighted that Washington had seemingly turned a deaf ear to Ankara's concerns about the situation in the region east of the Euphrates, which poses a direct security threat to Turkey.

Commenting on the potential date of the commencement of the operation, the retired general referred to Turkish Minister of Defense Hulusi Akar's earlier statement that Ankara would focus on the area east of the Euphrates River after sorting things out in Manbij.

"The training process has been completed and joint [US-Turkish] patrols will begin today or tomorrow [in Manbij]," Akar told Anadolu news agency on October 30.

The military strategist suggested that "Turkey [would] wait for the completion of the implementation of the joint 'road map' with the United States in Manbij, and after that [would] begin military actions in the territories east of the



© REUTERS / Qatar News Agency

Euphrates."

"This waiting process is unlikely to last long. It seems that Ankara intends to discuss the situation east of the Euphrates with the US at the negotiating table in the first place — after the recent artillery shelling in Kobani between the Pentagon and Ankara, at least, there should be negotiations at a technical level," the retired general presumed.

According to Baburoglu, if Ankara manages to reach an agreement with Washington about the elimination of the YPG in the region or at least transferring them south of Raqqqa, then it will be possible to implement a Manbij-style roadmap in Kobani, Tell Abyad and Qamishli.

He emphasized that one should not forget that the Manbij roadmap has not been fully implemented so far: "Up to 7,000 Kurdish fighters are still stationed in the area; they have not yet surrendered the weapons supplied to them by the US," the military strategist said. "Thus, it is obvious that the United States did not keep its promises regarding Manbij."

Citing Erdogan's intention to crack down on Kurdish forces east of the Euphrates, Baburoglu ruled out the possibility of direct confrontation between Turkish and American military personnel in the area: "The United States will try to confront Turkey in the region indirectly, using Kurdish YPG troops or mercenaries for this," the retired general suggested.

He reiterated that Turkey attaches great importance to the region.

"This region accounts for about 30 percent of the total territory of Syria, and the US is trying to establish its control here," Baburoglu underscored. "I believe that Russia and Iran are concerned about Washington's strategy there and will provide Turkey with diplomatic support for the operation."

The views and opinions expressed by Naim Baburoglu do not necessarily reflect those of Sputnik. ◆

Les faux-semblants et les non-dits du sommet d'Istanbul sur la Syrie

Louis Doutrebente / 30.10.2018
<https://fr.sputniknews.com>

La paix bientôt imposée en Syrie? La question mérite d'être posée depuis qu'Erdogan, Poutine, Macron et Merkel ont affiché de larges sourires à Istanbul. Ces leaders se sont réunis pour progresser sur le dossier syrien, alors qu'un règlement politique tarde à voir le jour. Mais ce sommet pourrait bien n'être qu'une illusion. Analyse.

Le sommet d'Istanbul, qui a eu lieu ce 27 octobre, est incontestablement un succès. Après avoir œuvré à travers le processus d'Astana, la Turquie et la Russie ont donné une dimension plus large à la résolution de la crise syrienne en invitant la France et l'Allemagne à participer à une nouvelle rencontre.

La simple présence de ces pays occidentaux aux discussions turco-russes est en soi une avancée majeure. En effet, le processus de résolution de la crise syrienne de la «communauté internationale», qui se tient à Genève ou à Vienne sous l'égide de l'ONU, est au point mort depuis des années. Les Occidentaux (États-Unis, France, Allemagne et Royaume-Uni) avec leurs alliés arabes (Jordanie et Arabie saoudite) avaient donc créé le «Small Group» pour exister face au succès des pourparlers d'Astana (Russie, Turquie, Iran), mais dans une optique nettement plus favorable à l'opposition syrienne la plus radicale.

Que des pays de ces deux ensembles échangent entre eux est une évolution réelle. Et un succès aussi bien pour les instigateurs de cette rencontre que pour leurs hôtes français et allemands, qui remettent un pied dans le dossier syrien. Mais au-delà des satisfactions personnelles des uns et des autres, les chefs d'État ou de gouvernement ont affiché quelques consensus.

Emmanuel Macron a notamment rappelé quel était l'objectif principal des acteurs du conflit syrien:

«La priorité pour nous tous en Syrie demeure la lutte contre le terrorisme. Cette lutte se poursuit aujourd'hui encore sur le terrain et nous ne devons en aucun cas perdre de vue que c'est notre objectif militaire et politique premier.»

Si cette déclaration peut faire sourire (jaune) à l'heure où l'État islamique* enregistre sa première victoire depuis plus d'un an, elle est à souligner tant la politique, notamment des pays occidentaux, laisse parfois à penser que la priorité était le renversement de Bachar el-Assad.

Concernant Idlib, Erdogan, Poutine, Macron et Merkel se sont félicités de la situation générale dans cette région qui, rappelons-le, est le dernier grand territoire rebelle et terroriste en Syrie. Si l'accord russo-turc se met peu à peu en place avec quelques résultats concrets (retrait d'armements lourds, création d'une zone tampon, retrait de terroristes...), la situation reste instable. Mais pour le moment et de manière globale, le pacte scellé entre Poutine et Erdogan le 18 septembre dernier à Sotchi tient bon. Pourtant, dans les discussions d'Istanbul, chaque protagoniste met en avant ce qui l'arrange: ainsi, Macron et Merkel ont-ils de nouveau menacé de représailles le camp qui utiliserait des armes chimiques; Poutine a rappelé que le règlement du terrorisme dans la zone d'Idlib incombait aux forces armées turques; quant à Erdogan, il appelle son homologue russe à éviter qu'el-Assad déclenche une offensive.

Un consensus existe pourtant concernant la question de l'aide humanitaire. Poutine et Macron ont notamment illustré leur bonne entente en



Angela Merkel, Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron avant le sommet à Istanbul
© Sputnik . Mikhail Klimentiev

rappelant l'aide conjointe qui fut apportée aux civils de la Ghouta par la Russie et par la France en juillet dernier. De plus, les responsables politiques ont discuté du sort des réfugiés et ont tous prôné la nécessité absolue de leur retour au pays. Une vision commune que résume notamment Recep Tayyip Erdogan:

«Nous nous sommes mis d'accord pour poursuivre l'aide humanitaire au peuple syrien. Nous avons également discuté de la question du retour des réfugiés syriens dans leur pays. Ce processus du retour doit se faire sur la base du volontariat, conformément au droit international, en toute sécurité et en coordination avec les Nations unies et là aussi, nous nous sommes mis tout à fait d'accord.»

Une bonne nouvelle puisque la résolution de ces questions passe clairement davantage par un règlement politique que par des opérations militaires. Mais si les quatre acteurs de ce sommet partagent une volonté commune d'agir par voie diplomatique, leurs objectifs de fond divergent.

L'antagonisme principal porte sur la composition du Comité constitutionnel, qui a pour mission d'élaborer une nouvelle Constitution nationale. Ce Comité devra être composé de 150 personnes réparties en trois listes. Si, principalement grâce au concours de Vladimir Poutine, les deux premiers groupes (50 personnes désignées par Damas, 50 personnes par l'opposition) se sont constitués et ont été acceptés par les deux camps, la dernière liste, regroupant des membres de la société civile syrienne, peine à voir le jour. Choisis par l'ONU, les noms de cette liste ont été retoqués par le gouvernement d'el-Assad vendredi 26 octobre. L'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a apporté les justifications données par le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, pour la formation de cette dernière liste:

«M. Mouallem a indiqué que le gouvernement syrien et la Russie s'étaient mis d'accord récemment pour que les trois pays garants du processus d'Astana (Russie, Turquie, Iran) et la Syrie fassent une proposition sur cette troisième liste.»

Et force est de constater que ce sommet d'Istanbul n'a pas permis le moindre progrès sur cette question qui reste fondamentale pour la résolution politique du conflit syrien. Pire encore, Erdogan s'est joint à ses homologues européens pour continuer à disqualifier la légitimité de Bachar el-Assad en ne cessant de désigner le gouvernement de la République arabe syrienne de «régime». Vladimir Poutine, grand défenseur de Damas, leur a donc rétorqué indirectement en répondant à une question sur «les marches de manœuvre que les acteurs ont ⇒

⇒ pour convaincre Bachar que le Comité constitutionnel doit se réunir avant la fin de l'année»:

«Pour que ce travail puisse progresser, il faut rester calme. Il faut que cela se fasse dans le respect mutuel. Il faut respecter le gouvernement légitime de la Syrie alors que tout le monde parle de "régime syrien". D'après la résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies, on parle du gouvernement de la République arabe de Syrie. Je crois qu'il faut respecter le gouvernement légitime de la Syrie. Et c'est en partant de ce respect que l'on pourrait aussi avoir un dialogue fructueux.»

Cet aspect de rhétorique n'est pas qu'un point un détail. Si la Russie n'a jamais laissé entendre que son allié alaouite devait rester à la tête de son pays coûte que coûte, elle entend rappeler à tous que Bachar el-Assad est le Président légitime d'un pays souverain. Vladimir Poutine ferme donc la porte à tout règlement politique de la crise syrienne qui ferait du départ de Bachar un préalable. Il rappelle ainsi que le Président syrien doit donner son accord concernant la composition de la troisième liste de personnalités du Comité constitutionnel.

Nonobstant cette question cruciale de la formation du Comité constitutionnel, le succès de ce sommet est relatif à bien d'autres égards. En effet, si les acteurs du sommet d'Istanbul ont affiché leur désir de renouveler ces pourparlers multilatéraux, ils ont aussi choisi de se réunir sans leurs alliés les plus encombrants, à savoir l'Arabie saoudite, les États-Unis et le Royaume-Uni d'un côté et l'Iran de l'autre. De fait, il est difficilement concevable d'imaginer Riyad et Washington discuter de la Syrie avec Téhéran, leur ennemi honni. Notons par ailleurs que les premiers nommés n'ont pas été cités durant la déclaration commune du sommet, contrairement à l'Iran, qui selon Erdogan et Poutine, est indis-

pensable au règlement de la crise syrienne, comme l'explique le maître du Kremlin:

«Nous devons absolument tenir des consultations avec le gouvernement syrien et nos partenaires iraniens, car sans l'Iran, qui est un pays garant du processus de paix, du cessez-le-feu et de la création de zones démilitarisées [en Syrie, ndr], ce problème ne pourra pas être résolu.»

Mais comment ne pas mentionner publiquement le rôle des États-Unis? Ces derniers sont présents et contrôlent plus d'un quart du territoire syrien. En effet, toute la partie à l'est de l'Euphrate est sous domination américaine. Du moins, sous domination kurde dont les factions sont soutenues par la première puissance militaire du monde. Il est amusant de noter que ce sommet se déroulant à Istanbul, sur le territoire d'Erdogan, Kurdes et Américains n'ont pu être cités, même par leurs alliés européens. Et le Président turc en a même profité pour rappeler sa politique face à ceux qu'il considère comme terroristes:

«À l'Est de l'Euphrate, nous allons continuer à liquider sur place toute menace contre notre sécurité nationale.»

Si bien qu'au lendemain du sommet, ce dimanche 28 octobre, les armées turques ont pilonné des positions des Unités de Protection du Peuple (YPG) dans le village de Zur Maghar, situé à proximité des villes de Jarablous et de Kobané. La guerre est d'autant plus loin d'être finie que cette zone concentre une grande part des richesses pétrolières du pays. ■

* Organisation terroriste interdite en Russie

Le Monde.fr 28 OCTOBRE 2018

Syrie : l'armée turque bombarde une milice kurde soutenue par Washington

Ankara a pilonné des positions des Unités de protection du peuple (YPG) à l'ouest de Kobané, dans le nord de la Syrie. Erdogan avait menacé ces derniers jours de lancer une offensive à l'est de l'Euphrate.

Le Monde avec AFP
le 28 octobre 2018
<https://www.lemonde.fr>

Au lendemain d'un sommet Turquie-Russie-France-Allemagne sur la Syrie à Istanbul, l'armée turque a bombardé dimanche 28 octobre des positions des Unités de protection du peuple (YPG) dans le nord de la Syrie. Cette milice kurde est soutenue par les États-Unis mais considérée comme terroriste par Ankara.

Selon l'agence de presse étatique turque Anadolu, l'artillerie turque a pilonné des positions des YPG situées sur la rive est de l'Euphrate, à l'ouest de Kobané. Ces bombardements ont visé des abris et des tranchées des YPG sur une colline dans le village de Zur Maghar, situé sur la rive orientale de l'Euphrate en face de la ville de Jarablous. Anadolu affirme que l'artillerie turque a répliqué à des tirs provenant de cette zone.

Ce bombardement survient alors que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a plusieurs fois menacé ces derniers jours de lancer une offensive à l'est de l'Euphrate, après deux précédentes opérations à l'ouest du fleuve. Vendredi, M. Erdogan avait même lancé un « dernier avertissement » aux YPG.

Les YPG font partie d'une coalition arabo-kurde, les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui est

soutenue par les États-Unis pour combattre le groupe Etat islamique (EI). Mais Ankara considère les YPG comme le bras armé de l'extension en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation qui anime une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

TENSIONS ENTRE ANKARA ET WASHINGTON

Si le PKK est classé comme terroriste par les alliés occidentaux de la Turquie, ce n'est pas le cas des YPG. Le soutien américain aux YPG est d'ailleurs l'un des principaux points de discorde entre Ankara et Washington, deux alliés au sein de l'OTAN dont les relations se sont dégradées depuis 2016.

Une offensive turque d'envergure à l'est de l'Euphrate risquerait d'aggraver encore les tensions entre les deux pays, qui ont connu un pic au cours de l'été. Ces derniers mois, la Turquie a plusieurs fois menacé

d'attaquer la ville de Minbej, tenue par les YPG et où des militaires américains sont également déployés. Pour apaiser les tensions, la Turquie et les États-Unis mènent désormais des patrouilles coordonnées.

La Turquie est très active en Syrie, où elle soutient l'opposition au régime de Bachar Al-Assad. Mais ces dernières années, elle s'est surtout concentrée sur les activités des milices kurdes syriennes à sa frontière qu'elle considère comme une menace à sa sécurité nationale.

La Turquie redoute en effet que l'établissement d'un « Etat kurde » à sa frontière galvanise les velléités séparatistes sur son sol. Depuis 2016, l'armée turque a lancé deux offensives dans le nord de la Syrie, à l'ouest de l'Euphrate, pour repousser les djihadistes de sa frontière et empêcher la jonction des différentes zones contrôlées par les YPG. ■

Is Major Realignment Taking Place in the Middle East?

Why Turkey Is Pivoting Toward Iran and Russia

Colin P. Clarke and Ariane M. Tabatabai
October 31, 2018
www.foreignaffairs.com

Having long criticized U.S. policy in the Middle East, President Donald Trump has outlined the contours of a fresh approach to the region. Last month, his administration unveiled its new Syria strategy, marking a departure from a mission focused on countering the Islamic State (or ISIS) to one aimed at containing Iran. But these new plans don't consider a critical challenge: the shifting alignments in the region, which have intensified following the killing of the Saudi journalist Jamal Khashoggi at the Saudi consulate in Istanbul.

Alignments in the Middle East have long been shifting tectonic plates. For decades, regional powers—particularly Iran, Iraq, Israel, Saudi Arabia, and Turkey—have competed to maximize power against the backdrop of interventions by Russia, the United Kingdom, and, later, the United States. Until recently, the United States and its regional allies—Israel, the majority of the Arab Gulf states, and Turkey—were aligned against Iran. In the aftermath of the 2015 Iran nuclear agreement, it seemed certain that these regional powers, backed by Washington, would succeed in isolating the mullahs. But myriad domestic, regional, and international factors have combined to obviate this long-standing status quo. The most significant result of these developments has been Turkey's drift away from the United States and toward Iran and Russia.

ANKARA'S STRATEGIC PIVOT

There are several reasons for Ankara's emerging alignment with Tehran and Moscow. First, the ascension of Recep Tayyip Erdogan to the Turkish presidency in 2014—a move that marked his consolidation of power after over a decade as prime minister—signaled a shift in the country's politics. Erdogan has empowered religious factions and moved the country away from Ankara's celebrated secularism, which dates back to its founder, Kemal Atatürk, in the early twentieth century. Erdogan's worldview shares many tenets with those of the Islamic Republic and Russia. Like Moscow and Tehran, Ankara is now more anti-Western than at any point in recent memory. In that sense, Turkey is pivoting away from NATO and toward the two revisionist powers.

Erdogan's beliefs shape his perception of the regional order. The Turkish president appears to see himself as a modern-day sultan, the rightful heir to Sunni leadership. He has gone so far as to claim that his "is the only country that can lead the Muslim world." This makes the House of Saud less of an ally and more of a competitor.



Presidents Hassan Rouhani of Iran, Recep Tayyip Erdogan of Turkey, and Vladimir Putin of Russia hold a joint news conference after their meeting in Ankara, April 2018.

Indeed, the Khashoggi murder is only the latest in a series of developments that have exacerbated tensions between Turkey and Saudi Arabia. In the ongoing rift in the Persian Gulf, in which Saudi Arabia and its allies severed ties with Qatar (ostensibly because of Qatar's assertive and independent foreign policy, but in reality because of growing tensions stemming from the Saudi approach to Iran and the war in Yemen), Ankara joined Tehran in supporting Doha. For Turkey, the Gulf state was an important ally whose regional outlook aligned with its own. And the two countries' economic ties were also important to Ankara. Even before the crisis, Turkey had signed a military protocol with Qatar and opened its first military base in the region in 2015. More recently, Turkey signed a deal to purchase Russian-made S-400 missile systems, prompting U.S. Defense Secretary James Mattis to warn Turkey that it should reconsider the move, as NATO wouldn't be able to integrate these weapons into its order of battle.

These developments have occurred against the backdrop of the Syrian conflict, where the United States and Saudi Arabia have remained united by a long-standing partnership, their respective enmity toward Iran, and the ongoing war in Yemen. For Turkey, the Iran-Russia nexus now seems to be a better fit than NATO. Ankara is preoccupied with stabilizing Syria, even if this means that President Bashar al-Assad remains in power. This objective aligns with Iranian and Russian goals. Moscow and Tehran have worked closely together in Syria—with Russia providing air cover to Iran's ground troops—to secure both Assad's grip on power and their own regional status. Both they and Turkey have an interest in preserving Syria's territorial integrity, which could help them avoid a possible regional fragmentation and state failure that could spill over and threaten their own survival.

Turkey also appears to be more concerned about the Kurds than about ISIS, another factor that

aligns it more with Iran and Russia than with the United States and Saudi Arabia. Iran is perhaps better positioned than the United States and NATO to help assuage Turkish concerns regarding the future of the Kurds. Although apparently no party wishes to see the Kurds split from their respective states, Iran—like Turkey—seems to feel acutely threatened by an empowered Kurdish population. For both Iran and Turkey, the dismemberment of Syria and a Kurdish split from the country could lead to a slippery slope emboldening their Kurdish populations and creating a threat to their territorial integrity and national unity.

A residual ISIS presence, meanwhile, provides the Ankara-Tehran-Moscow-Damascus quartet with an excuse to keep their militaries active in the theater. That doesn't mean these capitals don't legitimately perceive ISIS as a threat.

The Khashoggi murder is only the latest in a series of developments that have exacerbated tensions between Turkey and Saudi Arabia.

Instead, they see opportunity in a weakened ISIS whose territorial control and capabilities are largely diminished, allowing them to justify their persistent and at times aggressive military efforts. In fact, Erdogan is even developing closer ties with Tahrir al-Sham, an al Qaeda-linked terrorist group mainly active in Syria and numbering about 10,000 fighters. The group, Erdogan seems to believe, can be directed against the People's Protection Units (YPG), a Kurdish militia force that Turks reportedly see as empowered by U.S. and Saudi efforts in Syria.

To be sure, Iran, Russia, and Turkey all still harbor a certain distrust of one another. And their distrust is rooted in a history of rivalry. After all, the three countries have fought one another in devastating wars and competed for power in the region. At the same time, they currently have a number of shared interests and common

threat perceptions, leading them to work closely together in several areas, including in the military and economic realms.

WHAT IT MEANS FOR WASHINGTON

In the morass of Middle East geopolitics, Turkey appears to be the big winner, capitalizing on this realignment to improve its image in the Muslim world as a leading nation willing to stand up to Saudi Arabia—whose closer relationship with Israel and leading role in the disastrous war in Yemen have tarnished its reputation. Ankara seems to be playing both sides of the Syrian conflict, perhaps in an attempt to maximize its leverage in future negotiations. Indeed, the success of U.S. Syria policy depends in part on Turkey. As a result, Washington should understand Ankara's main regional objectives and assess NATO's ability to forestall an undesired shift in the regional balance of power.

Turkey's ostensible realignment will likely affect the new U.S. campaign in Syria and the viability of Washington's Middle East policy as a whole. In response to this development, the United States should consider using its seat at the table to show that it has both the means and the political will to contribute to a stable Syria. It should signal that it can be an honest broker—although this would probably be a tough pill to swallow, given that almost any viable peace agreement will leave Assad in place. Assad has committed countless atrocities, including using chemical weapons against his own people, but the prospects of the United States removing him from power are increasingly dim. Rather than remaining focused on Assad's removal, the Trump administration should look at the bigger picture and secure U.S. interests in the region. Critically, Syria can't remain a safe haven for international terrorist groups to plan attacks

around the globe—as they have done recently with disrupted plots targeting Germany and the Netherlands.

As reports of the events surrounding Khashoggi's death grew increasingly horrifying, Saudi Arabia provided \$100 million to the United States to help stabilize Syria. But it appears Riyadh won't be able to buy its way out of this situation. That money may be enough to prolong the transactional U.S.-Saudi relationship a while longer. But it will do little to halt the momentum of a rapidly shifting geopolitical landscape, in which Iran, Russia, and Turkey are emerging as a coherent bloc. These three countries' alignment—rooted in shared interests in Syria—could transcend that specific theater and lead to a more fundamental realignment of power throughout the region, with long-term implications for the United States. ●



OCTOBER 31, 2018

Turkish army shells Tal Abyad following threats by Turkish president

Wladimir van Wilgenburg October 31-2018
<http://www.kurdistan24.net>

ERBIL (Kurdistan 24) – Turkish cross-border shelling killed one Kurdish conscript and injured another on Tuesday after Turkey's President Recep Tayyip Erdogan announced an offensive to attack Kurdish forces who are engaged in the war against the so-called Islamic State (IS).

A military source confirmed to Kurdistan 24 that one member of the duty of self-defense (EXP) was killed, and another one was injured.

The local news agency, Hawar News, also reported that at 9 p.m. local time, the Turkish army shelled the Tal Abyad border gate.

On Sunday, President Erdogan told members of the ruling Justice and Development Party (AKP) in the parliament that they would attack the east of the Euphrates and the People's Protection Units (YPG), the Turkish state-run Anadolu Agency reported.

"We have finished all our preparations, plans, programs regarding the issue," he added.

On Tuesday, Turkey's national defense minister Hulusi Akar said Ankara's next area of activity would be east of the Euphrates, after the actions in Manbij, northern Syria, Anadolu reported.

"Erdogan's threats to attack Kurds east of Euphrates may be rhetoric to solidify his base – or not," Aliza Marcus, a Washington DC-based analyst on the Kurdish issue who recently visited Syrian Kurdistan (Rojava), told Kurdistan 24.

"Just in case, [the] US needs to make clear Rojava is [a] key political ally too, and maybe put some troops near Tel Abyad."

The attack comes as the YPG and the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) are engaged in a massive fight against IS in the Middle Euphrates River Valley in Deir al-Zor province. The Kurdish forces recently sent reinforcements to the area after IS retook some villages in a counter-attack.

On Sunday, the Turkish military also shelled villages west of Kobani and towns close to Manbij. The assault killed one conscript and injured one woman.

Turkey's "unjustified attacks" on the YPG who are working to repel IS in Syria aid the terrorist organization indirectly, the YPG said on Sunday after Turkey's shelling.

"We affirm once again that there" were no attacks "conducted from our side against the borders of" Turkey, the Kurdish forces stated.

The former co-head of TEV-DEM (Movement for a Democratic



A United States flag flies on the border in the town of Tal Abyad, with a Turkish flag seen in the back, Sept. 17, 2016. (Photo: AFP/Delil Souleiman)

Society), Aldar Xelil, said the Tal Abyad attack was "another serious escalation, and in service of Turkey's long-term goal in Syria, which is to provoke chaos."

"There is no reason for this attack," the top Syrian Kurdish official said. "It is a direct aggression against the democratic elements and powers that seek to resolve the Syrian crisis and fight terrorism."

"The silence of the world regarding Turkey's practices is a negative development that will not serve anyone. Our people have the right to self-defense and will not hesitate to resist," he added.

Xelil called on the international community and relevant institutions to "intervene to prevent the escalation of the tension, which will not be good, considering the current circumstances."

Nicholas A. Heras, a Fellow at the Center for a New American Security, told Kurdistan 24 the United States would not accept a Turkish attack on the east of the Euphrates.

Heras said Erdogan "desires nothing else but to destroy the SDF and show the Americans that it is his will that will be done in Syria."

However, Washington "is too invested in post-IS stability operations working in Syria to let Erdogan have his way," he concluded. ■